

Les espions français de la DGSE changent de patron

JACQUES DEWATRE, le « patron » de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), devrait, au début de l'année prochaine, céder la place à un diplomate, Jean-Claude Cousseran, aujourd'hui ambassadeur en Turquie. M. Dewatre aura occupé ce poste durant six années et demie et connu deux périodes de cohabitation. Ce changement à la tête des services spéciaux français présage une réorganisation de la DGSE, après sa quasi-inexistence pendant le conflit du Kosovo, où elle a été supplantée par la direction du renseignement militaire (DRM). M. Cousseran a lui-même appartenu à la DGSE, qui a entrepris une conversion de ses objectifs, au profit de dossiers plus géostratégiques, et de ses personnels, davantage recrutés chez les civils.

Lire page 8

Russie : une guerre pour gagner les élections

● 107 millions de Russes sont appelés, dimanche, à élire leurs députés ● Le camp Eltsine exploite la guerre de Tchétchénie pour se maintenir au pouvoir ● Les sondages placent les communistes en tête ● Ce scrutin apparaît comme le premier tour de la présidentielle de juin 2000

SUR FOND de massacres en Tchétchénie, les 107 millions d'électeurs de la Fédération de Russie devaient élire, dimanche 19 décembre, les 450 députés de la prochaine Douma, la Chambre basse du Parlement. Alors que

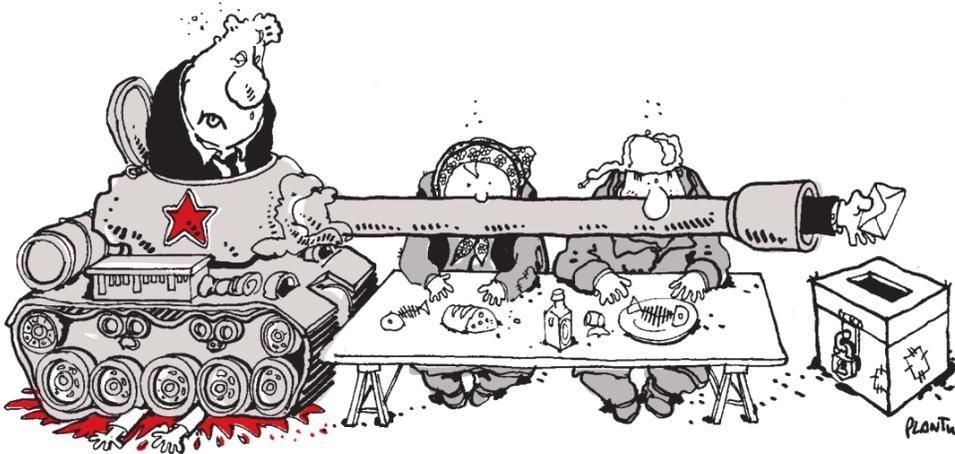
l'aviation et l'artillerie russes continuent à pilonner les quelque 40 000 personnes piégées dans Grozny, la Tchétchénie n'a pas provoqué de débats pendant la campagne. Sur l'opportunité de cette guerre, déjà vieille depuis

plus de trois mois, tous les partis sont d'accord ; aucun n'a osé critiquer des bombardements massifs que l'opinion russe semble largement approuver. La guerre a été décidée dans la perspective de ce scrutin, afin de faire oublier l'état

désastreux de l'économie du pays et une série de scandales touchant le Kremlin, de près ou de loin. La campagne a été faite d'attaques personnelles échangées d'un camp à l'autre. Les affrontements les plus vifs ont opposé deux coalitions : le camp présidentiel, regroupé autour de la liste dite de L'Unité du premier ministre, Vladimir Poutine, d'un côté ; de l'autre, le camp de l'ancien chef de gouvernement Evgueni Primakov et du maire de Moscou, Iouri Loujkov, rassemblés dans La Patrie-Toute la Russie. MM. Poutine et Primakov devraient s'affronter lors de la présidentielle de juin 2000.

Les résultats doivent être connus lundi. Selon les sondages, le Parti communiste devrait arriver en tête (avec de 20 à 25 % des suffrages), suivi de la liste de L'Unité (de 12 à 16 %), devant La Patrie-Toute la Russie (10 à 14 %) et le parti libéral Iabloko de Gregori Iavlinski.

Lire pages 2 et 3, et notre éditorial page 13



KARIM SAHIB-STEF/AFIP

DIPLOMATIE Irak : le pari de l'ONU

L'ONU a voté, dans la nuit de vendredi à samedi, une résolution prévoyant la suspension totale des sanctions économiques et de l'embargo pétrolier imposés à Bagdad depuis neuf ans, à condition que l'Irak coopère avec une nouvelle commission d'experts du désarmement. La France, la Russie, la Chine et la Malaisie se sont abstenues. L'entrée en vigueur de cette résolution requiert d'abord que Bagdad autorise l'accès de son territoire à cette commission. Or les Irakiens rejettent pour l'instant la résolution de l'ONU. p. 4

Macao, la rétrocession

LA CHINE reprend Macao. Dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 décembre, Lisbonne devait formellement rétrocéder à Pékin cette enclave en terre chinoise que les Portugais occupaient depuis 1557. Après le départ des Britanniques de Hong-kong, en 1997, c'est un pas de plus vers l'objectif stratégique que s'est fixé le président Jiang Zemin, « la réunification de la mère patrie », la prochaine étape s'appelant Taïwan... A vrai dire, dès la « révolution des œillets » de 1974, les Portugais avaient confié à Pékin le pouvoir réel sur cette cité à l'histoire aussi riche que le furent ses casinos, ses tripots et ses fumeries d'opium.

Lire page 6 et notre enquête page 12

Fête tranquille à Matignon pour le réveillon de la Saint-Sylvestre

COMME n'importe quelle maîtresse de maison, Sylviane Agacinski, épouse de Lionel Jospin, a pris son téléphone et invité quelques *happy few* à réveillonner, si le cœur leur en dit, vendredi 31 décembre, à l'hôtel Matignon. Une soirée strictement privée, précisent les collaborateurs du premier ministre. Une fête dont la liste des invités et le menu des festivités sont tenus soigneusement secrets, mais qui veut montrer que le premier ministre souhaite passer la nuit comme tous les Français, sans pour autant oublier les obligations de sa charge. « Dans le calme, faire la fête », explique le porte-parole du gouvernement, Daniel Vaillant.

A Matignon, on a en effet décidé, depuis un mois, que le réveillon du gouvernement devait être « sobre » - « solidaire » de ceux pour qui la vie n'est pas une fête, « chômeurs et sans-logis » - et « travailleur » (Le Monde du 4 décembre). Puisque, avec ses traditionnels vœux, Jacques Chirac tient l'ouverture des « 20 heures » à la télévision, autant le concurrencer sur un autre terrain. Au président, les vœux planétaires et sur le petit écran ; aux ministres, la veille auprès des Français. Deux jours plus tôt, une réunion les aura projetés

dans le futur, 2000 et les tâches afférentes : juste après le conseil des ministres imposé par M. Chirac, le 29, Lionel Jospin a en effet convoqué son gouvernement pour une ultime séance de travail.

A tous, le premier ministre a demandé une « présence vigilante pour parer à toute éventualité », le bogue informatique - qui va mobiliser notamment le ministère de l'économie et des finances (lire page 18) - ou les débordements en tout genre. Les vacances doivent être prises avant, comme lui, ou après. C'est particulièrement vrai pour les ministères « sensibles » : intérieur, bien sûr, mais aussi transports, affaires étrangères, défense. Alain Richard visitera en début de soirée le dispositif Vigipirate, avant d'aller au centre opérationnel interarmées (COIA). Dominique Voynet veillera sur le fonctionnement des centrales nucléaires. Catherine Trautmann se rendra sur les Champs-Élysées pour le spectacle des roues. Martine Aubry tient à faire savoir qu'elle se soucie du problème du bogue dans les hôpitaux et qu'elle regagnera Paris après s'être montrée au beffroi de Lille.

Pour donner l'exemple, M. Jospin sera donc

« présent là où il a l'habitude d'être », c'est-à-dire à Matignon. Mais, parce qu'il serait vraiment trop triste de ne penser qu'au travail quand les Français s'amuse, les Jospin ont prévu d'inviter quelques couples. « C'est un réveillon en famille et entre amis, explique M^{me} Jospin, interrogée samedi à Tokyo, avec, notamment, ceux des ministres qui seront à Paris et qui devront travailler ce soir-là. » Jean-Claude Gayssot en sera. Daniel Vaillant a beaucoup remercié, mais passera le réveillon en famille. Ségolène Royal et François Hollande sont sur la liste, tout comme M^{me} Voynet. Jean-Pierre Chevènement « passera peut-être » : « tout dépend comment se déroulera la soirée. »

« C'est une soirée intime et privée, qui, d'ailleurs, n'est pas encore tout à fait au point », précise M^{me} Jospin, alors que certains s'inquiètent de leur invitation. Un groupe de musiciens devrait permettre d'entrer dans le XXI^e siècle en beauté. « Dans le calme, faire la fête. Et non l'inverse », a rappelé M. Vaillant pour, surtout, ne pas donner l'image d'un gouvernement rabajoie.

Ariane Chemin



ARCH. PARIS/SPADEM

SCIENCES

La genèse de Flaubert

Depuis vingt ans, Pierre-Marc de Biasi étudie les brouillons de Gustave Flaubert (photo). Directeur de recherches au CNRS, il plonge dans ces textes en quête de ratures, de modifications qui lui permettent de reconstituer le processus de création de l'écrivain. Ce généticien de l'écrit fait appel aux techniques les plus modernes pour analyser les encres, les papiers. p. 19

Trains européens



LOUIS GALLOIS

LE PRÉSIDENT de la SNCF, Louis Gallois, et son homologue des chemins de fer allemands veulent concevoir ensemble la future génération de trains à grande vitesse. Les industriels européens du ferroviaire devront se rapprocher, à l'image des constructeurs aéronautiques réunis dans Airbus.

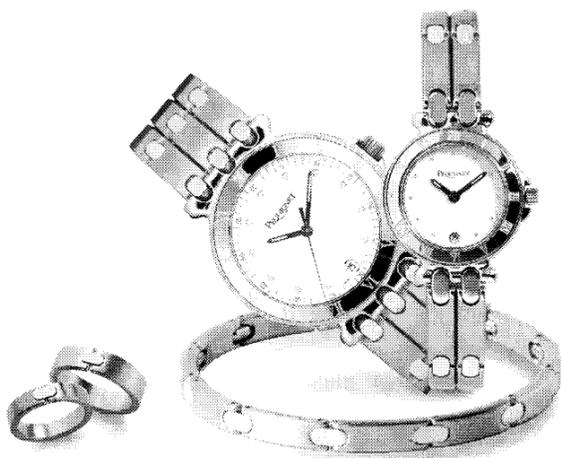
Lire page 15

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0146 - 1219 - 7,50 F



EP PEQUIGNET



Informations et liste des points de vente : Montres PEQUIGNET - Tél. 03 81 67 90 05

La vache et le politique

ON NE SAURAIT trop souligner l'importance de la décision prise par le gouvernement français, le 8 décembre, de ne pas lever l'embargo sur l'importation de bœuf britannique. Car, en tirant par la bride cette brave Marguerite incompréhensiblement zinzin, il s'est discrètement évadé du camp où la science tend à emprisonner la politique depuis quelques années. S'appuyant sur la contradiction d'opinions entre les comités d'experts européen et français, il s'est en fait placé sur le terrain politique, arguant du principe de précaution, pour se ranger à l'avis dominant dans l'opinion publique. Est ainsi tranchée la contradiction entre la légitimité de la science en tant que fournisseuse de vérité et de raison et l'incapacité pratique où elle se trouve souvent de décider des problèmes obscurs.

Cet acte, s'il reste pleinement assumé, témoigne du retour de la raison politique face à la raison scientifique. Il rappelle que la politique est un déterminant légitime des questions techno-scientifiques qui « prolifèrent », selon l'expression du sociologue Bruno Latour, dans la société industrielle : organismes génétiquement modifiés, changement climatique, pollution atmosphérique, bœuf aux hormones sont, tout comme la « vache folle », au cœur de controverses scientifiques indécidables

qui requièrent sinon l'épée d'Alexandre tranchant le nœud gordien, du moins des décisions claires.

Ce retour du politique est rendu possible par la crise de légitimité de la position scientifique, qui tient à des raisons conjoncturelles autant que théoriques. Portée par ses succès dans les techniques qui améliorent la vie quotidienne et dans la connaissance des mystères du monde matériel, la science n'a, depuis le XIX^e siècle, cessé de gagner en influence dans les processus de décision politique. Soit elle imposait ses solutions à des politiciens médusés - « Le nucléaire, c'est rationnel » -, soit elle se révélait indispensable pour tenter de régler les imbroglios créés par la mise en œuvre de ses productions - à qui d'autre qu'à son concepteur demander de réparer une machine dont on ne comprend pas les plans ? Bref, la communauté scientifique gagnait à tous les coups.

Et les comités d'experts de se multiplier comme champignons après la pluie, pour éclairer les décideurs certes, mais aussi, semblait-il, comme moyen de prendre des décisions dans des institutions perçues, à tort ou à raison, comme peu démocratiques.

Hervé Kempf

Lire la suite page 13



PATRICK MILLET

MUSIQUE

Africolor à Saint-Denis

Pour sa onzième édition, du 22 au 24 décembre au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, le festival Africolor fait une large place aux musiques de l'océan Indien, auxquelles il consacre sa soirée du 23. Soirée qui permettra de retrouver avec bonheur ces musiques métissées, sensuelles, évocatrices de mélancolie autant que d'hédonisme, notamment le *beko* malgache de Senge, le *maloya* réunionnais de Danyèl Waro (photo) et le *ndéndzé* du Comorien Soubi. p. 22

International	2	Aujourd'hui	18
France	8	Météorologie, jeux...	21
Société	10	Culture	22
Horizons	12	Guide culturel	25
Entreprises	15	Carnet	26
Placements	16	Radio-Télévision	27

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 DÉCEMBRE 1999

ELECTIONS Les Russes votent, dimanche 19 décembre, pour élire leurs députés. La moitié sera désignée au scrutin proportionnel sur des listes de partis, l'autre au scrutin

uninomial à un tour par circonscriptions. ● LE PARTI COMMUNISTE est donné en tête par les sondages, devant le bloc Unité mené par Sergueï Choïgou, qui soutient le premier mi-

nistre, Vladimir Poutine. ● CE SCRUTIN ne constitue qu'un « tour de chauffe » avant la présidentielle, prévue pour juin 2000, dans laquelle le Kremlin et la « famille » Eltsine es-

pèrent voir M. Poutine, le « dauphin désigné », l'emporter. ● MARQUÉES par une crise sociale profonde, ces élections ont lieu alors que la guerre en Tchétchénie prend un nouveau

tour. Vendredi 17, l'armée russe a coupé l'axe routier menant vers la Géorgie, empêchant les civils de se réfugier dans la république voisine (lire aussi notre éditorial page 13).

Les législatives, banc d'essai de la présidentielle dans une Russie en crise

Les électeurs de la Fédération sont appelés à désigner, dimanche 19 décembre, les 450 députés de la Douma d'Etat, la chambre basse du Parlement. Pour le Kremlin, ce scrutin doit permettre au premier ministre, Vladimir Poutine, de se positionner comme le successeur de Boris Eltsine

MOSCOU

de notre correspondant

Dix ans après la tenue des premières élections libres (ou presque) dans ce qui était encore l'Union soviétique, 107 millions d'électeurs russes choisissent, dimanche 19 décembre, leurs députés à la Douma, la chambre basse du Parlement. Au vu du chaos économique et politique dans lequel est plongé le pays où, face à un pouvoir déliquéscent, un tiers de la population vit sous le seuil officiel de pauvreté (moins de 200 francs par mois), le simple fait que ce scrutin puisse se tenir à la date prévue paraît constituer une bonne nouvelle. Les innombrables scénarios développés ces derniers mois sur le report ou l'interruption du processus électoral par un Kremlin aux abois auront donc été démentis.

Car pour le reste, cet exercice électoral, dont est exclue la population tchétchène massacrée par l'armée russe, ne rassure guère sur la santé démocratique de la Russie. « Cette campagne électorale a été la plus sale de toute notre histoire », estime Iouri Loujkov, maire de Moscou, pourtant pas un nouveau-né de la politique russe. Huit ans après la désintégration de l'URSS, la Russie de Boris Eltsine présente tous les symptômes d'un pays en crise totale.

Quelques mois après les élections législatives de 1995, deux sociologues français, Michel Wieworka et Alexis Berelowitch, établissaient le diagnostic suivant : « L'espace politique en Russie évoque plutôt un

champ de ruines qu'un chantier. L'aventure tchétchène a définitivement coupé les ponts entre les hommes politiques qui aspirent à la démocratie et Boris Eltsine ». Quatre ans plus tard, le constat est encore plus sombre : tous les responsables politiques sans exception soutiennent désormais la deuxième guerre de Tchétchénie lancée par le Kremlin en septembre, où l'armée russe commet à grande échelle des crimes de guerre contre la population civile.

TOUR DE CHAUFFE

Le blocus de Grozny et les 5 000 à 7 000 civils tchétchènes déjà tués auront permis à Boris Eltsine et à son entourage de reprendre le contrôle d'une scène politique qui semblait devoir inexorablement leur échapper sous le coup des scandales financiers et des affaires de corruption. « L'opération antiterroriste » initialement revendiquée, qui est devenue une guerre de reconquête de la petite république indépendante, s'est révélée une formidable machine électorale. Elle permet à Boris Eltsine de pouvoir espérer atteindre son objectif principal : faire élire le successeur qu'il s'est choisi lorsqu'il quittera le pouvoir, son mandat s'achevant en juin 2000.

Car ces élections législatives constituent d'abord un tour de chauffe de l'élection présidentielle qui se déroulera l'an prochain. La campagne s'est d'ailleurs achevée, vendredi, par des déclarations en cascade de candidatures à la succession du président. Evgueni Prima-

kov, ancien premier ministre et allié de Iouri Loujkov, a sauté le pas. « Je vais participer au scrutin présidentiel, je ne peux rester indifférent à l'arbitraire qui règne en Russie, à une situation qui réclame des actions énergiques », a-t-il déclaré. M. Primakov, adversaire n° 1 du Kremlin, a ainsi tenté un ultime appel aux électeurs, alors que sa liste apparaît en grande difficulté, victime d'une « guerre d'informations » sans précédent menée par les deux chaînes de télévision publique, ORT et RTR, la pre-

sée, vendredi soir. Dauphin désigné de M. Eltsine, le premier ministre n'a pas eu besoin de répéter qu'il était candidat – il l'a fait à plusieurs reprises ces dernières semaines – mais il a lancé un appel solennel à voter pour son camp. « Tout n'a pas été juste dans cette campagne (...) Mais si nous nous posons la question de savoir de quel pouvoir a besoin la Russie, la réponse est assez simple : nous avons besoin d'un gouvernement capable d'agir ».

C'est sur son action justement, et

Les communistes en tête, selon les sondages

Les instituts de sondage russes, qui s'étaient largement trompés lors des législatives de 1993 et 1995, estiment que le Parti communiste (KPRF) devrait arriver largement en tête, dimanche. Il rassemblerait de 20 à 25 % des suffrages. Unité, soutenue par le premier ministre Vladimir Poutine, devancerait (avec 12 à 16 %) La Patrie-Toute la Russie de MM. Primakov et Loujkov (10 à 14 %). En quatrième position viendrait le parti libéral Iabloko (8 à 12 %) de M. Iavlinski, puis l'Union des forces de droite (Kirienco, Nemtsov, Gaïdar). Le Parti libéral-démocrate (ultranationaliste) de Vladimir Jirinovski n'est pas assuré de passer le seuil des 5 %. Mais, à quelques jours du scrutin, près de la moitié des sondés disaient n'avoir pas fait leur choix, et l'influence des gouverneurs dans leurs circonscriptions relativisent ces données. – (Corresp.)

mière étant contrôlée par l'homme d'affaires Boris Berezovski.

Aussitôt après, Vladimir Jirinovski, leader du parti ultra-nationaliste LDPR, et Grigori Iavlinski, responsable de la formation libérale Iabloko, confirmaient qu'eux aussi seraient candidats. Et il est revenu à Vladimir Poutine de conclure cette campagne, par une adresse télévi-

sa détermination à revendiquer la pleine responsabilité de la guerre de Tchétchénie, que M. Poutine s'est construit en quatre mois une forte popularité qui fait de lui le grand favori de l'élection présidentielle. Mais le premier ministre sait aussi qu'il lui reste six mois à tenir avant le scrutin de juin 2000, une bien longue durée dans une vie politique russe soumise à des crises permanentes. L'enjeu principal de ces législatives est pour lui d'empêcher que la chambre des députés, comme celle issue des élections de 1995, ait une majorité hostile au Kremlin.

Limitée dans ses attributions par une Constitution concentrant les pouvoirs dans les mains du président, la Douma ne peut faire et défaire la politique russe. Mais elle a surtout une capacité d'empêchement, démontrée ces quatre dernières années. Les grandes lois de réformes économiques et sociales (code fiscal, droit de la propriété, abolition de la peine de mort, systèmes de santé et de retraite, protection des investissements étrangers, réforme bancaire) restent à voter, tout comme des traités internationaux importants, comme la ra-

tionnement de l'accord de désarmement Start-II, en souffrance au Parlement depuis trois ans.

De tout cela, les électeurs russes n'auront pas entendu parler. Programmes, projets et même promesses ont été absents d'une campagne centrée sur la personnalité des têtes de liste et constamment alimentée par des « kompromati », ces matériaux compromettants mettant en cause tel ou tel responsable. A l'exception du Parti communiste (KPRF), toujours solidement installé dans les régions et la périphérie de Moscou et s'appuyant sur un électoral stable retraités ruinés (un tiers des électeurs), les autres partis plaident pour la poursuite des réformes, la stabilisation des institutions et un rôle « régulateur » de l'Etat, notion étrange en Russie.

DE BRIC ET DE BROC

Reste les personnalités. La soudaine popularité de M. Poutine a permis au Kremlin de propulser une coalition électorale de bric et de broc, Unité, menée par le ministre des situations d'urgence, Sergueï Choïgou, omniprésent sur les télévisions, où on le voit voler au secours des réfugiés tchétchènes jetés sur les routes par son ami Vladimir Poutine. Unité n'a pas de programme, a reconnu son n° 2, Alexandre Kareline, trois fois champion olympique de lutte. « Nous sommes le parti de M. Poutine », a dit M. Choïgou. Bénéficiaire de toute la logistique de l'appareil d'Etat, Unité pourrait arriver, dimanche, en deuxième place, derrière les communistes. Vladimir Poutine réussirait alors là où Viktor Tchernomyrdine avait échoué en 1995 : le parti qu'il avait créé avec l'appui du Kremlin (Notre maison la Russie) avait réuni moins de 10 % des voix.

Qu'Unité arrive en deuxième place et que les forces rassemblant les ultras-libéraux (Sergueï Kirienco, Boris Nemtsov, Egor Gaïdar) passent la barre des 5 %, le premier ministre pourra alors avoir une Douma neutralisée. Boris Eltsine l'avait nommé pour empêcher le tandem Loujkov-Primakov d'en prendre le contrôle. Au prix d'une campagne sanglante en Tchétchénie, M. Poutine paraît en passe de s'acquitter de cette mission.

François Bonnet

107 millions d'électeurs

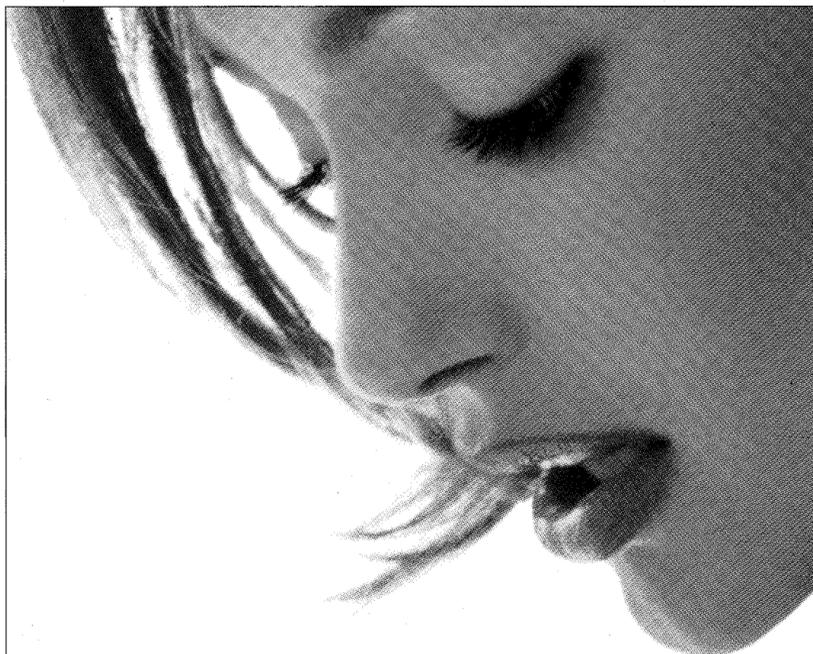
● **Mode de scrutin** : 107 millions d'électeurs, sur 148 millions d'habitants, sont appelés aux urnes, dimanche 19 décembre, pour désigner les 450 députés de la Douma d'Etat, la Chambre basse du Parlement. La moitié des députés (225) sont élus au scrutin proportionnel par listes. Ces listes doivent recueillir au moins 5 % des voix pour être représentées. Vingt-six partis sont en lice, contre 43 lors du précédent scrutin de décembre 1995. L'autre moitié de la Douma (225 députés) est élue au scrutin majoritaire uninomial à un tour. 2318 candidats, soit en moyenne une dizaine pour chacune des 224 circonscriptions, se présentent.

● **La Douma sortante** : élue le 17 décembre 1995, seuls 441 mandats sont aujourd'hui pourvus. Le Parti communiste compte 129 sièges, le Parti agraire 35, le Pouvoir du peuple 46, les fractions de gauche ayant ainsi une majorité relative de 211 sièges. Notre Maison la Russie compte 61 députés, le Parti libéral-démocrate de Russie (ultranationaliste, de Vladimir Jirinovski) 49, le parti libéral Iabloko 44, les Régions russes 44, les Indépendants 32.

● **Les principaux partis en lice** : – La Patrie-Toute la Russie, coalition menée par Evgueni Primakov, Iouri Loujkov et Vladimir Iakovlev ; – Le Parti communiste (KPRF), de Guennadi Ziouganov ; – Unité, conduite par le ministre Sergueï Choïgou ; – Iabloko, de Grigori Iavlinski ; – L'Union des forces de droite, de Sergueï Kirienco, Boris Nemtsov et Egor Gaïdar ; – Le Parti libéral-démocrate de Russie (LDPR), de Vladimir Jirinovski.

● **Les pouvoirs de la Douma** : elle ne peut être dissoute l'année suivant son élection. Les députés votent l'investiture du premier ministre choisi par le président, adoptent des lois à la majorité simple auxquelles le président peut opposer son veto qui ne peut être surmonté qu'à la majorité des deux tiers.

● **Les observateurs** : l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a dépêché une cinquantaine de parlementaires pour surveiller le déroulement du scrutin.



Bague Boule Saphir "Serti Mystérieux".



Van Cleef & Arpels

PARIS 22, PLACE VENDÔME • Tél. 01 53 45 45 45

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE

LE DIMANCHE 19 DECEMBRE DE 10 H A 18 H 30 ET LES 22-23-24 DECEMBRE JUSQU'A 20 H.

Elena Batourina-Loujkov, candidate... en Kalmoukie

MOSCOU

de notre correspondant

Elle est de cette nouvelle génération de Russes qui ont prospéré dans les affaires, s'habillent de noir et vivent dans de luxueux « cottages », autrefois appelés datchas. M^{me} Loujkov, épouse du maire de Moscou, s'appelle Elena Batourina. Cette jeune femme trapue de trente-huit ans, qui parle comme l'on donne des ordres, mène de front plusieurs passions. Il y avait le business, ses deux filles, son mari, le cheval (elle préside la Fédération russe d'équitation). Il y a maintenant la politique. Transgressant la coutume qui veut que l'homme fait de la politique tandis que la femme et les enfants sont dans les affaires, Elena Batourina s'est portée candidate à la députation dans la petite République de Kalmoukie (350 000 habitants).

Comme son mari, Elena a un gros appétit de pouvoir et cultive une haine farouche du Kremlin. Si elle a décidé de devenir députée – car « je vais gagner, bien sûr » –, c'est parce qu'« on a massivement détruit ce pays, que des erreurs colossales ont été commises ». « Quand son pays est en situation difficile, il faut arrêter son business et s'investir pour les autres. » Ce serait donc sous ce drapeau citoyen que M^{me} Batourina fait campagne dans les steppes de Kalmoukie, une région des plus misérables, à près de 2 000 kilomètres de la capitale. Son slogan – « Notre personne à Moscou » – promet aux bergers kalmouques qu'ils profiteront des immenses richesses moscovites.

En vraie businesswoman, Elena Batourina n'a pas choisi au hasard la Kalmoukie pour se présenter. Inteko, la compagnie qu'elle préside et qu'elle a créée avec son frère à la fin des années 80, en transformant une direction administrative de la municipalité de Moscou en société par actions, a fait de très belles affaires avec Kirsan Ilioumjinev, le président-dictateur de la petite République. Entre autres, Inteko a aménagé, pour 35 millions de dollars (environ autant d'euros), le complexe immobilier et hôtelier de « Chess City », qui a accueilli, en septembre 1998, les

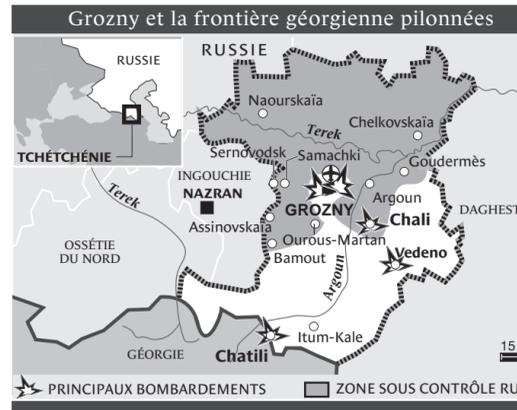
Olympiades d'échecs, championnat du monde par équipes nationales. Car Kirsan Ilioumjinev, dirigeant milliardaire d'une région dévastée et grand amateur de Rolls-Royce, est également président de la FIDE (Fédération internationale d'échecs). « Sans nous, assure M^{me} Batourina, ce projet n'aurait pas été mené à bien dans les temps. » En récompense, sans doute, son frère Viktor fut ensuite, pendant quelques mois, premier ministre de Kalmoukie...

RELATIONS DÉLICATES

« Je peux amener beaucoup de choses là-bas », fait valoir M^{me} Loujkov, dont l'entreprise a réalisé, pour les six premiers mois de l'année, plus de 40 millions de dollars de chiffre d'affaires. L'accuse-t-on, comme une partie de la presse russe, de bénéficier des contrats de la ville de Moscou, d'être liée à Systema, énorme conglomérat financier et industriel dirigé par un proche de son mari le maire ? Elena Batourina dément en bloc : « Tout cela fait partie de la campagne pour discréditer Loujkov. » Plus délicates pour elle, qui brandit en programme la modernisation démocratique et économique du pays, sont ses relations avec Kirsan Ilioumjinev. Outre ses méthodes dictatoriales et les nombreux détournements de crédits fédéraux dont Moscou l'accuse, le président kalmouk est mis en cause dans l'assassinat d'un journaliste, Larissa Youdine, cinquante-deux ans, sauvagement battue et poignardée, le 8 juin 1998, près de Chess City.

M^{me} Youdine enquêtait sur le financement du complexe. Trois suspects ont été arrêtés, qui avaient travaillé avec M. Ilioumjinev. L'enquête n'a pas progressé depuis. « Nous avons les mêmes objectifs, le président et moi », dit Elena Batourina, avant de se reprendre rapidement : « Ce n'est pas pour lui mais pour le peuple kalmouk que je travaille. » A la Douma, Elena Batourina-Loujkov entend se battre pour le respect de la loi et la lutte contre la corruption.

F. Bt.



Dégoût d'Eltsine, mais soutien à Poutine

Propos électoraux de prolétaires de province

SERGIEV POSSAD (ex-ZAGORSK)
de notre envoyée spéciale
Tamara Ivanovna a beau chercher, d'abord dans sa mémoire, puis dans le *Miroir de Sergiev Possad*, le journal local, qu'elle a trouvé ce matin devant sa porte.

REPORTAGE
« Concrètement, en quoi notre vote peut-il changer le cours de notre vie ? »

Non, décidément, elle ne peut pas répondre à la question. Elle ne connaît ni le nom ni l'identité des candidats à la députation qui se présentent dans sa circonscription. « Ce sont sans doute des *tiomnié lochadi* ["chevaux noirs"], dit-elle. Moi, il n'y a que les partis qui m'intéressent, mais je n'ai pas encore fait mon choix. »

Tamara, soixante ans, habite au 14 de la rue Centrale, dans un ensemble d'immeubles de cinq étages, en briques grises, en bordure immédiate de la grande usine qui fabriquait autrefois des composants électroniques pour les missiles Topol. Ici la rue Centrale bute sur les murs bétonnés qui entourent le territoire de cette ancienne « boîte aux lettres » (usine secrète du complexe militaro-industriel), aujourd'hui en état de mort clinique. « La prochaine Douma sera comme un appartement communautaire. Ils se connaissent tous, s'engueulent, mais ne font rien », prédit-elle. Mais Tamara, qui cumule une retraite de 475 roubles (120 francs) – après trente-sept ans de labeur à l'usine – et un emploi de surveillante (350 roubles) dans un institut, votera dimanche.

« J'ai toujours préféré les communistes, mais je respecte Primakov [le leader d'OVR], explique-t-elle. Quand il était premier ministre, c'était un vrai cadeau pour le président. Ah non, ne me demandez rien sur Eltsine. Il n'existe simplement pas. » « Regardez donc par la fenêtre ce qu'il a fait. Toutes ces jeunes femmes épuisées, contraintes de faire du commerce », poursuit-elle. Par la fenêtre de Tamara Ivanovna, on n'aperçoit que des choux, entreposés sur sa véranda. « Voilà de quoi je me nourris, moi et mon chien. »

« UNE BANDE DE BAVARDS »
Aliona Kolessov, trente-six ans, quatre étages au-dessus, est justement d'une de ces « jeunes femmes qui commercent ». Ce jeudi, elle ouvre sa porte en robe de chambre rose. C'est son jour de repos. « Un très mauvais jour », dit-elle. Elle fut autrefois, « dans une autre vie », ingénieur en construction. Aujourd'hui, elle vend des bonnets et des gants, au centre-ville, à proximité du monastère, pour quelque 2 000 roubles par mois (500 francs). « Je comprends qu'on vote pour la présidentielle, mais ces élections-là... D'ailleurs, ce dimanche, je travaille. Nous sommes totalement apolitiques », explique-t-elle.

Vladimir, son mari, électricien, fait, l'instant d'après, la démonstration inverse, passant minutieusement en revue les partis en lice. « Notre Maison la Russie ? Viktor Tchernomyrdine [ancien premier ministre et leader du

bloc], combien d'années a-t-il été au pouvoir ? Qu'a-t-il fait ? Rien. labloko ? une bande de bavards. OVR ? Primakov est un vieil apparatchik communiste. Unité ? Poutine est un type jeune et raisonnable. Mais qui est derrière lui, qui le pousse ? Ce n'est pas clair », énumère-t-il. Il faut des « idées fraîches et seul Vladimir Jirinovski [leader ultranationaliste du LDPR] a un programme. Il sait ce qu'il faut vendre et acheter », conclut Vladimir Kolessov.

Vladimir Wolfovitch (Jirinovski), lui, au moins, met de l'animation dans les foyers. « Il y a une semaine, il a, au cours de l'émission télévisée "Glas Naroda" tendu un pistolet à Boris Nemtsov [le jeune libéral], lui proposant d'en finir. Cela m'a plu », raconte Vladimir. Car, au 14 de la rue Centrale, tous les habitants de l'immeuble regardent avec la même attention les émissions politiques. Comme s'ils allaient au spectacle.

« TÉLÉ-KILLER »
Les voisins des Kolessov – Avera et Ivan Smirnov, un couple qui vit dans un studio avec leurs deux fils – avouent ne pas rater une seule émission de Sergueï Dorenko. Le « télé-killer du Kremlin » qui sévit chaque dimanche sur la première chaîne, ORT, dans son « programme analytique *Vremia* », systématiquement dirigé contre le « clan » de Iouri Loujkov, le maire de Moscou. Ses attaques à l'emporte-pièce, son regard noir et sa voix de ténor séduisent follement Avera, la femme au foyer. « On apprend quelque chose de la vie des hommes politiques. Si Dorenko racontait des mensonges, il aurait depuis longtemps été remplacé. Il y a des faits concrets contre Loujkov », juge-t-elle, son garçonnet de deux ans sur les genoux. Son mari, ouvrier dans une usine de viande, est d'accord.

Pour qui voteront-ils dimanche ? Silence. « Nous n'avons pas encore décidé, car, concrètement, en quoi notre vote peut-il changer le cours de notre vie ? » s'interroge Avera. Pourtant, les Smirnov savent une chose : « Ce Poutine n'a encore rien fait de mal » et le leader du bloc Unité, qu'il soutient, « a peut-être ses chances ». « Sergueï Choïgou [son leader] n'a jamais fait de politique. On le connaît moins que les autres et donc on l'apprécie plus. Pour l'instant », estime Ivan Smirnov.

Même son de cloche chez Elena Rybinine, une femme de quarante-cinq ans, qui vient tout juste de « donner » son seul fils à l'armée et tremble, nuit et jour, à l'idée qu'on puisse envoyer son enfant en Tchétchénie. Mais Vladimir Poutine, qui commença cette guerre meurtrière, « n'y est pour rien ». « C'est quelqu'un de ma génération, comme Sergueï Choïgou. Les vieux, comme Primakov et Loujkov, ne m'intéressent pas », dit-elle.

Elena, vendeuse dans un magasin, votera probablement pour Unité. En attendant, ses pensées sont ailleurs, dans l'attente quotidienne du retour de son fils, qui sera démobilisé en juillet 2001. Et dans la haine froide de « la Tchétchénie et ses habitants ». « Croyez-moi, cette nation doit être exterminée. Un Russe sur deux pense la même chose, même Vladimir Poutine. »

Agathe Duparc

La fermeture de l'axe Tchétchénie-Géorgie est un nouveau tournant dans la guerre

Les réfugiés dans les montagnes du sud de la République sont empêchés de fuir

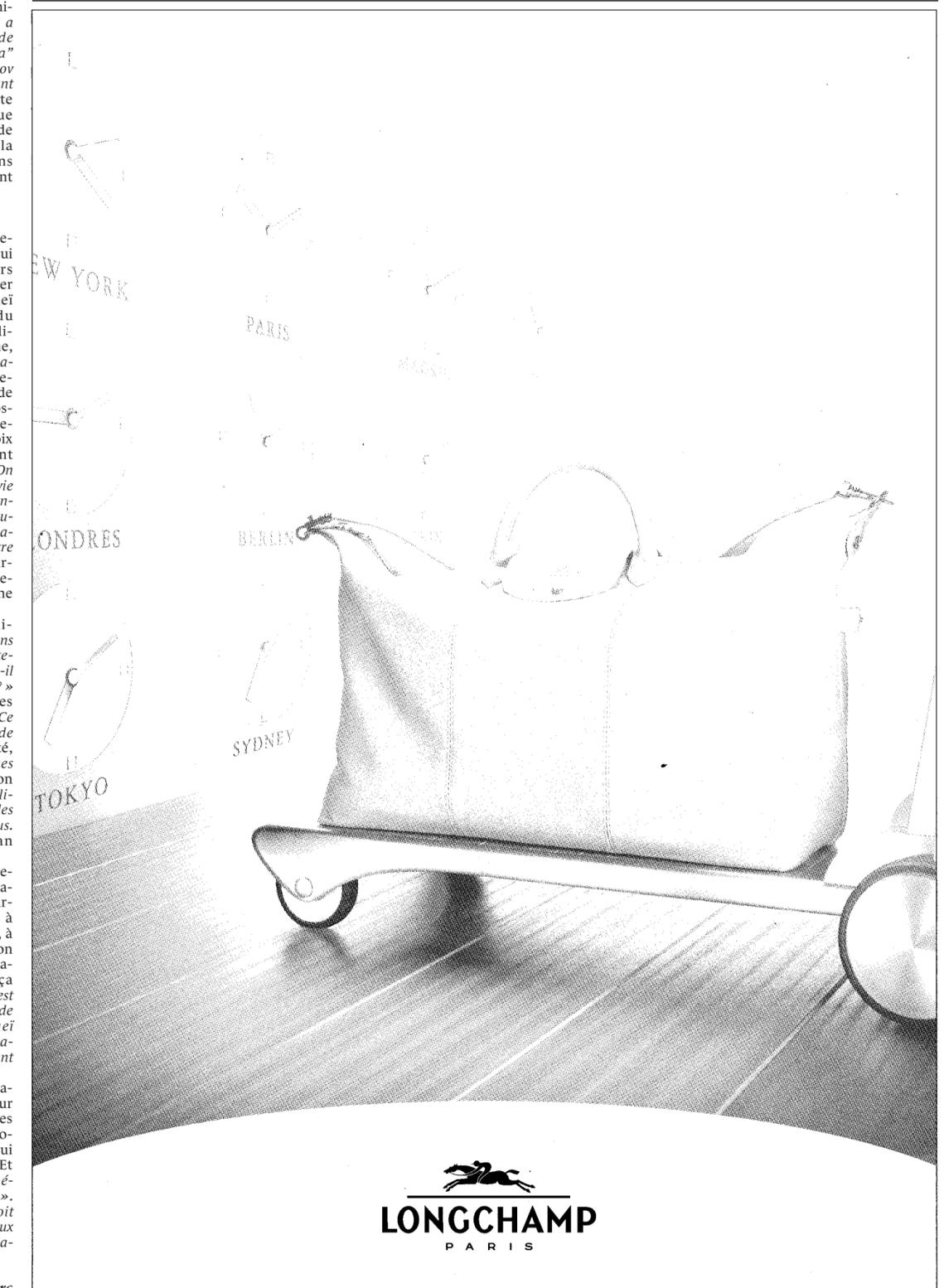
SOURDE aux appels à la trêve lancés par les ministres des affaires étrangères occidentaux participant à la réunion du G8, à Berlin, vendredi 17 décembre, la Russie a continué, le même jour, de pilonner Grozny et les positions des séparatistes du sud de la Tchétchénie. Les avions russes sont sortis à 83 reprises au cours des dernières 24 heures, concentrant leurs tirs sur les environs de la capitale tchétchène ainsi que sur les positions présumées des rebelles, dans les régions montagneuses du sud, selon les militaires russes. 45 000 civils sont toujours terrés dans les caves de la capitale tchétchène, selon un chiffre avancé par Sergueï Choïgou, ministre russe des situations d'urgence, à Knut Vollebaek, le président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et qui a quitté la région vendredi après une visite de deux jours. Les civils restés à Grozny ne peuvent fuir car les « couloirs de sécurité » mis en place par les militaires russes sont, en permanence, la cible de tirs d'artillerie.

C'est ce que confirme l'envoyé spécial du quotidien tchèque *Lidove Noviny*, Jaromir Stetina, présent dans la capitale tchétchène. « La situation à Grozny est désespérée », écrit-il. Selon lui, des centaines de civils « à moitié fous » essaient d'échapper aux bombardements en se cachant dans les caves. Enfin il a précisé à sa rédaction, lors d'un appel téléphonique depuis Grozny jeudi soir, avoir vu le même jour, une centaine de cadavres de militaires russes dans le quartier de Khankala dans l'est de la ville. Toujours selon M. Stetina, une centaine d'autres soldats russes ont trouvé la mort jeudi, lors d'une tentative d'une colonne de blindés de pénétrer dans la ville près de la place de Minoutka.

PAS DE SANCTIONS DU G8
Vendredi, l'agence ITAR-TASS a cité les chiffres officiels des pertes russes depuis août, soit quatre cent quatre morts pour le ministère de la défense et cent vingt neuf pour les troupes du ministère de l'intérieur. Au total 100 000 hommes sont engagés dans la guerre du côté russe. Au sud de la république, bombardé de façon incessante par l'aviation russe, les militaires russes auraient, selon Khasin Radouev, le correspondant de Radiodove sur place, refusé la création de corridors de sécurité au-

tour des villes de Vedeno et Tsa Vedeno, entre autres. Or ces villes, bombardées en permanence alors qu'elles ont connues ces derniers mois un afflux massif de réfugiés, n'ont, contrairement à Grozny, ni caves ni souterrains, et les voies de sortie sont tenues par l'armée. Tournant dans la guerre, les Russes ont annoncé vendredi avoir pris un axe stratégique entre le sud de la république et la Géorgie, en y envoyant des unités parachutistes. Selon Moscou, c'est par cette route, véritable poumon pour la Tchétchénie, que passerait renfort et matériel, une affirmation réfutée par les autorités géorgiennes qui ont refusé la mise en place de patrouilles communes sur leur frontière avec la Tchétchénie. « Cette opération pourrait changer toute la face de l'opération anti-terroriste dans le Nord-Caucase », a déclaré le premier ministre russe Vladimir Poutine. Au cours de cette opération toutefois, la Russie a, pour la troisième fois, lâché des bombes sur Chatili, le village géorgien situé à moins de deux kilomètres de la frontière.

Dernièrement, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a évacué par hélicoptère 1 200 réfugiés tchétchènes depuis la frontière géorgienne. De son côté, l'organisation Médecins sans frontières (MSF) a demandé la réouverture immédiate de cette frontière pour les civils du sud de la Tchétchénie, privés de toute possibilité de fuite. Selon MSF, cette frontière est fermée depuis lundi et les civils, qui y sont bloqués, sont obligés de revenir dans les zones soumises à des bombardements massifs. Pendant ce temps, à Berlin, les pays du G8 se sont abstenus de prendre des sanctions contre Moscou, tandis que la Russie, par la voix de son ministre des affaires étrangères, Igor Ivanov, rejetait toutes les objections occidentales, arguant de ce que les occidentaux étaient « mal renseignés » sur la situation en Tchétchénie. De guerre lasse, le chef de la diplomatie russe a même annulé au dernier moment la conférence de presse qu'il devait donner. Le président de l'OSCE, Knut Vollebaek, présent à la réunion, a, de son côté, soumis l'idée d'une conférence internationale sur les conflits dans le Nord-Caucase. Mais il a estimé qu'il n'y avait « aucune volonté du côté russe » de répondre à cette initiative. - (Reuters, AFP, Radio-Svoboda.)



LONGCHAMP
PARIS

Votre 1^{er} cadeau de Noël

ALAIN SARDE
PRÉSENTE

La Bûche

UN FILM DE
DANIÈLE THOMPSON

LA MEILLEURE COMÉDIE
DE CETTE FIN D'ANNÉE.

Un subtil mélange d'humour et d'émotion,
de réalisme et de fantaisie. Studio Magazine

ÉBLOUISSANT! Un délice d'ironie,
de charme, de tendresse. Le Figaro

Danièle Thompson est experte en scènes
arrosées de dialogues drôles ou piquants
juste ce qu'il faut. Époustouflant de
drôlerie pincée et de mélancolie. Télérama

La bûche renoue avec les principes
élémentaires d'une comédie intelligente.
Une élégance que l'on aimerait bien
retrouver plus souvent dans la
comédie française
ou américaine.
Le Monde



avec
RTL

RTM
DISTRIBUTION

Floc'h

L'ONU autorise, sous conditions, la suspension des sanctions contre l'Irak

Une nouvelle commission du désarmement a été créée

L'Irak a rejeté, samedi 18 décembre, une nouvelle résolution adoptée la veille par le Conseil de sécurité de l'ONU par onze voix et quatre abstentions - dont celle

de la France, de la Russie et de la Chine - autorisant, sous conditions, la suspension des sanctions imposées à Bagdad depuis neuf ans.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Neuf ans après la guerre du Golfe, l'Irak divise toujours les grandes puissances. Ainsi, une résolution cruciale visant à redéfinir les relations de Bagdad avec les Nations unies n'a pu être adoptée, vendredi 17 décembre, qu'avec l'abstention de trois des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité et celle de la Malaisie, membre élu. En refusant de voter en faveur de la résolution, la Russie, la Chine et la France ont marqué leur grande méfiance à l'égard des Etats-Unis. Ils restent convaincus que Washington, surtout en période électorale, n'a pas changé de politique vis-à-vis de Bagdad. Mais, s'ils n'ont pas usé de leur droit de veto, c'est pour ne pas prolonger le statu quo.

Parrainée par Londres, la résolution 1284 vise à instaurer un nouveau régime d'inspection de l'industrie d'armement de l'Irak, en échange de la suspension des sanctions draconiennes imposées à ce pays depuis 1991. Elle prévoit la création d'une nouvelle commission du désarmement, mais reste délibérément vague sur le mécanisme de déclenchement de la suspension des sanctions.

La suspension des sanctions, par période renouvelable de cent vingt jours, requiert la coopération de l'Irak « à tous égards » avec une nouvelle commission du désarmement, baptisée Commission de surveillance, de vérification et d'inspection des Nations unies (Unmovic, selon le sigle anglais). Si, dans son rapport au Conseil de sécurité, le président de l'Unmovic rapporte que l'Irak ne coopère pas, les sanctions seront automatiquement rétablies. Chaque étape de la mise en œuvre de la résolution exigera du Conseil des décisions politiques, que l'abstention de quatre pays membres rendra d'autant plus difficiles.

Un premier débat devrait avoir lieu sur le choix, par Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, du président de l'Unmovic. Sa désignation requiert l'approbation de tous les membres du Conseil.

M. Annan a indiqué qu'il était à la recherche d'« une personnalité qui connaisse le désarmement, qui ait un bon jugement, du savoir-faire, et qui puisse être ferme tout en étant correcte ». Un autre sujet de discussion devrait être le choix des inspecteurs du désarmement. Plus difficile encore sera la mise en place d'un mécanisme de contrôle financier. Car, si les Américains ont accepté la notion de suspension des sanctions, ils entendent imposer un « strict » contrôle sur les revenus pétroliers de Bagdad.

Quant au volet humanitaire, son entrée en vigueur ne souffre aucun délai. De fait, la résolution autorise immédiatement « l'importation d'Irak d'une quantité quelconque de pétrole et de produits pétroliers », ce qui revient à supprimer le plafond imposé jusqu'à maintenant aux exportations de brut irakien. Le Conseil de sécurité délègue par ailleurs à des experts indépendants l'approbation des contrats pour l'achat des pièces détachées indispensables à l'industrie pétrolière irakienne. Jusqu'à maintenant, ces contrats étaient bloqués par les Américains au sein du Comité des sanctions, lequel n'aura plus, au demeurant, à se prononcer sur les contrats d'achat par Bagdad de produits alimentaires et pharmaceutiques. Toujours en vertu de la résolution 1284, les avions transportant les musulmans désireux d'effectuer le pèlerinage de La Mecque seront exclus de l'embargo aérien.

La résolution 1284 brise également le tabou politique sur l'investissement dans l'industrie pétrolière irakienne. Un consortium russe, Loukoil, a déjà signé des contrats avec l'Irak et l'on peut s'attendre à ce que, dans un délai « politiquement décent », d'autres grandes compagnies pétrolières s'intéressent à nouveau à ce pays. Le secrétaire général de l'ONU doit élaborer, avant avril 2000, un rapport fixant les conditions des investissements étrangers en Irak.

Dès vendredi, les quinze pays membres du Conseil n'ont pas ménagé leurs critiques réciproques. Pour la Russie, la résolution restera

« sans avenir » si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne continuent de bombardier l'Irak. Le représentant de la Chine s'en est pris à l'ancienne commission du désarmement de l'ONU, qui, a-t-il dit, a « joué un rôle déshonorant », et il a mis en garde contre « le recours arbitraire à la force ». Pour la Malaisie, la résolution ne permet qu'une « amélioration progressive » de la situation humanitaire, alors qu'il faut « réhabiliter l'ensemble de l'économie irakienne ». « La manière dont l'Irak coopérera avec le Conseil de sécurité est la clé de la suspension des sanctions », a fait valoir le numéro deux de la représentation américaine, Peter Burleigh.

LA FRANCE DÉÇOÛT LES ÉTATS-UNIS

L'ambassadeur français Alain Dejammet, qui, malgré des mois de négociations, n'a pu obtenir qu'un succès relatif sur la clarification des critères de suspension des sanctions, a rappelé quant à lui que la priorité pour le Conseil était d'« empêcher l'armement de l'Irak ». Il a insisté sur le fait que, pour la France, la suspension des sanctions devrait intervenir lorsque des « progrès » dans le domaine du désarmement auront été relevés. Ce qui signifie que, lorsque le désarmement sera total, les sanctions devront « bel et bien [être] levées et non pas suspendues ». Il faudra, a dit M. Dejammet, que les pays membres puissent « convaincre » l'Irak d'accepter le retour des inspecteurs. « La France ne ménagera pas sa peine. »

Le représentant britannique, Sir Jeremy Greenstock, a déploré la décision de « certains pays » d'« écouter la voix des dirigeants plutôt que celle du peuple » irakien, et sa remarque a été jugée « déplorable et inutile » par les Français. La Maison Blanche s'est déclarée « déçue », elle aussi, par le vote français. Mais, du côté français, on estime que ces aigreurs seront « très vite oubliées » face aux débats importants qui « ne sauront tarder » sur la mise en œuvre de la résolution.

Afsané Bassir Pour

« Bagdad doit coopérer sans restriction à son désarmement »

LA RÉOLUTION 1284 relative à l'Irak, adoptée vendredi 17 décembre par le Conseil de sécurité de l'ONU, est en quatre volets (désarmement, Koweït, humanitaire et sanctions). En voici les principales dispositions :

● **Désarmement.** Un nouvel organisme, la Commission de surveillance,

de vérification et d'inspection des Nations unies (en anglais Unmovic), est chargé des armes biologiques, chimiques et balistiques en remplacement de la Commission spéciale (Unscm). Elle doit mettre en place un « régime renforcé de contrôles et de vérifications continus ». L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) reste chargée du nucléaire. L'Irak devra accorder aux inspecteurs « un accès immédiat, inconditionnel et sans restrictions » à toutes les installations ou personnes demandées.

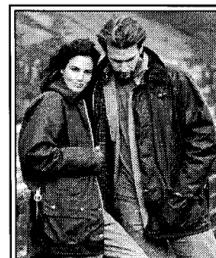
Dans un délai de quarante-cinq jours, le président de l'Unmovic présentera un plan d'organisation de la nouvelle commission, qui devra faire appel à des experts « provenant de la plus large base géographique possible ». Soixante jours au plus tard après leur retour en Irak, l'Unmovic et l'AIEA devront établir un programme de travail et définir précisément « les tâches-clés en matière de désarmement restant à accomplir par l'Irak ».

● **Humanitaire.** La résolution autorise immédiatement « l'importation d'Irak d'une quantité quelconque de pétrole et de produits pétroliers ». Le Comité des sanctions devra établir « une liste de biens humanitaires » (denrées

alimentaires, produits pharmaceutiques, matériel agricole, fournitures scolaires...) qui pourront être acheminés en Irak sur simple notification de Kofi Annan. Un groupe d'experts devra faire, dans les cent jours suivant l'adoption de la résolution, des propositions pour accroître la production pétrolière et sur les possibilités pour des compagnies pétrolières étrangères d'investir en Irak.

● **Sanctions.** Le Conseil « exprime son intention, lorsqu'il aura reçu les rapports du président exécutif de l'Unmovic et du directeur général de l'AIEA indiquant que

l'Irak a coopéré à tous égards avec la Commission et l'Agence », pendant une période de cent vingt jours, de « suspendre » l'embargo sur les exportations et les importations pour une période de quatre mois renouvelable. Dans son rapport sur la coopération de l'Irak, le président de la commission « évaluera son évaluation par les progrès » faits dans l'accomplissement des tâches-clés du désarmement. En cas de non-coopération irakienne, les sanctions sont automatiquement rétablies cinq jours ouvrables plus tard. - (AFP)



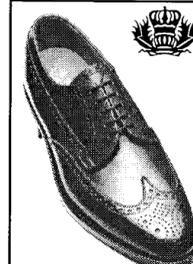
Weatherproof

le premier magasin
entièrement dédié à

Barbour®

sera ouvert
le dimanche 19/12

90, boulevard Raspail - Paris 6^e - Tél. : 01 45 48 43 05



Finsbury
of England

PROMOTIONS
D'HIVER

Chaussures de Luxe - Fabrication artisanale - Très vaste choix en demi-pointure et plusieurs largeurs - Montage cousu "Goodyear Véritable".

Réductions sur tous les modèles

- 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- 3, rue de Rivoli, 75004 Paris
- 112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris
- 23, boulevard Malesherbes, 75006 Paris
- 10, rue Leperdill, 35000 Rennes

Pékin orchestre la récupération de Macao comme l'ultime étape avant Taïwan

La dernière possession portugaise et occidentale en Asie est rétrocédée, dimanche, à la Chine. Les deux chefs d'Etat et plus de deux mille dignitaires sont attendus aux cérémonies officielles. Après Hongkong, Pékin poursuit sa stratégie de « réunification de la mère patrie »

L'endave portugaise de Macao doit être rétrocédée, dimanche soir 19 décembre à minuit, à la Chine au terme de 442 années de règne colonial. Ce transfert de souveraineté, deux ans après le retour de Hongkong dans le

giron de Pékin, est accompagné d'importantes cérémonies officielles auxquelles participent en premier lieu, les présidents des deux pays, Jorge Sampaio et Jiang Zemin. Dans l'après-midi de dimanche, le dernier gouver-

neur de Macao, Vasco Rocha Vieira, quittera sa résidence officielle pour la dernière fois et quelques heures plus tard, les troupes chinoises de l'Armée populaire de libération feront leur entrée dans l'enclave. Deux jours

avant la rétrocession, la police du territoire portugais a expulsé six adeptes du mouvement spirituel Falun Gong, selon un porte-parole du groupe. Ils avaient l'intention de manifester à l'occasion des cérémonies pour

réclamer la libération de leurs coreligionnaires détenus en Chine. Les autorités ont annoncé qu'elles ne toléreraient aucune manifestation « orchestrée de l'étranger ». (Lire aussi notre enquête page 12.)

MACAO

de notre envoyé spécial

C'est une bien étrange transition que va connaître l'enclave de Macao dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 décembre. Lorsque le drapeau rouge frappé des cinq étoiles jaunes sera hissé sur la cité, et que le drapeau portugais vert-rouge sera amené, en présence de près de deux mille cinq cents dignitaires au premier rang desquels les deux chefs d'Etat, Jorge Sampaio et Jiang Zemin, l'événement s'affichera comme un transfert de souveraineté hautement symbolique: Macao est à la fois le dernier confetti de l'empire colonial portugais, la dernière possession occidentale en Asie. Macao aura été le premier lieu de rencontre, commercial et intellectuel, entre l'Ouest et l'Extrême-Orient, il y a près de quatre siècles et

demie. La transition du 20 décembre n'a du transfert de souveraineté que les apparences, contrairement à la rétrocession de Hongkong à Pékin en 1997. Les Portugais avaient en effet déjà quasiment abdiqué leur souveraineté sur Macao depuis la « révolution des ceilllets » de 1974. Les jeunes officiers « gauchistes » de Lisbonne souhaitaient même « décoloniser » au plus vite, ce dont Pékin – interloqué par tant d'impatience – les a vite dissuadés car la situation n'était pas mûre à ses yeux. Un consensus s'est donc établi autour du concept de « territoire (sous-entendu chinois) sous administration portugaise ». L'atypique formule prévaut depuis vingt ans. Un dicton populaire la résume bien: « Lorsque Pékin éternue, Macao tremble mais lorsque Lisbonne rugit, elle continue à somnoler ».

En réalité, l'enjeu de cette rétrocession est moins dans le – faux – « transfert de souveraineté » que dans son orchestration patriotique par Pékin, qui entend en faire un moment charnière de sa stratégie de « réunification de la mère patrie ». « L'attention va maintenant se déplacer naturellement vers Taïwan », écrit l'agence officielle Chine nouvelle. Taïwan devient en effet la seule portion du « territoire national » à échapper à la tutelle pékinoise, et la pression va donc s'intensifier.

ÉROSION

La stratégie de Pékin a toujours combiné le bâton et la carotte. Le bâton est la menace réitérée d'une intervention militaire en cas de glissement indépendantiste. La carotte est la fameuse formule « un pays, deux systèmes », c'est-à-dire la pro-

messe d'une large autonomie susceptible de séduire les Taïwanais. Tout l'enjeu va désormais se focaliser sur la viabilité de cette formule « un pays, deux systèmes », la seule arme politique qui reste entre les mains de Pékin pour peser sur la psychologie taïwanaise. La logique voudrait que le gouvernement chinois ne ménage pas ses efforts pour en assurer la réussite. C'est cette « logique » qui inspire à la population de Macao une relative confiance. Beaucoup se disent convaincus que Pékin protégera leur autonomie, notamment contre les menaces intérieures et l'archaïsme idéologique de certains chefs de la communauté chinoise, issus de la révolution culturelle.

Mais il y a un gros problème. Les Taïwanais ont déjà maintes fois répété qu'ils n'étaient pas intéressés

par la formule « un pays, deux systèmes » dans la mesure où celle-ci postule la souveraineté de la République populaire de Chine. Et, quand bien même certains pourraient y songer, l'inquiétante évolution que connaît l'« autonomie » de Hongkong, où l'Etat de droit ne cesse de s'éroder, joue déjà un rôle dissuasif.

MOULE INSTITUTIONNEL

Aussi le régime de Pékin cherche-t-il à reformuler une autonomie encore plus généreuse au profit de Taïwan. « Si Taïwan est réunifié à la mère patrie, des politiques plus flexibles que celles déjà en vigueur à Hongkong et Macao y seront appliquées », écrit toujours Chine nouvelle. Par exemple, Taïwan pourra conserver ses propres forces armées. Cette projection sur Taïwan n'a cessé

d'inspirer – parfois jusqu'à l'obsession – les négociations sino-portugaises sur la rétrocession de Macao.

Les fonctionnaires portugais ont ainsi été très étonnés par la grande rigidité de Pékin, qui se refusait à envisager des formules *ad hoc* pour Macao et s'entêtait à couler Macao dans le moule institutionnel de Hongkong. Parce qu'il n'existait pas de Cour des comptes à Hongkong, les Chinois supprimeront celle de Macao. Parce que la Cour de cassation « localisée » a été mise en place le jour de la rétrocession de Hongkong, celle de Macao sera installée le 20 décembre, et pas une minute avant. « Pour les Chinois, il faut que Macao et Hongkong se ressemblent le plus possible pour qu'on puisse parler d'un "modèle" Hongkong-Macao », explique un négociateur portugais. C'est pour eux la seule manière de mieux faire ressortir la différence du modèle qu'ils destinent ensuite à Taïwan. »

L'exemple le plus édifiant de cette approche fut la décision de Pékin de dépêcher le 20 décembre à Macao une garnison de l'Armée populaire de libération (APL). Lisbonne a protesté, arguant qu'il n'y avait plus depuis 1975 un seul soldat portugais dans l'enclave et, surtout, que la mini-Constitution (*basic law*) de la future région administrative spéciale (RAS) de Macao n'y faisait nulle mention. Mais le régime pékinois s'est entêté à imposer ce détachement, d'abord parce qu'il lui faut offrir des compensations symboliques (et financières) à une armée qui se sent mal-aimée en Chine, mais surtout parce que Hongkong avait, elle, sa garnison APL. Tous jours ce « modèle Hongkong-Macao ». Ainsi les Taïwanais devront-ils s'estimer heureux de pouvoir – privilège ! – conserver leur propre armée. L'opération de charme réussira-t-elle ? Pékin n'a aujourd'hui pas d'autre option que de l'espérer.

La future autonomie de l'enclave est d'une grande fragilité

MACAO

de notre envoyé spécial

Un pont entre l'Europe et la Chine : tel est l'héritage que les Portugais veulent laisser à Macao. Londres avait rendu à la Chine le joyau économique de Hongkong.

ANALYSE

Les gouverneurs portugais n'ont jamais encouragé l'émergence d'une société civile

Incapable de rivaliser sur ce terrain-là, Lisbonne s'honore d'un autre legs : une identité métisse, un parfum de latinité, bref un patrimoine culturel singulier. « Seule la préservation de la différence eurasiennne de Macao permettra de garantir la future autonomie au sein de la République populaire », explique le dernier gouverneur de Macao, Vasco Rocha Vieira. Ainsi la formule proposée par Pékin – « Un pays, deux systèmes » – pourra-t-elle s'enraciner à Macao en s'adossant à une forte personnalité locale. Mais les plus fins observateurs de l'enclave soulignent au contraire l'énorme fragilité de la future autonomie de Macao.

Au plan culturel, d'abord, la pro-

clamation de l'identité latine de Macao relève d'une pompeuse rhétorique de la nostalgie en complet déphasage avec les plus récentes évolutions sociales. Une fois le gros des résidents portugais partis (entre deux et trois mille), les métis eurasiens ou macanais (dix à quinze mille) resteront les seuls dépositaires de l'héritage latin et ils sont voués à être marginalisés.

Biculturals, les Macanais tenaient leur raison d'être de leur rôle d'intermédiaire entre Chinois (96 % de la population) et administration portugaise – une fonction de passerelle que la rétrocession rend caduque. Surtout, la communauté est en voie de sinisation accélérée : les nouvelles générations de Macanais ne se marient qu'avec des Chinois et perdent, au passage, l'usage de la langue portugaise – laquelle est déjà évincée par le mandarin, le cantonais et l'anglais.

La précarité économique du territoire ajoute à la difficulté d'assurer une autonomie digne de ce nom. Dominée par la mono-industrie du jeu et du tourisme, l'économie de Macao est devenue ces dernières années le débouché privilégié de capitaux hyperspéculeatifs venus de Chine populaire (deux tiers du total des investisse-

ments) qui laissent aujourd'hui un marché immobilier déprimé. Macao ne dispose d'aucun bouclier économique pour résister à des offensives extérieures.

CLIENTÉLISME

L'absence de tradition démocratique rendra l'exercice encore plus laborieux. Régissant le territoire sur un mode paternaliste et clientéliste, voire prédateur, les gouverneurs portugais n'ont jamais encouragé l'émergence d'une société civile. L'ironie de l'histoire est qu'il a fallu attendre les émeutes en décembre 1966 des gardes rouges locaux, galvanisés par la révolution culturelle voisine, pour que les fonctionnaires portugais prêtent une oreille attentive aux humeurs de la population.

Cette véritable OPA de Pékin sur la société locale a aussitôt dévoyé le mouvement participatif balbutiant. Téléguidés par les communistes du cru, associations de quar-

tier et syndicats corporatifs ont tissé leur toile sur l'ensemble de la société, non pour l'initier à l'action citoyenne mais pour lui imposer l'inféodation « patriotique » à Pékin. Dès lors, il n'y avait plus de place à Macao pour les démocrates. Le seul élu démocrate de l'Assemblée législative, Ng Kuok Cheong, fut licencié de son poste à la Banque de Chine pour avoir animé les manifestations contre la répression du printemps de Pékin (1989).

Le dernier handicap n'est pas le moindre : la faiblesse de l'administration locale. Dans la hâte des préparatifs de la rétrocession, les Portugais ont bâclé la promotion de jeunes Chinois aux postes de responsabilités. Ces derniers sont mal formés, ce qui va les rendre vulnérables aux injonctions de Pékin. Le plus inquiétant est l'attitude déjà affichée par le futur chef de l'exécutif, Edmond Ho, 44 ans, populaire banquier formé au

Canada. Son père, Ho Yin, fut l'« homme de Pékin » à Macao dans les années 60 et 70. On connaissait aussi l'existence d'une opération de sauvetage en 1983 de la banque de la famille Ho – Taifung Bank – par la Banque de Chine. Une telle assistance n'est jamais innocente : elle signe une dette politique. Edmond Ho n'a pas tardé à l'honorer.

« La future autonomie de Macao ne signifie pas que nous devons oublier l'intérêt national », déclare-t-il. Il serait naïf de le penser. L'intérêt national doit rester une priorité. Et le gouvernement central sera mon patron. » Edmond Ho se reprend aussitôt en ajoutant dans un sourire : « La population de Macao est aussi mon patron. J'ai beaucoup de patrons. » Mais l'essentiel a été dit : Pékin sera le patron. Au moins le futur chef de Macao ne cherche-t-il pas à entretenir des illusions.

Frédéric Bobin

F. B.

Dernières heures avant le départ du juge de Carvalho, romancier du dimanche

MACAO

de notre envoyé spécial

Au mur, le tableau décroché a laissé une traînée blafarde, stigmaté indécis comme le fil d'une mémoire qui vacille. Leal de Carvalho a glissé l'emblème du Sénat de Macao – deux anges encadrant les armes du Portugal – dans sa cantine. A quelques jours de la rétrocession à la mère patrie chinoise de l'enclave portugaise – premier lieu de rencontre entre l'Occident et l'Extrême-Orient –, Leal de Carvalho se prépare au départ sans tristesse ni ressentiment, l'esprit apaisé par le « devoir accompli ». « Il fallait bien que ça arrive un jour ou l'autre. C'est ainsi. » Des vitres de son bureau, il jette un regard déjà mélancolique sur la Praia Grande, la baie qui donne sur le delta de la rivière des Perles, décor jadis enchanteur aujourd'hui souillé d'un béton sans grâce.

Leal de Carvalho préfère ne pas attendre la fatidique date du 20 décembre. Déjà, en 1975, il avait quitté le Mozambique la veille de la proclamation de l'indépendance. Il ne prise guère les

cérémonies d'adieu. Agé de soixante-sept ans, le président de la cour locale des comptes est un vieux routier des possessions portugaises, un écumeur des postes d'Afrique et d'Asie, mais l'on peinerait à voir en lui une caricature du dédain colonial. Sans doute cultive-t-il avec science le détachement courtois de l'aristocrate qu'il aurait aimé être, lui le modeste rejeton d'un village des Açores, lui le fou de littérature qui s'amuse des personnages du monde.

INTRIGUES ET DÉCHÉANCE

Car Leal de Carvalho est un romancier. Sa gloire ne dépasse pas l'ourlet mousseux de la Praia Grande, mais cela ne le fâche guère : il s'enorgueillit du titre d'écrivain du dimanche. Il a bâti ici, au fil de ses vingt-deux années accumulées en trois séjours, une petite œuvre (cinq romans) peuplée de fantômes d'un rêve oriental évanoui. Ses histoires racontent la déchéance d'une Russe belle d'Odessa devenue prostituée, les intrigues de salon d'une harpie usurpant le titre d'aristocrate, les amours

impossibles d'un cadet britannique et d'une indigène, les farouches vendettas de triades, les épousailles entre un comte de Lisbonne et sa servante chinoise. Tout le Macao de jadis est là, avec sa bonne société mesquine, ses aventures du métissage, ses destins de proscriptions en quête de havre et ses turpitudes de tripots.

L'œuvre de Leal de Carvalho est certainement incomplète. Il n'a pas encore écrit sur les soubresauts de la révolution culturelle qui frappèrent Macao en décembre 1966. Lors des émeutes des gardes rouges locaux, il fut assailli par la foule dans sa voiture, qui tangua. Le lendemain, il courut retirer ses économies à la banque. Mais il ne partit point. L'heure approche maintenant. Il l'attend, ce retour au pays, songeur, ému et oisif. Le téléphone ne sonne plus. Les tiroirs sont vides. Au loin, la rivière des Perles se frise de clapotis mauves. Et au mur il y a cette traînée blafarde, comme le souffle d'un chagrin muet.

F. B.

GRAND JURY
RTL Le Monde LCI

Professeur DIDIER SICARD
 Président du Comité Consultatif National d'Éthique
 Chef du service de médecine interne de Cochin

Débat animé par
OLIVIER MAZEROLLE

avec **PATRICK JARREAU - LE MONDE**
 et **ANITA HAUSSER - LCI**

DIMANCHE 18H30
 SUR
RTL & LCI

EVA SION
 Publicités

SKI DE FOND & RAQUETTES
Passez l'AN 2000

Haut-Jura, 3h Paris TGV.
 Dans une ancienne ferme Comtoise du XVIIe.
 Grand confort, ambiance conviviale.
 Table d'hôte, produits maison et régionaux,
 chambre avec salle de bains + wc.
Tarifs selon période :
 semaine/personne
 2 850 F à 3 500 F
 tout compris (pension complète + vin
 au repos, matériel et matériel de ski...)
 ☎ 03.81.38.12.51 - LE CRÊTE
 L'AGNEAU - 25650 LA LONGEVILLE

LOCATION DEMEURES DE CHARME EN ITALIE, FRANCE, ESPAGNE-PORTUGAL

CUENDET
 Propose depuis 25 ans la plus belle collection de villas, fermes et appartements en châteaux aux amateurs de calme et culture, confort et qualité.

Catalogue Italie 2000
 (Toscane, Ombrie, Vénétie, ...)
 386 pages, 30 F.

Catalogue France 2000
 (Provence, Côte d'Azur, Bretagne, ...)
 178 pages, 20 F.

Catalogue Espagne-Portugal 2000
 (Andalousie, Catalogne, Algarve, ...)
 98 pages, 10 F.

N° Vert 0800 909222 - 907885 - 907886 - 912692

ANY WAY

Mettez les voiles !

Vols Aller Retour* (taxes aéroport comprises)

NEW YORK	1790F	HONG KONG	3005F
MONTREAL	1780F	SINGAPOUR	3610F
LOS ANGELES	2485F	TOKYO	3650F
S.FRANCISCO	2570F	MEXICO	3175F
ORLANDO	2485F	PTE A PITRE	2190F
NEW ORLEANS	2800F	MAURICE	4805F
LAS VEGAS	2680F	MARRAKECH	1090F

Et aussi nos hôtels, locations de voiture, séjours...

0 803 008 008
 Réservation en ligne sur
www.anyway.fr ANY WAY

Dramatiques inondations au Venezuela

CARACAS. Un millier de marins et de parachutistes vénézuéliens, aidés par des militaires américains équipés de trois hélicoptères Black Hawk, devaient être déployés, samedi 18 décembre, pour porter secours aux survivants des pluies torrentielles qui se sont abattues depuis le 15 décembre sur le Venezuela, faisant au moins deux cents morts et quelque sept mille disparus. « *Je participerai moi-même aux opérations* », a annoncé le président Hugo Chavez, un ancien officier parachutiste, précisant que quatre-vingt mille personnes étaient sinistrées à la suite des inondations qui ont ravagé Caracas et les deux Etats limitrophes, où d'immenses bidonvilles sont installés d'une manière précaire sur des collines. Une équipe médicale cubaine était également attendue sur place ainsi que du matériel de secours d'urgence en provenance du Mexique, d'Espagne, du Pérou, d'Argentine, de France, du Japon, de Chine et d'Australie. La priorité est de secourir quelque deux mille cinq cents personnes isolées après la rupture d'un barrage dans l'Etat de Miranda. Dans les collines qui dominent la capitale, les secouristes tentent aussi de déblayer des tonnes de boue et de roches pour essayer de retrouver des survivants dans les maisons ensevelies. — (AFP)

Un Algérien arrêté avec des explosifs près de Seattle

SEATTLE. Un Algérien de vingt-neuf ans, Ahmed Ressay, a été arrêté près de Seattle (Washington) après avoir pénétré avec des explosifs sur le territoire des Etats-Unis en provenance du Canada, a-t-on annoncé, vendredi 17 décembre, de source officielle américaine. Interpellé dans la soirée du 14 décembre, l'homme était en possession d'un passeport canadien et de deux faux permis de conduire canadiens, et transportait dans sa voiture 54 kilos de nitroglycérine, deux jarres d'engrais et quatre systèmes de déclenchement à retardement cachés dans des sacs-poubelle.

A Montréal, un porte-parole de la police canadienne a affirmé que le suspect faisait partie du Groupe islamique armé (GIA). Il avait demandé récemment à bénéficier de la nationalité canadienne, ce qui lui avait été refusé. Jeudi, la police de Montréal avait annoncé qu'elle avait mis récemment au jour une « *filière algérienne* » de financement d'organisations internationales terroristes et que onze personnes d'origine algérienne avaient été arrêtées au cours des derniers mois. — (AFP)

DÉPÊCHES

■ **ALGÉRIE : douze personnes ont été assassinées**, jeudi 16 décembre, par des groupes armés près de Bou Ismaïl (40 kilomètres à l'ouest d'Alger) après la prière du soir en sortant d'une mosquée, a-t-on appris, vendredi, de bonne source à Alger. Ce nouveau massacre a eu lieu dans la bourgade de Lampar sur les hauteurs de Bou Ismaïl (ex-Castiglione), une petite station du littoral ouest algérois, selon des témoins. Cette tuerie porte à près de soixante-dix le nombre de morts dans des violences attribuées aux groupes armés depuis le début du ramadan, le 9 décembre en Algérie. — (AFP)

■ **L'ancien ministre des affaires étrangères** Ahmed Taleb-Ibrahimi a été élu, vendredi 17 décembre, à Alger, président du mouvement pro-islamiste *Wafa* (Fidélité) qu'il avait fondé après l'élection présidentielle d'avril. M. Taleb-Ibrahimi a été désigné à l'unanimité par les délégués présents au congrès constitutif du parti tenu à Alger depuis mercredi. Candidat à l'élection présidentielle d'avril, qui a vu la victoire d'Abdelaziz Bouteflika, M. Taleb-Ibrahimi devrait récupérer une partie des anciens militants et des sympathisants de l'ex-Front islamique du salut (FIS). — (AFP)

■ **LIBAN : un haut responsable du Hezbollah** chiite libanais a annoncé, vendredi 17 décembre, que sa formation renoncerait à la lutte armée contre Israël en cas d'un succès du processus de paix dans ses volets syrien et libanais. En cas de signature d'accords de paix, « *la lutte stratégique contre les dangers du projet sioniste sera portée du domaine de la guerre à celui de la résistance à l'hégémonie économique et politique* » de l'Etat hébreu, a déclaré le chef du bureau politique du Hezbollah, Mohamed Raad. — (AFP)

■ **AZÉRBÉIDJAN : les élections municipales** du 12 décembre en Azerbaïdjan ont été entachées d'« *irrégularités graves* », a affirmé, vendredi 17 décembre, le Conseil de l'Europe dans un communiqué. Le Conseil cite notamment la présence « *de personnes non autorisées dans les bureaux de vote pour gêner le travail des agents électoraux et le vote des électeurs* », « *un décalage entre les signatures figurant sur la liste des électeurs et les bulletins trouvés dans l'urne* » et « *l'addition de nouveaux électeurs sur la liste électorale officielle le jour même du scrutin* ». Pour la première fois, quelque 2 600 conseillers municipaux étaient élus dans cette ancienne république soviétique de huit millions d'habitants. — (AFP)

■ **CUBA : quatre dissidents qui réclamaient** la « *liberté pour les prisonniers politiques* » à Cuba, en se déplaçant les mains enchaînées lors d'un pèlerinage religieux à Santiago de Las Vegas, près de La Havane, ont été arrêtés par la police, vendredi 17 décembre. Arborant des T-shirts sur lesquels était inscrite une liste de prisonniers politiques, ils ont été embarqués de force dans un véhicule par des policiers en civil. La veille, une trentaine de dissidents qui avaient annoncé leur intention de manifester lors de ce pèlerinage avaient été interpellés ou empêchés de sortir de leur domicile, selon des sources de la dissidence. — (AFP)

L'opposition serbe renonce aux manifestations anti-Milosevic

BELGRADE. La coalition d'opposition serbe Alliance pour des changements (SZP) a annoncé, vendredi 17 décembre, la fin des manifestations quotidiennes contre le président Slobodan Milosevic. La coalition, dominée par le Parti démocratique de Zoran Djindjic, a annoncé que la manifestation de samedi à Belgrade serait la dernière. « *Après quatre-vingt-neuf jours de protestations quotidiennes, l'Alliance a décidé de continuer ses actions sous une forme différente* », a indiqué un communiqué de la coalition. « *Nous souhaitons passer les fêtes de fin d'année dans l'esprit de bons chrétiens, modestement dans nos foyers.* »

La SZP avait lancé, le 21 septembre, une campagne de protestation contre le régime du président yougoslave, mais le nombre de participants avait très vite chuté. Ces dernières semaines, quelques centaines de manifestants seulement se réunissaient à Belgrade et en Serbie alors que M. Djindjic avait déclaré en septembre que son but était de faire « *descendre deux millions de personnes dans les rues* », un chiffre « *nécessaire pour montrer que le pays souhaite des changements* ». Le Mouvement serbe du renouveau (SPO) de Vuk Draskovic avait refusé de se joindre aux protestations quotidiennes, estimant qu'il était préférable de réclamer des élections anticipées à tous les niveaux en Serbie, seul moyen pour obliger M. Milosevic à quitter le pouvoir. — (AFP)

Massimo D'Alema devrait présenter sa démission sous la pression de ses alliés socialistes

Le président du conseil italien serait reconduit dans ses fonctions

Une crise politique est attendue en Italie. Désavoué par une partie de sa majorité, le président du conseil, Massimo D'Alema, devait présenter

sa démission samedi 18 décembre. M. D'Alema, qui dispose toujours d'une majorité au Parlement, devrait cependant être reconduit dans ses

fonctions et constituer une nouvelle équipe, dans la perspective des élections générales de 2001 pour lesquelles la droite part favorite.

ROME

de notre correspondant

Une fois le budget définitivement adopté par le Sénat, samedi 18 décembre, le président du conseil, Massimo D'Alema, se présentera devant le Parlement pour faire part de ses intentions à la suite de la défiance manifestée par les alliés socialistes de la majorité à son encontre. Il devrait faire part de sa volonté de présenter sa démission et se rendre immédiatement au Quirinale, siège de la présidence de la République, pour la remettre à Carlo Azeglio Ciampi. Ainsi sera formellement ouverte une nouvelle crise politique, quatorze mois après l'arrivée au pouvoir du premier ex-communiste depuis la seconde guerre mondiale.

Pour le chef de l'exécutif, il n'est pas question de rester à son poste coûte que coûte. « *Si les conditions ne sont pas réunies pour rendre service au pays et si l'intrigue et la basse politique continue de prévaloir, je préfère m'en aller. Je ne me ferai pas chasser. Et je m'en ira la conscience tranquille de celui qui laisse le pays*

moins pauvre que celui qu'il a trouvé lorsque nous sommes arrivés », a-t-il assuré. A la tête d'une coalition de neuf partis allant des communistes aux anciens chrétiens-démocrates, Massimo D'Alema a été désavoué, dimanche 12 décembre, par les socialistes d'Enrico Boselli et a préféré clarifier immédiatement les choses afin de savoir s'il disposait du soutien et de la conviction de sa majorité pour engager les réformes nécessaires, notamment électorales, avant les élections générales prévues au printemps de l'an 2001.

AFFRONTER M. BERLUSCONI

Les socialistes ont estimé qu'il n'était pas l'homme de la situation et qu'il était préférable de trouver un candidat d'un autre profil pour affronter Silvio Berlusconi donné gagnant par les sondages. Pour le moment, on ignore quel pourrait être cet homme providentiel. Les autres forces de la majorité ont cependant décidé qu'il était prématuré de changer de capitaine tout de suite. Qu'il était préférable de continuer avec Massimo D'Alema et de voir, le moment

venu, c'est-à-dire dans un peu plus d'un an, quel serait le meilleur adversaire de Silvio Berlusconi.

Disposant donc d'une majorité encore suffisante, Massimo D'Alema sera sans doute chargé, au début de la semaine, de former un nouveau gouvernement après que le président Ciampi ait procédé aux consultations politiques nécessaires. Si tout se déroule normalement, le cabinet D'Alema *bis* pourrait être sur pied avant Noël. La grande nouveauté serait constituée par l'entrée des démocrates, la formation mise sur pied par Romano Prodi après son éviction du pouvoir. En revanche, le nouvel exécutif n'aura plus l'appoint des trois forces de centre-droit regroupées dans la coalition du « *Trèfle* » (soit seulement dix-sept députés) de l'ancien président Francesco Cossiga, l'homme qui a permis à Massimo D'Alema d'arriver au pouvoir et qui, aujourd'hui, lui refuse son soutien.

Les divergences se sont encore exacerbées à la suite du scandale de l'« *achat* » de députés par d'autres partis. L'un d'entre eux,

Paolo Bampo, a révélé qu'il lui avait été offert 200 millions de lires (104 000 euros) pour venir renforcer les rangs de la majorité. Le changement de partis est un phénomène courant en Italie. Depuis le début de la législature, 108 parlementaires sur 630 ont rejoint une autre formation et quelquefois les va-et-vient ont été multiples. Mais c'est la première fois qu'il est officiellement question d'argent.

L'opposition, qui se déclare « *indignée* » par ces pratiques, a décidé de mener une farouche bataille au Parlement contre « *l'immoralité du marché des votes* » et contre la vraisemblable reconduction de Massimo D'Alema à la tête du gouvernement dont la légitimité a toujours été contestée puisque son pouvoir n'a pas été sanctionné par les urnes. Des élections anticipées seront sans doute réclamées. Cette perspective semble cependant peu probable puisque Massimo D'Alema dispose toujours d'une majorité, même si elle est réduite.

Michel Bôle-Richard

Lindt

LUNDI PROCHAIN AUX CHAMPS-ÉLYSÉES, LINDT VOUS INVITE
À DÉGUSTER SES CHOCOLATS NOUVELLE CONFISERIE

(même si vous n'êtes ni petit, ni papa
et que vous ne vous appelez pas Noël)

Si vous êtes amateur de chocolat, retrouvez-nous lundi prochain de 19h à 22h dans les boutiques et galeries marchandes des Champs-Élysées

Lindt
LA PASSION DES MAÎTRES CHOCOLATIERS SUISSES

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 DÉCEMBRE 1999

RENSEIGNEMENT Le directeur général de la sécurité extérieure (DGSE), Jacques Dewatre, en poste depuis six ans et demi, devrait être remplacé au début de 2000 par l'am-

bassadeur de France en Turquie, Jean-Claude Cousseran. Nommé par la droite, M. Dewatre a veillé à tenir l'équilibre entre la présidence de la République et le gouvernement de-

puis juin 1997, mais les échecs de son service, principalement en Yougoslavie, lui valent des critiques convergentes. ● AYANT appartenu à plusieurs cabinets ministériels socialistes,

M. Cousseran est un diplomate d'action, qui s'est fait remarquer à Téhéran, dans les années 70, au moment de la révolution chiite; il s'est occupé des otages français du Liban dans les

années 80 et a été ambassadeur à Damas. ● LA DGSE, l'un des services dépendant du ministère de la défense, recrute désormais de plus en plus de civils hautement diplômés.

Le chef de la DGSE est remercié après les échecs de son service en Yougoslavie

Nommé en juin 1993 par le gouvernement d'Edouard Balladur, Jacques Dewatre va céder sa place à la tête de l'espionnage français à un diplomate, Jean-Claude Cousseran, qui a appartenu à plusieurs cabinets ministériels socialistes

AU TOUT DÉBUT de l'an 2000, l'ambassadeur de France en Turquie, Jean-Claude Cousseran, ancien membre de plusieurs cabinets ministériels socialistes, devrait être nommé à la tête de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Il succédera à Jacques Dewatre, qui avait été nommé à ce poste par le gouvernement d'Edouard Balladur en juin 1993. Un diplomate, familier de la DGSE, se substitue à un préfet qui ne l'était pas moins, lui aussi, avant d'en devenir le patron, puisque, jeune officier, M. Dewatre avait appartenu au service « action », chargé des opérations clandestines. Agé de soixante-trois ans, il devrait être nommé à un poste d'ambassadeur.

Forte de 4 050 civils et militaires, la DGSE est chargée, au profit de l'ensemble du gouvernement, de rechercher et d'analyser le rensei-

gnement intéressant la sécurité de la France, de détecter et d'entraver, hors du territoire national, les activités d'espionnage contre les intérêts nationaux et, le cas échéant, de mener des opérations clandestines. Elle dispose d'un budget avoué de l'ordre de 1,66 milliard de francs (253 millions d'euros) - c'est ce qui est prévu pour 2000 - et reçoit environ 200 millions de francs par an pour ses opérations sur les fonds secrets du premier ministre.

M. Dewatre aura exercé un des plus longs mandats à la tête de la DGSE après celui d'Alexandre de Marenches, dans les années 70, à la direction du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece), ancêtre de l'actuelle DGSE. En période de cohabitation, le changement de responsable des services spéciaux est une affaire délicate à régler: il requiert, plus que

tout autre, l'accord de l'Élysée et du gouvernement, pour lesquels la DGSE travaille. M. Dewatre a réussi à maintenir un équilibre entre la présidence et le gouvernement, mais sans pour autant éviter les critiques de l'une et de l'autre. En particulier, il lui a souvent été reproché de faire cavalier seul par rapport à son service et de jouer au diplomate occulte, non mandaté par les autorités politiques de son pays, se déplaçant fréquemment à l'étranger sans en informer ses supérieurs ni ses collaborateurs, au risque de dévaluer la production de la DGSE en la concurrençant avec ses propres analyses. Ni au sommet de l'Etat ni à la DGSE, on n'a apprécié ces absences répétées.

MÉFIANCE ET OPACITÉ

En Serbie, l'action de la DGSE a été particulièrement discrète, pour ne pas dire inexistant, à l'exception de quelques commandos envoyés - sur le tard - au Kosovo. L'évacuation de l'ambassade française à Belgrade, dès les premiers raids de l'OTAN, puis sa fermeture ont abouti à interrompre les liens que la DGSE pouvait avoir avec quelques sources sur place. Cette attitude a joué contre M. Dewatre et a probablement précipité son départ. Les ratages de la DGSE ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Au fil des ans, les missions de la DGSE ont évolué. Son expertise militaire a été contestée par la Direc-



tion du renseignement militaire (DRM) naissante. Elle a dû se tourner davantage vers l'interprétation des faits économiques, commerciaux, industriels et technologiques et vers la lutte contre l'argent sale et le terrorisme international, pour lesquelles elle ne dispose pas toujours des personnels les mieux formés.

Ce qui l'oblige à lancer une politique de recrutement essentiellement orientée vers la société civile (lire ci-dessous) et censée viser la qualité, malgré ses difficultés admi-

nistratives pour attirer l'élite des candidats. Dès son arrivée, M. Cousseran trouvera une DGSE repliée sur elle-même et rendue méfiante par ce manque d'ouverture au monde extérieur et par son opacité, à la différence d'autres services étrangers qui, comme le BND allemand par exemple, tentent aujourd'hui une transparence délicate. M. Dewatre s'est, d'autre part, employé à multiplier les cloisonnements internes, de sorte que les personnels de la DGSE ont du mal à coopérer entre eux et, a fortiori,

avec d'autres services comme la DST.

Le nouveau directeur général des services spéciaux n'est toutefois pas un inconnu dans sa maison. Entre 1989 et 1992, M. Cousseran a été chargé de mettre sur pied une direction de la stratégie à la DGSE, du temps où les services français étaient dirigés par Claude Silberzhan. Il travaillait, en pratique, en binôme avec le directeur du renseignement, Michel Lacarrière. Cette direction stratégique avait pour tâche, au quotidien, de synthétiser et de mettre en forme les informations de la DGSE à destination de ses « clients », c'est-à-dire les autorités gouvernementales. Ainsi, ce diplomate, au profil assez atypique, ne fait pas partie de nombre de ces fonctionnaires du Quai d'Orsay, que réveille la seule perspective d'avoir à fréquenter des agents secrets.

On prête au gouvernement l'intention de créer, pour éviter une discontinuité dans le travail accompli quotidiennement par la DGSE, un poste de numéro deux, qui pourrait être attribué au général Dominique Champiaux, l'actuel directeur des opérations. Ce numéro deux de la haute hiérarchie aurait autorité sur les cinq autres grands directeurs de service en l'absence de M. Cousseran. Le choix du général Champiaux calmerait les militaires, dont le poids a diminué au sein de la DGSE.

Jacques Isnard

Une étude sur les problèmes du renseignement

Michel Lacarrière, directeur du renseignement à la DGSE, va quitter ce poste, qu'il occupe depuis juillet 1989. Haut fonctionnaire de police, M. Lacarrière, cinquante-neuf ans, avait fait une grande partie de sa carrière à la Direction de la surveillance du territoire (DST), puis aux Renseignements généraux (RG), avant d'être nommé à la DGSE. Il y exerce depuis dix ans l'une des fonctions les plus importantes au sein des services spéciaux et il a fait preuve d'un grand professionnalisme, selon ses collaborateurs. M. Lacarrière doit être chargé, au ministère de la défense, d'une mission d'études et de réflexion, d'une durée de deux ans, sur les problèmes du renseignement, mission qu'il mènera à son terme avec le secrétariat général de la défense nationale (SGDN), qui relève du premier ministre.

En 2002, les « services » devraient employer deux fois plus de civils que de militaires

SI JEAN-CLAUDE COUSSERAN maintient la politique de son prédécesseur, la DGSE mobilisera de plus en plus de personnels civils. Un programme pluriannuel de recrutement vise à en accroître régulièrement le nombre et ses effets se feront sentir à plein en 2002. A cette date, les services spéciaux, qui relèvent du ministre de la défense, auront progressivement été « civilianisés », avec, grosso modo, un militaire pour deux civils. Il s'agit là d'un changement radical au sein d'une institution qui a longtemps travaillé au profit quasi exclusif des armées, en pleine guerre froide Est-Ouest, et qui, désormais, ne consacre que le quart, voire le cinquième de son activité à des préoccupations liées à la défense.

La DGSE a été autorisée à accroître ses effectifs dans le cadre de la programmation militaire 1997-2002, qui a plutôt instauré une forte baisse des personnels dans les trois armées, sauf dans la gendarmerie. A raison d'un peu moins d'une centaine d'emplois créés chaque année, la DGSE donne désormais la priorité au re-

crutement de civils. Si bien que les civils seront au nombre de 3 063 en 2002, pendant que les militaires passeront à 1 384, à la même date, en baisse régulière depuis le milieu des années 90. La progression des effectifs globaux (soit 4 447 fonctionnaires et contractuels prévus en 2002) aura été obtenue uniquement par le biais du recrutement de civils. Ces embauches, qui compensent largement un courant de départs volontaires amorcé depuis quelques années autant chez les civils que chez les militaires, devraient continuer de s'accroître encore, pour les trois années à venir, malgré les difficultés à attirer certaines catégories de spécialistes, à commencer par des linguistes.

Des discussions délicates et longues, jugées souvent décevantes par un personnel qui n'a pas le droit de grève, ont eu lieu avec la fonction publique. Les civils en poste à la DGSE réclament de nouveaux statuts alignés sur l'essentiel sur ceux des fonctionnaires du ministère de l'intérieur ou des transmissions gouvernementales. Et, surtout, ils revendiquent

d'avoir des perspectives de carrière en demeurant dans le renseignement. Ce qui est loin de leur être garanti. Pas moins d'une douzaine de décrets ont été préparés pour modifier ces statuts. Pour le moment, ceux des corps de direction (la catégorie A de la fonction publique) sont en suspens, au grand dam des principaux intéressés.

Ces recrutements et les accords salariaux de la fonction publique font « exploser » les dépenses de la DGSE en matière de rémunérations et de soldes (+6 % en 2000 par rapport à 1999), avec, d'autre part, le versement - « à la tête du client », prétendent ceux qui les critiquent - de primes dites d'astreinte, dont le montant est curieusement d'autant plus élevé qu'on monte dans la hiérarchie. Et cela, au détriment des crédits de fonctionnement (en baisse de 5 %) et d'équipement (-8,3 %). Les services français ont dû renoncer à moderniser leurs matériels informatiques ou à renouveler la technologie des centres d'interception des communications stratégiques. Pourtant, le budget total de la DGSE est en notable augmenta-

tion pour 2000 (+4 % par rapport à 1999), avec un montant global de 1,66 milliard de francs (253 millions d'euros). Ce budget ne comprend ni la rétribution des cadres militaires, inscrite d'autre part dans le budget propre au ministère de la défense, ni les fonds secrets alloués chaque année au seul financement des opérations clandestines.

A l'Assemblée nationale, Arthur Paecht (UDF, Var), auteur d'une proposition de loi visant à organiser le contrôle du Parlement sur les services de renseignement, considère que la France maintient un flou systématique sur ses activités en la matière, à la différence de ce qui se passe dans nombre de pays étrangers. Selon des calculs de M. Paecht, la « communauté » nationale du renseignement, c'est-à-dire l'addition des services des ministères de la défense, de l'intérieur et du budget (les douanes ont un service de renseignement), gère des ressources de 5 à 6 milliards de francs par an et mobilise quelque 12 800 personnes.

J. I.

PROFIL

LE GOÛT

DES MISSIONS DIFFICILES

C'est un passionné. Jeune conseiller économique à Téhéran pendant la révolution, Jean-Claude Cousseran était de toutes les « manifs », collant au terrain pour interpréter les arcanes complexes et fluctuants du pouvoir des ayatollahs. Il avait lu leurs textes; il décryptait l'iconographie de la révolution qui, jour après jour, s'étalait sur les murs de Téhéran. Fasciné par ce phénomène singulier, exclusivement iranien - le chiisme révolutionnaire -, il était toujours disponible pour en discuter, de nuits entières.

L'analyse d'une réalité singulière et difficile, le décortiquage des faits, un bel imbroglio politico-ideologique-diplomatique, voilà qui réjouit M. Cousseran. Consul de France à Jérusalem, en charge des territoires palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, il dissèque les possibilités de négociations, de compromis et, pour cela, s'intéresse autant à la perception que les Israéliens ont de « l'autre » qu'aux Palestiniens. C'est un diplomate serein, impar-

tial, qui cultive tous les acteurs d'une scène proche-orientale qui a été une des grandes passions de sa vie.

Il en aura vécu certains des plus mauvais moments, lorsqu'il fut chargé, au milieu des années 80, des otages français au Liban. C'est un grand commis de l'Etat, alors, un homme des missions difficiles, qui va au « charbon ». Il a pris des risques. Il en parle rarement, toujours avec pudeur. Il bouclera cet itinéraire oriental avec le poste d'ambassadeur à Damas, confronté à un autre pouvoir mystérieux, celui d'Hafez El Assad. Sa rondeur - un physique à la Smiley -, sa courtoisie ne doivent pas tromper: M. Cousseran, cinquante-cinq ans, n'est pas un dilettante. L'homme est un bourreau de travail, un anxieux; l'analyste sait aussi manier la rouscadie. Il a l'extrême souci des intérêts de l'Etat. Dans les cabinets ministériels auxquels il a appartenu, ceux de Charles Hernu, de Claude Cheysson, de Roland Dumas et de Pierre Bérégovoy, il a longuement réfléchi à ce que pouvait être la politique étrangère, au sens large, d'une puissance moyenne comme la France.

Alain Frachon

La « communauté » du renseignement

Le ministère de la défense contrôle, outre la DGSE et les forces de gendarmerie, deux autres services de renseignement à but militaire:

- la Direction du renseignement militaire (DRM), créée en 1992, chargée de rassembler le renseignement tactique et « opératif », directement utile aux armées, grâce aux avions espions, aux engins automatiques de reconnaissance, aux satellites d'observation et aux équipes du Commandement des opérations spéciales (COS). La DRM rassemble 1 710 personnes;
- la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), qui réunit 1 620 personnes chargées d'assurer la sécurité des forces, des enceintes militaires et des industries de l'armement contre toute ingérence interne ou externe.

Le ministère de l'intérieur est responsable de deux autres services:

- la Direction de la surveillance du territoire (DST), forte de 1 500 personnes, dont la tâche est de rechercher et de prévenir, en France, les activités illégales, menées ou soutenues par des puissances étrangères, de nature à menacer la sécurité;
- les Renseignements généraux (RG), avec 3 200 personnes, voués à protéger la sécurité intérieure de l'Etat en centralisant l'information politique et sociale pour la destiner directement au gouvernement.

Le ministère de l'économie et des finances a aussi sa propre structure:

- la Direction des douanes, qui comporte une direction nationale des enquêtes douanières (créée en 1969) et une direction du renseignement et de la documentation (instituée en 1988). Elle lutte contre la fraude et les trafics illicites, et accomplit des missions d'analyse et de renseignement.

les plus
belles perles
du monde

MIKIMOTO
8, place Vendôme, Paris

DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

Recommandé par Paris Pas Cher, Paris Combines, etc...

MATELAS • SOMMIERS
fixes ou relevables - toutes dimensions
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Duvivier - Coulon - Sulfren etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00
7 jours sur 7
VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

CALVITIE

Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

CLINIQUE MATIGNON
5, AVENUE MATIGNON 75008 PARIS
RENSEIGNEMENT ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE
TÉL: 01 53 83 79 79 - 3615 INFO CHAUVE - www.clinique-matignon.com

Un tiers des agents des finances ont fait grève contre la réforme

Les syndicats prévoient de nouvelles actions en janvier

Le mot d'ordre de grève lancé, pour le vendredi 17 décembre, par les fédérations de fonctionnaires du ministère des finances, a été suivi par 30 % des person-

nels, selon les syndicats et le ministère. Les syndicats envisagent de nouvelles actions, en janvier, après la remise du rapport attendu sur la modernisation de Bercy.

AU MINISTÈRE de l'économie et des finances, on craignait pire. La journée nationale de grève, vendredi 17 décembre, déclenchée à l'appel des principales fédérations syndicales des finances CGT, CFDT, FDSU (Groupe des dix), FO, FSAFI (autonomes), a mobilisé un agent sur trois parmi les personnes rattachées à Bercy. 30 % des agents en moyenne étaient en grève, selon le ministère, ce qui constitue « une mobilisation inférieure aux mouvements unitaires des 28 janvier (suivi à 38,5 %) et 16 mars (35 %) ». Comme lors des précédentes journées, il s'agissait, vendredi, pour les organisations syndicales, de réclamer « l'arrêt des suppressions d'emploi » et la « remise à plat » des projets de réforme envisagés notamment à la direction générale des impôts et à la direction de la comptabilité publique, projets jugés « dangereux pour les missions de service public ». Le 26 novembre, les personnels de ces deux directions avaient déjà fait grève à l'appel des seules CGT et CFDT.

FO-finances a fait valoir que la journée d'action du 17 décembre

« constitue une sérieuse avertissement », le mouvement ayant été suivi, estime-t-elle, par près de 50 % des agents du Trésor et par plus de 40 % aux impôts. De son côté, la CFDT-finances a fait état d'une « grève réussie ». Au Syndicat national unifié des impôts (FDSU-Groupe des dix), on estime que l'on pouvait espérer une mobilisation supérieure, mais qu'à une semaine des fêtes, les fonctionnaires qui avaient cessé le travail le 26 novembre ont hésité à recommencer vendredi, d'autant que dans les services, de nombreux agents se préparent à une nouvelle action en janvier.

« VOLONTÉ SANS FAILLE »

Si, à Bercy, on affiche un certain soulagement après la journée de vendredi, on s'accorde toutefois à estimer la situation délicate, d'autant que les principales organisations syndicales travaillent désormais, pour janvier, à un mouvement de grève reconductible. S'exprimant mercredi devant le Centre de perfectionnement des cadres supérieurs (CPCS) de son ministère,

Christian Sautter, tout en insistant sur « la volonté sans faille » qui l'anime et sur le caractère « irréversible » du processus engagé, a reconnu que « les agents ne voient pas encore les bénéfices qu'ils peuvent tirer de cette réforme ». « Ils en redoutent plutôt les conséquences », a observé le ministre de l'économie. M. Sautter a annoncé que Thierry Bert, chef de l'inspection des finances, et Paul Champ-saur, directeur général de l'Insee, chargés d'une mission sur la modernisation de Bercy, remettront leur rapport début janvier (probablement le 4), et non d'ici la fin décembre.

« Le ministre se défile pour nous voir, la mission Champ-saur-Bert est retardée. Et il n'y a toujours pas de directeur général des impôts ! On aimerait bien savoir où l'on va et ce qu'on nous prépare », déclare Jean-Christophe Chaumeron (CGT). En sus de nouveaux arrêts de travail, la CGT et le SNUI prévoient une manifestation nationale, à Paris, le 15 ou le 25 janvier.

Caroline Monnot

Les élus municipaux de droite et de gauche rejettent le budget des hôpitaux de Paris

Jean Tiberi (RPR) a mené la fronde contre les économies demandées par Martine Aubry, mais il donne ainsi au ministère toute latitude pour fixer les crédits de l'Assistance publique

COUP DE THÉÂTRE dans les hôpitaux de Paris : après plusieurs semaines de mobilisation dans une vingtaine d'établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), le conseil d'administration du plus grand centre hospitalier universitaire d'Europe a rejeté, lors d'une séance plénière qui s'est tenue vendredi 17 décembre, le budget 2000, soumis au vote des cinquante-deux administrateurs. A la demande du président du conseil d'administration, Jean Tiberi (RPR), maire de Paris, le budget de 29,7 milliards de francs (4,52 milliards d'euros) de l'AP-HP, en augmentation de 1,08 %, a été rejeté par 37 voix contre 7, les élus du conseil de Paris (y compris les socialistes), les représentants des médecins et ceux des quatre syndicats (CGT, FO, CFDT, SUD-CRC) votant contre. Il n'a recueilli que les voix des sept représentants nommés par le gouvernement : celui des usagers s'est abstenu.

A la direction de l'AP-HP, il ne fait aucun doute que la décision des représentants - majoritairement de droite - du Conseil de

Paris à l'AP-HP, dont dépendait l'issue du vote, est avant tout « politique » : le maire de Paris n'a pas manqué de souligner l'absence de « solidarité » des élus de gauche, opposés au budget, vis-à-vis du ministère. Hostile au plan d'économie de 156 millions de francs imposé à l'institution hospitalière pour l'année 2000, qui « met en cause les missions de l'hôpital et provoque à juste titre l'inquiétude des personnels concernés », M. Tiberi demande à Martine Aubry, dans un communiqué, « d'ouvrir à nouveau des négociations budgétaires avec l'AP-HP et de réexaminer les moyens alloués aux hôpitaux de Paris et plus particulièrement les services d'urgence et services qui accueillent les personnes âgées dépendantes ».

Les élus socialistes et communistes se félicitent du vote, tout en dénonçant le « coup politique » de M. Tiberi et des représentants du Conseil de Paris, lesquels ont rejeté, observe Gisèle Moreau (PCF), des « choix d'austérité qu'ils ont par le passé promus et qu'ils avaient jusque-là toujours défendus ». Pour Serge Blisko (PS), qui a

pourtant voté contre le budget, le rejet de celui-ci témoigne de « l'instrumentalisation politique qui est faite par Jacques Chirac et Jean Tiberi de la situation des hôpitaux parisiens ».

Il va donc revenir aux autorités ministérielles d'adopter le budget avant le 20 décembre. Or ce qui apparaît comme une attaque lancée par la majorité municipale de Paris contre la politique de santé du gouvernement risque de se retourner contre les chefs de service des hôpitaux parisiens. « En donnant la main au ministère, le rejet du budget fait sauter la digue qui protégeait le système des mandarins, analyse Jean-Félix Bernard (Verts). Par cette décision, le système n'a jamais été aussi ouvert depuis cent cinquante ans ! » Selon M. Bernard, ni les syndicats, soucieux des moyens des services, ni les élus municipaux de droite, « porte-parole du système de mandarinat », ne pouvaient se risquer à mettre en cause le pouvoir des « patrons » médicaux.

Alexandre Garcia

Les négociations dans les banques ont buté sur les salaires

AU TERME de trois journées-marathon, le patronat de l'Association française des banques (AFB) et les cinq fédérations syndicales (FO, CFDT, CFTC, CGT, SNB-CGC) se sont séparés, vendredi 17 décembre, sans être parvenus à un accord sur une nouvelle convention collective. Sauf retournement de situation, les 200 000 salariés de cette fédération, qui regroupe les banques commerciales mais pas le Crédit agricole, le Crédit mutuel ni les Caisses d'épargne, se retrouvent donc sans convention collective. Michel Freyche, président de l'AFB, a annoncé que les banques complèteront les dispositions du code du travail par un « protocole social », dont il a refusé de dévoiler le contenu.

A l'occasion de la négociation sur les 35 heures, le patronat avait dénoncé la convention collective, datant de 1952, qui, à ses yeux, avait un défaut majeur : celle de définir la valeur du point bancaire, servant de référence aux salaires, en laissant très peu de marges de manœuvre aux entreprises. Les syndicats ont refusé la proposition patronale de créer au niveau de la branche un simple filet de sécurité qui garantirait à chacun 3 % d'augmentation de salaire sur cinq ans.

Autre point litigieux : le congé-maternité. Les syndicats estiment que la proposition patronale réduit de trente-huit le nombre de

jours accordés actuellement. L'AFB estime que ce calcul n'est valable que pour les femmes qui bénéficiaient d'un congé supplémentaire d'allaitement de trois mois, qui n'est pas automatique. Les négociations ont également échoué sur le droit syndical. Sur tous ces points, le patronat et les syndicats ont une approche différente : le premier fait remarquer que ses propositions restent supérieures au code du travail et même à la plupart des conventions collectives. Les seconds ne s'estiment pas en mesure d'approuver un texte en retrait par rapport à la convention de 1952.

Pour Olivier Robert de Massy, directeur des affaires sociales de l'AFB, le texte présenté est « à la fois équilibré et permettant l'indispensable modernisation du secteur ». Les syndicats, qui ont jusqu'au 31 décembre pour le signer, ont publié un communiqué commun fustigeant un « chantage » entre « un texte qui, objectivement, consacre un recul important par rapport à la convention collective dénoncée » et « la perspective d'un protocole social octroyé unilatéralement par l'AFB et dont le contenu (...) serait inférieur aux propositions actuelles du patronat ». Les syndicats doivent consulter leurs mandants avant de se réunir le 22 décembre.

Frédéric Lemaître

DÉPÊCHES

■ **RÉGIONS** : le conseil régional d'Alsace, présidé par Adrien Zeller (UDF), a adopté, vendredi 17 décembre, son budget pour l'an 2000, par 23 voix pour, 8 contre, alors que 12 élus se sont abstenus et que quatre conseillers FN n'étaient pas présents. Ce budget s'élève à 2,3 milliards de francs (350 millions d'euros), en hausse de près de 4 %.

■ **Le conseil régional d'Aquitaine, présidé par Alain Rousset (PS), a adopté, jeudi 16 décembre, son budget pour l'an 2000. Avec une majorité relative - la gauche a 40 voix sur 85 -, le budget a pu être voté grâce à l'abstention des huit élus Chasse, pêche, nature et traditions. - (Corresp.)**

■ **RHÔNE-ALPES** : le président du groupe socialiste et apparentés du conseil régional Rhône-Alpes, Bernard Soulage, a déclaré, vendredi 17 décembre, qu'on assiste dans cette assemblée à « une opération de type PACA » (Provence-Alpes-Côte d'Azur), où les élus d'extrême droite se sont ralliés à la droite. Les conseillers lepénistes et mégrétistes ont joint leurs voix à celles du RPR, de l'UDF et du groupe ORA (millionistes) pour élire François Turcas, soutien de Charles Millon, à la commission chargée de l'économie, jusque-là présidée par Gérard Collomb (PS), démissionnaire après son entrée au Sénat.

■ **SÉCURITÉ SOCIALE** : Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, s'est prononcé, vendredi 17 décembre, pour une rupture avec « les politiques et les dérives » de la Sécurité sociale « depuis le plan Juppé », que le patronat quitte ou non ces organismes. Après un entretien de près de deux heures avec Ernest-Antoine Seillière, président du Medef, M. Thibault souhaite une « refondation plus profonde des objectifs de la Sécurité sociale, de son fonctionnement, de ses organismes de direction » et une « plus grande démocratie ».

■ **PROCÈS** : l'Association pour la Fondation Marc-Bloch proposera à ses adhérents, le 18 janvier, des « dénominations de substitution », a annoncé, vendredi 17 décembre, son conseil d'administration. La cour d'appel de Paris avait confirmé, le même jour, l'interdiction qui lui avait été faite, le 22 septembre, par le tribunal de grande instance de Paris, « d'utiliser la référence au nom de Marc Bloch » (Le Monde du 25 septembre).



SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 DÉCEMBRE 1999

JUSTICE La cour d'assises du Haut-Rhin a condamné, vendredi 17 décembre à Colmar, Sylviane Streissel à cinq d'emprisonnement, dont deux ferme, et cinq ans d'inter-

dition de ses droits civils, civils et familiaux pour avoir, en 1996, noyé sa fille atteinte d'une maladie rare et incurable. ● LES JURÉS ont suivi le réquisitoire du procureur gé-

néral en estimant que le discernement de la mère n'avait pas été aboli au moment des faits, ce qui lui aurait permis d'être acquittée. Un expert psychiatre avait toutefois estimé que

la notion d'irresponsabilité pénale pouvait être appliquée à M^{me} Streissel. ● LA RÉFORME des critères de l'irresponsabilité pénale a contribué au « désastre psychiatrique » dans

les prisons françaises, dénoncé dans un rapport remis au ministère de la justice. ● UN RÈGLEMENT européen vient d'être voté pour améliorer la lutte contre les maladies rares.

La notion d'irresponsabilité pénale au centre du procès d'une mère infanticide

Sylviane Streissel a été condamnée par la cour d'assises du Haut-Rhin à cinq ans de prison, dont deux ferme, pour avoir tué sa fille atteinte d'une maladie rare et incurable. Contrairement à l'un des psychiatres, les jurés ont estimé que son jugement n'avait pas été aboli au moment des faits

COLMAR

de notre envoyé spécial

L'auteur d'un crime peut-il être considéré comme irresponsable alors même qu'au moment des



PROCÈS

faits aucune pathologie mentale n'était susceptible d'avoir aboli son discernement ou d'avoir entravé le contrôle de ses actes? La question a occupé les deux derniers jours d'audience de la cour d'assises du Haut-Rhin, à Colmar, où comparait Sylviane Streissel, poursuivie pour le meurtre par noyade, le 6 juin 1996, de sa fille Evelyne, quatre ans et demi, atteinte d'une maladie génétique incurable et très rare (*Le Monde* du 15 décembre). En condamnant l'accusée, vendredi 17 décembre, à une peine de cinq ans d'emprisonnement dont deux ferme – toutefois couverts par la durée de sa détention provisoire – et à cinq ans d'interdiction de ses droits civils, civils et de famille, les jurés ont estimé que la psychopathologie dont l'accusée souffrait avait altéré son discernement mais ne l'avait en aucun cas aboli.

Pour les psychiatres, en effet, seule une maladie mentale clairement identifiée peut provoquer une abolition du discernement et donc rendre pénalement irresponsable l'auteur d'un crime. Or le cas

de Sylviane Streissel, considéré comme « complexe » par les quatre experts chargés de l'examiner, n'entrait pas dans ce cadre. Tous sont convenus à l'audience, jeudi 16 décembre, que l'accusée souffrait d'un « syndrome dépressif profond », lié à la survenue de la maladie génétique de sa fille. Tous ont décelé chez elle une « douleur morale », un « sentiment de culpabilité » et des « risques suicidaires ».

Pour autant, les quatre experts ont été unanimes à considérer que cette affection n'est en rien une maladie mentale de type psychotique. Elle a « des traits paranoïaques et mélancoliques », ont-ils reconnu, mais ne constitue pas une « pathologie mentale structurée ». De ce constat, seul l'un d'eux, Roland Coutanceau, psychiatre des hôpitaux à Paris, a tiré une conclusion divergente. Il a estimé que la psychopathologie de Sylviane Streissel avait pu abolir son discernement, alors que ses confrères ont opté pour une simple altération.

Dans une longue intervention argumentée, le psychiatre a retracé l'histoire clinique de l'accusée, avant et après le drame. En mai 1996, celle-ci est internée pendant un mois, à la demande de son mari, dans un centre hospitalier spécialisé. « Les médecins ont constaté un état dépressif franc, des idées suicidaires sur elle-même et sur sa fille, des ruminations obsé-

dantes à propos de la maladie d'Evelyne et un sentiment de culpabilité », a résumé le docteur Coutanceau. Après les faits, Sylviane Streissel est de nouveau hospitalisée en psychiatrie et les médecins font les mêmes constatations. « Si elle est dépressive avant et après, elle l'a sûrement été pendant les faits », a soutenu l'expert.

« DÉPRESSION RÉACTIONNELLE »

Mais Roland Coutanceau est allé plus loin. Selon lui, l'état de Sylviane Streissel, s'il se définit bien, « sur le plan théorique », comme « une dépression réactionnelle », il n'est pas pour autant « banal ». « Il y a une clinique particulière de sa dépression, avec des idées obsé-

« Abolition » et « altération » du discernement

Jusqu'en 1994, le code pénal disposait qu'« il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au moment de l'action, ou lorsqu'il avait été contraint par une force à laquelle il n'avait pu résister ». Cette définition a été remaniée par le nouveau code pénal, dans son article 122-1, qui a introduit une distinction entre les cas d'« abolition du discernement » au moment des faits, qui aboutissent à l'irresponsabilité pénale, et les cas d'« altération du discernement », qui rendent les individus accessibles à une condamnation pénale, même atténuée.

Cette distinction, qui devait permettre de répondre plus finement à des cas frontières entre la normalité et la pathologie, a entraîné une chute drastique du nombre de personnes bénéficiant d'un non-lieu pour irresponsabilité pénale, qui est passé de 611 en 1989 à 190 en 1997. Depuis une dizaine d'années, de plus en plus de personnes jugées « borderline » par les spécialistes sont donc renvoyées devant les tribunaux avant d'être condamnées à des peines d'emprisonnement ferme.

dantes et délirantes qu'on ne peut comprendre qu'en allant chercher dans une affectivité archaïque », a-t-il expliqué. En clair, s'il exclut, comme ses confrères, que l'accusée souffre de mélancolie (maladie mentale), son état dépressif atteint « un niveau mélancoliforme » qui, à l'en croire, plaide pour une abolition de son discernement lors du drame.

Le docteur Coutanceau date l'origine des troubles dont souffre Sylviane Streissel au jour où elle apprend que la maladie dégénérative de sa fille, une encéphalopathie mitochondriale, est incurable. « De ce que lui disaient les médecins à l'époque, elle a entendu que l'état d'Evelyne allait s'aggraver et

qu'elle allait mourir tôt, a-t-il indiqué. Elle a été blessée d'avoir une fille comme ça, s'est demandé pourquoi le destin la frappait, elle a été dépassée. Cet événement-là a fait complètement éclater sa personnalité. »

D'après l'expert, Sylviane Streissel aurait alors réagi avec ambivalence : « Elle n'a pas réussi à s'en occuper car elle anticipait comment sa fille serait plus tard, et dans le même temps elle n'a pas supporté que d'autres prennent le relais, parce que cela lui renvoyait l'image d'une mauvaise mère. »

Pour Roland Coutanceau, le passage à l'acte s'explique par « une hyper-identification à l'autre ». « Sylviane Streissel a eu l'impression qu'Evelyne souffrait plus qu'elle ne souffrait réellement, a-t-il précisé. Elle s'est mise à sa place, et pour elle la solution a consisté à mourir avec sa fille. » Si, au bout du compte, l'accusée n'est pas allée au bout de son intention, c'est que, selon le psychiatre, « le premier acte a réveillé chez elle des forces de conservation ». « C'est un classique de la clinique humaine », a-t-il dit.

Vendredi 17 décembre, les avocats de Sylviane Streissel ont repris l'argumentation du docteur Coutanceau pour tenter d'obtenir, en vain, l'acquiescement de leur cliente. M^e Thierry Moser a rappelé que « l'état confusionnel » dans lequel était l'accusée pouvait expliquer le passage à l'acte. En revanche, il a reconnu que la fron-

tière entre l'altération et l'abolition de son discernement était « difficile à établir ».

Pour sa part, M^e Jean-Michel Paulus a insisté sur « l'acte d'amour » d'une mère qui « ne supportait plus les souffrances de sa fille » et qui « s'est sentie abandonnée », par les médecins, par son mari et par les psychiatres qui la soignaient.

« UN ACTE ORGANISÉ »

Les jurés de la cour d'assises du Haut-Rhin ont préféré suivre l'argumentation développée par l'avocat général, Patrick Beau, qui, dans la matinée, avait requis une peine de cinq ans d'emprisonnement, dont trois ferme. « Je constate qu'il y a un meurtre, mais je ne trouve aucune preuve de la volonté suicidaire évoquée par Sylviane Streissel, a-t-il lancé. Son acte était organisé, déterminé, conduit méthodiquement et elle avait parlé à plusieurs reprises de tuer sa fille. » Au soutien de son affirmation, il a rappelé qu'au domicile des Streissel les enquêteurs ont trouvé, le 6 juin 1996, deux sèche-cheveux mouillés et une baignoire pleine, alors qu'un court-circuit électrique s'était produit dans la matinée. Preuve, pour Patrick Beau, que l'accusée avait déjà tenté de tuer Evelyne par électrocution avant de partir avec elle pour la noyer dans le grand canal d'Alsace.

Acacio Pereira

Un « désastre psychiatrique » dans les prisons françaises

UN « désastre psychiatrique » : c'est en ces termes que Pierre Pradier qualifie la prise en charge, en France, des détenus souffrant de troubles mentaux. Chargé par la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, et l'ancien secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, d'établir un comparatif entre la politique de soins des établissements pénitentiaires publics et celle des vingt et une prisons à gestion déléguée privée, l'ancien député européen a préféré se demander si « les détenus dans les prisons françaises sont bien soignés ». « Si on veut bien mettre à part la cas de la santé mentale, la réponse est oui », affirme Pierre Pradier dans un rapport rendu public récemment.

Pierre Pradier, lui-même médecin, estime que les soins prodigués dans les vingt et un établissements à délégation privée, créés au début des années 90 dans le cadre du « programme 13 000 », n'ont rien à envier avec la politique de santé des établissements pénitentiaires à gestion directe, mise en place par la loi du 18 janvier 1994. Le médecin estime que, tous types d'établissement confondus, « les malades atteints d'affections somatiques sont décemment soignés [et] les maladies infectieuses et virales sont dépistées, diagnostiquées, évaluées et traitées ». « Il y a des lacunes, certes, mais, dans l'ensemble, les malades atteints d'affections graves sont plus attentivement suivis pendant qu'ils sont emprisonnés que quand ils étaient à l'extérieur ».

En revanche, le rapporteur estime que « les troubles mentaux qui frappent un nombre tout à fait élevé de détenus sont sinon laissés à l'abandon, au moins insuffisamment étudiés, surveillés et traités ». « On ne peut manquer d'être frappé par le questionnement insistant des médecins sur l' inexplicable présence en prison d'un nombre considérable de psychotiques identifiés » et de « malades délirants chroniques sévères ». Ainsi, à la centrale de Lanmezean, un psychiatre fait état de la présence de plus de dix de ces malades pour cent cinquante détenus, tous condamnés à des lourdes peines.

Cette situation inquiétante s'explique en partie par « le changement d'appréciation de la part des psychiatres experts », qui diagnostiquent de moins en moins, après une réforme du code pénal de 1994, de cas d'« abolition du discernement » au moment

des faits, susceptible d'entraîner une irresponsabilité pénale (*lire ci-dessus*).

Pierre Pradier note par ailleurs « le sensible alourdissement des condamnations qui, depuis quelques années, a accompagné ce revirement ».

La présence d'un nombre croissant de détenus souffrant de troubles mentaux s'explique également, selon Pierre Pradier, par « l'attitude des hôpitaux psychiatriques et de leurs personnels ». Ceux-ci refusaient, « au nom d'une éthique qui leur appartient, de recevoir dans leur service des malades très sévèrement atteints, renvoyés sans états d'âme dans la vie urbaine ». « Ces malades font, à l'évidence, montre d'un comportement hors normes qui les ramène inéluctablement entre les mains de la police, puis de la justice, enfin de la prison », estime le rapporteur. « Tout se passe comme si la prison était devenue le seul lieu d'accueil pour un nombre croissant de psychotiques, rejetés à l'extérieur de l'institution hospitalière. »

« RÉGRESSION TRÈS IMPORTANTE »

Pierre Pradier relève ainsi les difficultés rencontrées par les praticiens œuvrant en prison pour hospitaliser certains de leurs détenus en service hospitalier lors d'épisodes aigus mettant en péril la vie du malade et de ceux qui l'entourent. Seules quatre unités pour malades difficiles, appelées à recevoir l'ensemble des malades dangereux, existent dans les hôpitaux psychiatriques, leur capacité d'accueil n'excédant pas cinq cent vingt lits.

Parlant de « très inquiétante régression », Pierre Pradier dénonce les « chaînes » imposées aux malades mentaux détenus pour les amener en consultation, et ce deux siècles après que « Pinel, brisant les chaînes des aliénés, avait institué leur hospitalisation ».

Pour le rapporteur, « l'institution psychiatrique, en France, ne rend pas les services que [les malades incarcérés] sont en droit d'attendre d'elle ». Au-delà, Pierre Pradier estime que « les responsabilités devant cette gravissime situation sont assez largement partagées », des médecins aux législateurs, en passant par les policiers, magistrats, experts, soignants, selon lesquels une « prise de conscience de tous les agents intéressés doit intervenir à court terme ».

Cécile Prieur

L'Europe favorise la recherche contre les maladies rares

Un règlement incite les laboratoires à financer des médicaments

LE PARLEMENT européen a voté en séance plénière, mercredi 15 décembre à Strasbourg, un règlement permettant de mieux inciter l'industrie pharmaceutique à se lancer dans la recherche et le développement de médicaments « orphelins » qui puissent soigner les personnes atteintes de maladies rares, telles que celle dont souffrait Evelyne, la fille de Sylviane Streissel. Ce vote, en seconde lecture, rend définitive l'adoption du texte et son application immédiate dans l'Union européenne. Les maladies rares sont ainsi qualifiées lorsqu'elles ne touchent pas plus de 5 individus sur 10 000. On en compte aujourd'hui 9 000, 80 % d'entre elles étant d'origine génétique et 20 % d'origine infectieuse. En Europe, 25 millions de personnes sont atteintes de maladies rares, soit 6 % de la population.

« La plupart des maladies rares sont graves, lourdement handicapantes, mortelles à plus ou moins long terme et, à l'heure actuelle, incurables. Pour les traiter, voire les prévenir, pour adoucir le sort des victimes, il faut améliorer les connaissances sur ces maladies, leur origine. Et il faut aussi des médicaments », explique Annie Wolf, responsable au ministère de la santé de la mission des médicaments « orphelins ».

L'industrie pharmaceutique n'est pas particulièrement tentée de se lancer dans ces recherches, faute de profits à la clé. Ne trouvant pas de « sponsors », les éventuels médicaments sont appelés « orphelins ».

La prise de conscience des autorités sur ces problèmes a commencé aux Etats-Unis, où, dès 1983, un règlementation sur les médicaments « orphelins » a vu le jour. Les résultats ont été spectaculaires : environ 900 médicaments ont reçu ce label et 194 sont déjà commercialisés. L'Europe a tardé, du fait du morcellement de son territoire et de la dispersion des compétences en matière sanitaire. Mais, depuis le 1^{er} janvier 1995, le système d'autorisation de mise sur le marché des médicaments est unique et valable pour l'ensemble de l'Union.

RENTABILISER L'INVESTISSEMENT

Le règlement qui vient d'être voté prévoit des incitations financières afin de donner aux entreprises l'espoir de rentabiliser aussi correctement que possible l'investissement. Une fois que le médicament est désigné « orphelin » par une commission ad hoc, des avantages lui seront accordés : un enregistrement gratuit, valable dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, l'accès aux incitations fiscales prévues au niveau national ou communautaire, une collaboration technique de l'agence d'enregistrement au cours du développement, en particulier pour la mise en place des essais cliniques et, en cas de succès, un droit d'exploitation exclusif du produit pour cette indication pendant dix ans. Les exemples étrangers ont montré que l'ensemble de ces incitations rend le développement de médicaments « orphelins » rentable pour des PME.

Elisabeth Bursaux

ESPACE LUMIÈRE SUR L'AN 2000

Les esprits éclairés se rencontrent à la Bastille.

Jusqu'au 5 janvier, place de la Bastille
Ouvert tous les jours de 10h à 19h - Entrée gratuite

Toute la lumière sur l'électricité de demain

www.edffr



AU COURRIER DU « MONDE »

L'avenir des prix littéraires passe-t-il par la mise en quarantaine des professionnels de l'écrit au profit de jurys populaires ? Mona Ozouf, présidente du prix Femina pour 1999, commente ce qu'elle considère comme un rite annuel de dénigrement. De son côté, un amateur du septième art appelle, avec



quelque ironie, les critiques de cinéma à ne pas abandonner leur plume acide. L'écrivain Vassilis Vassilikos s'étonne de la prise de position publique d'Ismail Kadaré sur le Kosovo, tandis que des lecteurs dénoncent le silence autour des guerres civiles en Afrique.

L'AUTRE KADARÉ

Je n'ai pas pu capter le sens profond ou caché de l'article d'Ismail Kadaré paru dans *Le Monde* du 14 décembre. Kadaré avait écrit dans votre journal en avril que « les bombardements [de l'OTAN à Kosovo] ont ouvert une nouvelle page de la civilisation ». Une phrase qui convient plutôt à un « général d'une armée morte » qu'à un écrivain vivant.

Kadaré attaque de nouveau en essayant de justifier ce qui me paraît injustifiable : c'est-à-dire la « *bessa* », la *vendetta* en sicilien, qu'il a si bien décrite dans son roman *Avril brisé* (...).

Pourtant, Kadaré le belliciste est conséquent avec lui-même puisque, du temps de sa nouvelle *La Mariée pétrifiée*, il aspirait à l'indépendance dudit Kosovo. Eschyle a su comprendre la détresse du camp adverse dans *Les Perses*. Kadaré, tout en ayant écrit un essai sur *Eschyle*, ne fait pas le moindre effort pour imaginer ce qui se passe de l'autre côté. Et c'est dommage pour un écrivain de chuter au niveau d'un propagandiste nationaliste.

Devons-nous interpréter alors toute l'œuvre de Kadaré comme la nostalgie d'une « *Grande Albanie* » ? Ayant nous-même connu l'expérience amère de la « *Grande Grèce* » de 1922, je ne lui souhaite pas la même destinée.

Vassilis Vassilikos
Paris

PRIX LITTÉRAIRES

Votre article sur les prix littéraires m'a semblé injuste et m'a attristée (*Le Monde* du 2 décembre). Dans votre précédent article, vous aviez souligné le caractère « littéraire » des choix faits cette année par les jurys. Quelques semaines plus tard, vous revenez à la mise en cause des prix. (...)

Le plus grave dans cet exercice obligé de nos automnes littéraires, c'est, me semble-t-il, de céder à la pente démagogique de l'époque : exalter les jurys « populaires », que leur spontanéité et la fraîcheur de leur regard innocent garantiraient de toute erreur, et soupçonner d'incompétence, voire de corruption, ceux dont la profession est de lire, c'est supposer que le jugement littéraire n'a rien à voir avec le commerce des livres. Et s'il est vrai que plus on lit de livres, moins on est apte à les juger, le procès en bonne logique devait atteindre aussi les critiques.

De ces critiques, précisément, on pourrait attendre plus de soin et d'équité. Le 8 novembre, l'ouvrage couronné par le Femina, « *livre aussi émouvant qu'impressionnant par son style* », trouvait grâce à vos yeux. Le 2 décembre, le vent ayant brusquement tourné, vous suggérez que « *la vraie préoccupation* » du jury Femina (comme du Médicis) a été, pour n'être pas en reste

avec les Goncourt, de redorer un « *blason terni* ». Marilynne Desbiolles serait donc – délicate – touche machiste – « *sortie du chapeau à voilette du Femina* », comme si le choix que nous avons fait relevait à la fois du hasard et de l'incurable frivolité féminine. Puis-je vous rappeler que cet écrivain figurait déjà l'an dernier sur la liste finale du Femina pour son roman *La Seiche* ? Qu'il s'agissait donc avec *Anchise* d'une élection réfléchie et doublement justifiée ?

Les membres des jurys aimeraient être jugés non sur la rumeur malveillante ou sur le narcissisme que vous leur supposez, mais sur leur travail – car vous savez bien ce n'en est un, très dévoreur de temps – et sur leurs choix.

Mona Ozouf
présidente du prix Femina
pour 1999

L'HONNEUR DU CINÉMA

Habitué au ton ronchon, implacable, sans indulgence, de la chronique cinématographique hebdomadaire de mon journal, je me permets de m'insurger contre la livraison de ce mercredi 8 décembre, où il n'est question que de films formidables, à l'intelligence rare, sauvant l'honneur du cinéma, voire faisant bon usage du sentimentalisme. De qui se moque-t-on ? (...) Faut-il comprendre cette manifestation d'un enthousiasme incongru comme une conséquence de l'odieux débat imposé par certains cinéastes aux critiques ? Les professionnels de la pellicule semblent ne pas avoir saisi qu'un film est avant tout un idéal, par essence inaccessible, et que le travail de la critique est bien de mesurer en permanence l'insondable fossé qui sépare et sépara à jamais leurs navrantes productions de cet idéal. Quant à nous, lecteurs, qui ne perdons notre temps ni notre argent à la fréquentation des salles obscures, notre plaisir est bien de nous régaler d'une authentique littérature de la cruauté. Qu'on nous rende nos étrillages habituels !

Claude Delannoy
Sèvres (Hauts-de-Seine)

PAILLETES

Dans *Le Monde* daté 5-6 décembre, vous rapportez la suggestion de Jacques Attali de promouvoir, en marge de l'OMC, « *une sorte de conseil économique et social planétaire* ». Vous avez pris soin de signaler que l'auteur d'une proposition aussi hardie avait été président de la BERD. On ne sait si ce rappel est élogieux ou teinté de fiel. Il aurait convenu de signaler, pour dissiper le doute, que le passage de Jacques Attali à la tête de cette institution bancaire s'est surtout traduit par la réfection somptuaire de son bureau présidentiel. (...)

Proposer un autre organisme pour remédier aux tares de l'OMC en évoquant le Conseil économique

et social est une idée qui aurait ravi Alfred Jarry. Tout le monde sait en notre douce France que le Conseil économique et social hexagonal a une utilité – même consultative – inexistante. Refuge caritatif pour les recalés du suffrage universel, bureau de placement pour amis et soupe populaire pour artistes en mal de popularité, cet organisme fournit force paperasses vouées au rebut des archives.

Jacques Attali semble s'être égaré. Il est dommage qu'un homme de qualité, doué d'une intelligence et de capacités certainement au-dessus de la moyenne, propose de telles utopies de pacotille. (...)

Donato Pelayo
Montpellier

SILENCE, ON TUE !

Depuis un an, des informations gravissimes nous parviennent du Congo. S'agissant de particuliers, nous nous interrogeons quant à l'étendue réelle du désastre. Mais voici que des organisations caritatives crédibles relayées par les Eglises confirment les massacres d'ethnies, les viols systématiques, les déplacements forcés de populations. (...)

Le silence sur ce qui se passe réellement au Congo devient complicité sur les crimes en cours : certes, vous ne pouvez plus rien pour les morts, mais les survivants ont droit à notre compassion au même titre que les Kosovars ou les Tchétchènes. (...) Allons-nous continuer à nous taire ? Allez-vous garder le silence ? Si oui, dites pourquoi ? (...)

Anne-Marie
et André Lemière
Neuilly-sur-Marne
(Seine-Saint-Denis)

RÉFLEXION D'OUTRE-MANCHE

Citoyen anglais et amoureux de la France, je suis consterné par la situation créée entre nos deux pays pour cause d'interdiction du bœuf britannique. Que celui-ci soit clairement labélisé afin que les Français qui ne souhaitent pas en acheter la plupart d'entre vous si j'ai bien compris puissent choisir en toute connaissance, cela me semble normal, mais je suis aussi persuadé qu'ils peuvent décider de leurs achats sans avoir besoin d'intervention gouvernementale.

Cette interdiction a pour principale conséquence non de sauver le citoyen français des dangers du bœuf britannique, mais d'offrir aux forces anti-européennes et xénophobes de Grande-Bretagne un terrain de mobilisation. Et cela n'est pas de l'intérêt de nos deux pays.

Max Sommers
par courrier électronique

MONTESQUIEU...

En dépit des dénégations – embrouillées et peu convaincantes – de son porte-parole, la Seita a bel et bien été reconnue porteuse de

responsabilité dans la mort d'un fumeur. Lequel, remarquons-le au passage, n'était nullement obligé de fumer. (...)

Cette décision de justice va déboucher, en toute logique, sur d'étonnants procès au cours desquels des boit-sans-soif (...) ou leurs ayants droit auront raison des producteurs de boissons alcoolisées, les chauffards feront rendre gorge aux constructeurs de voitures, les adipeux par goinfrerie seront habilités à demander justice aux fabricants de corps gras et les diabétiques aux grands scruers ou à leur ex-confiseur favori. (...)

Pourquoi pas ? (...) Tout cela sera fidèle au texte de la loi. Quant à ce quelque chose de plus fondamental, que Charles de Secondat, baron de la Brède et de Montesquieu, appelait « L'Esprit des lois » (...), il est à craindre qu'on devra en faire son deuil.

On verra donc des citoyens enfreindre des règles élémentaires de bon sens pour, au terme d'effroyables dégâts, obtenir très légalement des dédommagements dont on se demandera longtemps à quelle équité ils répondent. Nous allons vivre une époque formidable.

Marcel Larrarté
Paris

ZONE INONDABLE

Dans son article sur l'Aude, « *Le pourquoi du désastre* » (*Le Monde* du 30 novembre), M. Bravard, professeur de géographie à Lyon-II, conclut par ces mots : « *La submersion de la basse plaine de l'Aude n'est pas un cas isolé.* » En effet, à la demande du maire de Chalon-sur-Saône, M. Perben, qui a promis à ses électeurs de désenclaver le centre-ville, une route, présentée comme une déviation de la N 6, va être construite à l'est de la ville, dans une zone inondable : la plaine de la Saône.

Non seulement cette zone, classée ZNIEFF (zone d'intérêt écologique, floristique et faunistique), va être saccagée, non seulement les puits de captage que cette route traverse et qui alimentent 80 000 habitants risquent d'être pollués, mais le réhaussement du niveau des crues en amont semble inévitable à la suite de la construction dans cette zone submersible d'une route en remblai sur plus de 2 km.

On est stupéfaits de lire dans les dossiers que le risque d'inondation ne sera accru que de façon minime. C'est faire peu de cas des inondations graves qui ont eu lieu régulièrement et dont les gens ont gardé la mémoire : en 1907, 1950, 1981, 1982, 1983, 1998. Certaines ont été catastrophiques. (...)

Comment l'ampleur de la catastrophe de la plaine de l'Aude peut-elle être si vite oubliée ?

Françoise Fouché
Sassenay (Saône-et-Loire)

des experts. Mais cette démarche, qui conduira paradoxalement à multiplier les instances d'expertise, et donc les positions contradictoires, n'a de sens que si elle s'opère dans la réaffirmation et la reconnaissance des valeurs proprement politiques.

Cela suppose que soient reconnus les modèles de société qui sont implicites dans les choix technoscientifiques. Et que soit énoncé lisiblement le modèle auquel on se réfère. Enfin, il doit être clairement établi que les procédures d'expertise, si elles sont indispensables, ne peuvent l'emporter sur la liberté de décision des instances démocratiquement élues.

Hervé Kempf

RECTIFICATIF

NOËL MAMÈRE

Dans l'article consacré à la préparation des élections municipales entre le PS et les Verts (*Le Monde* du 14 décembre), une coquille s'est glissée dans la transcription des propos de Noël Mamère. Le député Vert a annoncé qu'il « *présentera une liste Verte à Bègles* » et qu'il « *aura contre lui le PCF* », et non pas le PS, comme il a été écrit par erreur. En 1989, M. Mamère avait enlevé la mairie de Bègles aux communistes.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

Démission en Tchétchénie

C'est un aveu d'impuissance. Alors que les forces russes testent les défenses tchétchènes autour de Grozny, après avoir bombardé pendant des semaines la petite république caucasienne, un ministre des affaires étrangères occidental sort d'une réunion du G8 en déclarant sans rougir : « *Croyez-vous que ce que l'on fera modifiera la politique russe en Tchétchénie ?* » Conclusion : nous ne ferons rien. Réunis, vendredi 17 décembre, à Berlin, avec « *notre ami Ivanov* » – l'expression est de Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, pour désigner son collègue russe –, les responsables de la diplomatie des sept pays les plus industrialisés du monde ont débattu de la « *prévention des conflits* »... en l'an 2000.

Dans leur déclaration finale, ils se sont inquiétés de l'effet « *déstabilisateur des armes de petits calibres* ». Dans ce contexte, ils ont eu raison de ne pas mentionner la Tchétchénie : c'est avec une fusée Scud que l'armée russe a frappé, en novembre, un marché de Grozny. Sans doute espèrent-ils que, d'ici au début de la nouvelle année, la guerre sera terminée. Faute de combattants. Le premier ministre russe, Vladimir Poutine, l'a laissé entendre et, comme le dit son collègue finlandais, qui, en tant que président de l'Union européenne, parle au nom de tous les Européens, « *il faut lui laisser la bénéfice du doute* ».

On peut espérer que, derrière les portes closes de la salle de conférences, les Sept ont tenu des propos un peu plus fermes. Au moins ont-ils réclamé un cessez-

le-feu immédiat. Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, s'est dit « *déçu* » par les réponses de son collègue russe. M. Ivanov aurait eu tort de se laisser impressionner puisqu'il connaît parfaitement les désaccords entre Occidentaux. Les Européens auraient bien ajourné cette réunion du G8, prévue de longue date, et brandi la menace de sanctions. Mais les Américains ne veulent pas en entendre parler, pour ne pas compromettre leurs relations avec Moscou et risquer, disent-ils, d'y encourager les forces nationalistes...

Un aussi fin connaisseur de la Russie que le secrétaire d'Etat adjoint, Strobe Talbott, ne voit-il pas que la compliance occidentale, loin d'avoir une influence modératrice sur les dirigeants de Moscou, est reçue comme un encouragement par les plus cyniques d'entre eux ? Il est vrai que le monde extérieur a peu de poids sur les décisions russes, que la panoplie des sanctions est étroite et leurs effets limités. Pourtant, en manifestant concrètement leur désapprobation, les Occidentaux apporteraient un encouragement aux quelques Russes qui ne se satisfont pas d'être gouvernés par des mafieux et des va-t-en-guerre issus du KGB. A ces Russes qui n'ignorent pas que le Kremlin a déclenché cette guerre pour que son camp, la « famille » Eltsine, fasse bonne figure aux législatures du dimanche 19 décembre. Les démocrates ne sont pas nombreux ? Raison de plus pour leur montrer qu'ils ne sont pas seuls et pour les aider. Sinon, nous aurons la Russie que nous aurons méritée.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edvy Plénel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhommeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Izraelowicz (Editoriaux et analyses) ; Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ; Eric Fottorino (Enquêtes) ; Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La révolution de la science moderne

« *QUE REPRÉSENTE dans l'histoire de l'humanité la première moitié du XX^e siècle ?* » Quand en l'an 2000 les historiens se poseront cette question, quelle réponse lui feront-ils ? Naturellement, direz-vous, celle qu'ils font toujours en pareil cas : « *Cette période continue celle qui la précède et prépare celle qui la suit...* » J'entends, et nul ne contestera à cette « *idée générale* » son caractère d'universalité. Cette fois cependant, les fidèles de Clio oseront-ils ? Car ce qui caractérise la période, n'est-ce pas précisément une rupture de traditions ?

La rupture, allons droit où elle est. Les sciences ne datent pas d'hier. Tout au long du XIX^e siècle, elles ont pris un assez bel essor. Mais la révolution de la science moderne, et d'abord de la physique moderne, c'est bien autre chose : révolution invisible et

muette accomplie pendant les trente dernières années par une poignée de grands hommes. Une chaîne sans fin de découvertes pululante avec rapidité.

Splendide grandeur dans son isolement d'un Einstein expliquant au monde savant, d'abord réticent et cabré, qu'une idée parfaitement claire et certaine au regard de la raison commune avait besoin d'être analysée, et n'allait pas de soi. Splendide hauteur d'un Louis de Broglie créant la mécanique ondulatoire et mettant en doute, lui aussi, quelques-unes de ces vérités fondamentales que les hommes depuis longtemps admettaient et se sentaient fiers d'admettre. Notre époque est en quête, paraît-il, de héros. Elle cherche bien mal si elle n'en trouve point.

Lucien Febvre
(20 décembre 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn) ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)
Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La vache et le politique

Suite de la première page

Dans le cadre de l'Union européenne, les décisions des comités d'experts sont ainsi censées s'imposer aux Etats membres dans le cas de la « vache folle » ou dans celui des OGM ; de même, l'Organisation mondiale du commerce place au cœur de sa procédure de règlement des différends entre pays la référence à des « *preuves scientifiques* ».

Or la tendance des systèmes politiques à « se couvrir » en reportant les décisions sur des comités d'experts s'est accélérée alors même que la validité de ces comités est de moins en moins assurée. La première raison, triviale mais certes non négligeable, de cette mise en question est le fait que de plus en plus d'experts sont en « *conflit d'intérêts* » – c'est-à-dire qu'ils se trouvent, par des contrats de recherche avec des entreprises privées ou par des positions dans celles-ci, à la fois juges et parties. Il est par exemple difficile d'être objectif à l'égard des OGM quand on a partie liée avec Aventis. Cette situation n'est pas seulement imputable à une dérive morale des scientifiques, mais aussi à la pression

qu'ils subissent pour exercer leur recherche dans ou avec le privé. Ainsi, de même que des ministres peuvent voir influencer leur position à l'égard du nucléaire par les honoraires qu'ils touchent des industriels, des chercheurs peuvent être influencés par des liens de même nature.

Une deuxième raison tient à la nature même de la science, pour autant qu'elle existe, ou du moins à l'idée qui existe à son propos : alors que le modèle épistémologique dominant du XX^e siècle décrivait une science noble ouvrant la voie à l'humanité en élaguant la forêt obscure des secrets de l'univers, l'activité scientifique se perçoit aujourd'hui, sous l'influence de l'épistémologue Karl Popper, comme une entreprise de réfutation permanente. Non seulement rien n'est sûr, affirme cette conception, mais l'activité scientifique consiste à réfuter les théories établies : celles-ci peuvent survivre à la réfutation, mais jamais être établies définitivement. Rien, dès lors, de plus scientifique que la controverse, « l'indécidabilité », l'incertitude. C'est, dans l'épistémologie dominante, la certitude qui n'est pas scientifique !

Enfin, une troisième raison fragilise la force des décisions d'experts : c'est la reconnaissance de plus en plus forte que les débats qu'ils ont à traiter n'ont pas un contenu seule-

ment scientifique, mais bien social. Qui croirait que derrière les OGM, la « vache folle », le changement climatique, il n'y a qu'une question scientifique ? La dimension scientifique est, bien sûr, essentielle à la compréhension de ces hybrides techno-sociaux. Mais le mode de production, la place des petits paysans, le choix des moyens de transport, le rapport entre pays riches et pays pauvres sont à l'évidence des paramètres aussi importants des décisions à prendre. Autrement dit, la question que nous posent « vache folle » et planète en chaleur, ce n'est pas : « *A quel point sommes-nous dangereux ?* » mais : « *Dans quel monde voulez-vous vivre ?* ». Cette question est politique. Et les scientifiques ne savent ni ne doivent y répondre.

Il ne s'agit pas de jeter la suspicion sur les scientifiques mais au contraire de les réinsérer dans le débat social, en les soulageant de la charge d'énoncer la Vérité, tout en reconnaissant, comme le propose Bruno Latour dans *Politiques de la nature*, leur talent spécial à faire parler « *les non-humains* », c'est-à-dire tous ces hybrides entre nature et société. Telles sont aussi les conclusions du rapport de Philippe Kourilsky et de Geneviève Viney sur « *Le principe de précaution* », rendu récemment au premier ministre, qui visent à renforcer les procédures d'expertise et le statut

L'armée rouge s'empare de Kaboul

On connaît aujourd'hui la teneur des discussions qui ont poussé, il y a vingt ans, le Politburo de l'URSS à déclencher l'invasion de l'Afghanistan. Aveuglement des uns, indécision des autres, Moscou s'est jeté tête baissée dans le dernier piège de la guerre froide

EN cette fin de 1979, les Afghans ont l'habitude des coups d'Etat : après celui d'avril 1978, qui a remplacé le régime de Daoud par le pouvoir communiste de Mohammed Taraki, un second a installé il y a moins de trois mois la dictature encore plus dure de Hafizullah Amine. A chaque fois, le perdant a été massacré avec ses fidèles. Mais le nouvel épisode qui s'ouvre le 27 décembre ne ressemble pas aux deux autres.

Il commence, pour beaucoup de Kabouli, par une cacophonie radiophonique. A 20 h 45, les programmes habituels de la radio nationale sont à moitié couverts par une autre émission venue d'ailleurs. Dans un communiqué lu au nom du comité central du Parti démocratique du peuple afghan (PDPA) et du Conseil révolutionnaire de la République démocratique d'Afghanistan, Babrak Karmal, l'ancien numéro deux du régime depuis longtemps en exil, annonce qu'il a pris le pouvoir et mis fin à la « dictature sanglante » d'Amine. C'est une première erreur de *timing*, car, à cette heure-là, Amine est encore là. Il affronte non pas ses opposants du PDPA, mais un commando de troupes spéciales soviétiques qui a donné l'assaut à son palais de Daroul-Aman et qui finira par l'abattre quelques heures plus tard.

L'immeuble de la radio a été lui aussi attaqué par des troupes russes, mais il n'est pas encore tombé et le message de Karmal est émis depuis Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan soviétique. Et ce n'est qu'à 3 heures, le 28 décembre, qu'un second communiqué annonce une décision du même Conseil révolutionnaire de demander à l'URSS « une aide militaire d'urgence » pour « protéger les gains de la révolution d'avril, l'intégrité territoriale et l'indépendance nationale ». Encore un raccourci étonnant - cette demande a été acceptée « le même jour », précise le communiqué - et un mensonge flagrant, puisque, depuis deux jours déjà, cinq divisions soviétiques déferlent sur l'Afghanistan, par pont aérien et par la route. Le corps expéditionnaire atteindra en quelques semaines 50 000 hommes, puis 100 000, trois fois plus que l'armée afghane minée par les désertions.

C'EST donc une répétition du modèle hongrois de 1956 : l'armée rouge a envahi un pays pour renverser le gouvernement en place et amené dans ses fourgons l'homme de son choix, dont le premier geste est de justifier l'intervention après coup. Mais cette fois, les conséquences vont être encore plus graves. L'Afghanistan, déjà en rébellion contre un régime marxiste totalement étranger à ses traditions, va se dresser comme un seul homme contre l'occupant. L'URSS, jusque-là championne des luttes anticoloniales, a trouvé son Vietnam. Mais à la différence des Etats-Unis qui ne tarderont pas à surmonter leur défaite, elle ne se remettra pas de la sienne. Le retrait sans gloire des troupes russes, dix ans plus tard, annoncera la fin du glacié satellitaire en Asie mais aussi en Europe, la chute du mur de Berlin et, bientôt, la disparition de l'Union soviétique elle-même.

Bibliographie

- *Histoire de la guerre d'Afghanistan*, d'Assem Akram, Balland, 1996.
- *L'URSS en Afghanistan, de l'invasion au retrait*, de Jacques Lévesque, Editions Complexe, 1990.
- *L'Afghanistan, islam et modernité politique*, d'Olivier Roy, Le Seuil, 1985.
- **Internet**
On trouvera d'abondants extraits des archives du Politburo soviétique sur l'Afghanistan, traduits en anglais, à l'adresse Internet suivante : <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/CWHP/BULLETINS/b8-9a13.htm>



GAMMA



DENIS RUELLAN ET PASCAL PUGIN

Alors, pourquoi et comment une telle erreur ? La manière dont Moscou a traité le problème afghan reste un cas d'école pour l'étude du processus de décision dans l'URSS des dernières années brejné-

La décision a été prise en petit comité, contre l'avis de nombreux officiers de l'état-major, mais elle n'en a pas moins été ratifiée le 12 décembre 1979 par tous les membres du Politburo présents

viennes, avec toutes ses faiblesses confirmées par l'ouverture des archives : absence de débat critique, ignorance du terrain, réflexes moutonniers et versatiles de dirigeants plus portés à sentir le vent venu d'en haut qu'à émettre une opinion originale.

Un bon exemple en est la discussion qui se déroule au Politburo pendant trois jours consécutifs, du 17 au 19 mars 1979, à propos de l'Afghanistan. A l'exception de Brejnev, remplacé à la présidence par Kirilenko, tout le monde est là - y compris le tout nouveau suppléant Mikhaïl Gorbatchev, qui ne prendra pas la parole. Le moment est important, car une émeute vient d'éclater à Herat. Les cadres communistes locaux ont été tués et, plus grave encore, la 17^e division de l'armée afghane stationnée dans la ville est passée à l'adversaire.

Or Moscou en est mieux informé que les dirigeants de Kaboul. Ouvrant les débats, Gromyko oppose les rapports alarmistes de « nos camarades là-bas » (on compte vingt-quatre conseillers soviétiques à Herat) aux nouvelles rassurantes que lui a données le matin même au téléphone son homologue Amine, alors ministre des affaires étrangères, dont il dénonce le « calme olympien ». Le ton est donc à la fermeté : « En aucune circonstance, tonne Gromyko, nous ne pouvons perdre l'Afghanistan. Ce serait un grave échec pour notre poli-

tique étrangère. » Andropov, chef du KGB et futur successeur de Brejnev, demande lui aussi que tout soit fait pour exclure une telle hypothèse, « même si nous devions être étiquetés comme agresseurs ».

Bref, on penche pour l'intervention directe et les deux scénarios qu'évoque Dmitri Oustinov, ministre de la défense, impliquent tous l'envoi de troupes en Afghanistan : l'un plus léger (un régiment

Ci-dessus, l'entrée des chars soviétiques sur le territoire afghan en décembre 1979. A gauche, province du Kunar en mars 1979. Des guérilleros islamistes haranguent des soldats gouvernementaux : « Si vous combattez avec les Russes, Allah vous punira. » A droite, Babrak Karmal, que les Soviétiques installent à la tête de l'Afghanistan en 1980.

GIANFRANCO GORGONICONTACT

mécanisé à Kaboul, plus une division de parachutistes en dehors de la capitale, le tout à déployer en trois jours), un autre plus lourd, avec deux divisions entières.

Mais le lendemain 18 mars, le ton a changé. Car cette fois, ce sont les dirigeants afghans, Taraki en tête - qui a téléphoné deux fois dans la nuit à Kossyguine -, qui s'alarment de la situation à Herat et demandent que des tankistes tadjiks, ouzbèkes et turkmènes portant l'uniforme afghan soient dépêchés d'urgence. Et du coup, les esprits se sont refroidis à Moscou. Après Kossyguine, chef du gouvernement, qui fait valoir que, même sous cette forme, l'on ne pourra pas cacher l'implication de l'armée rouge, Andropov juge « totalement inadmissible » de « soutenir la révolution afghane par nos baïonnettes ». Oubliant ce qu'il a dit la veille, il ajoute : « Envoyer nos

troupes signifierait mener une guerre contre le peuple, l'écraser, tirer sur lui. Nous ne pouvons accepter d'être en position d'agresseurs. » Oustinov et Gromyko ont eux aussi changé d'avis. Non seulement le ministre des affaires étrangères ne parle plus de « perdre l'Afghanistan », mais il prédit tout ce qu'entraînerait sur le plan international une intervention directe et qui se produirait en effet neuf mois plus tard : « Tout ce que nous avons accompli ces dernières années en matière de détente, de réduction des armements et dans bien d'autres domaines serait annulé. Ce serait un joli cadeau à la Chine, et tous les pays non alignés seront contre nous. »

Kirilenko observe d'un ton neutre que le ton des discussions a changé en deux jours et qu'il convient d'inviter Taraki à Moscou pour l'informer de la nouvelle po-

Plus d'un million de morts

Le conflit en Afghanistan n'est pas terminé, mais la guerre menée contre l'Union soviétique de décembre 1979 à février 1989 a fait à elle seule plus d'un million de morts parmi les Afghans et provoqué l'exil de six millions de personnes - sur une population de 15 millions. Du côté russe, les pertes ont été longtemps tenues secrètes : à la fin de 1983, la presse de Moscou n'avait fait état que de... six morts et blessés. Le bilan révélé en 1989 est de 13 310 tués, 311 disparus et 35 478 blessés, à quoi il faut ajouter des dizaines de milliers de soldats victimes de maladie (hépatite et typhoïde).

Ces pertes sont vingt fois supérieures à celles subies par l'armée rouge au cours de sa dernière intervention violente (700 morts en Hongrie en 1956), mais tout de même assez loin des 50 000 victimes américaines de la guerre au Vietnam. Il faut dire que le contingent soviétique en Afghanistan n'a pas dépassé 115 000 hommes, contre 500 000 Américains présents en Indochine. Au total, cependant, plus de 600 000 jeunes Soviétiques ont servi en Afghanistan en dix ans.

sition soviétique : oui à une aide militaire importante et rapide, non à l'envoi de troupes de combat. C'est ce que résume Brejnev, qui préside la dernière session le 19 mars : « Le Politburo a correctement décidé qu'il ne convient pas pour nous d'être impliqués dans cette guerre. » Visiblement, tout cela a été arrêté au cours de discussions informelles entre les deux premières sessions, alors, pourtant, que la situation à Herat ne s'est pas améliorée : ce n'est qu'à partir du 20 mars que des nouvelles un peu plus favorables parviendront de cette ville, laquelle sera reprise un peu plus tard par des forces gouvernementales « loyales ».

Pourquoi ce qui était jugé inacceptable en mars le devient soudain en décembre ? Encore aujourd'hui, il est vain de chercher une explication rationnelle. On a dit que Brejnev avait été profondément ulcéré par le limogeage et l'assassinat de son « ami » Taraki à son retour à Kaboul après sa visite au Kremlin en septembre. Sans doute, mais le numéro un soviétique poursuit son aide à Amine une fois ce dernier consolidé au pouvoir.

PLUS significative est la note manuscrite par laquelle Andropov met en garde, début décembre, contre des dérives « indésirables » du dictateur de Kaboul, qui aurait pris contact avec les services américains et s'en prendrait à l'Union soviétique lors de réunions à huis clos. Peut-être, mais c'est aussi Amine, qui demande dans le même temps toujours plus de conseillers soviétiques et même l'envoi d'un détachement du GROU (les services secrets de l'armée rouge) en tenues non identifiables, pour défendre sa propre résidence... D'ailleurs, Andropov lui-même, tout en préconisant d'installer Karmal à sa place, préconise d'utiliser pour cela les deux bataillons déjà présents à Kaboul pour la protection des installations soviétiques. Il suggère que d'autres formations soient rapprochées de la frontière pour faire face à toute « complication imprévue », mais sans la franchir.

Ces dernières nuances sont balayées par Oustinov, qui préfère « mettre le paquet » tout de suite et rallie Brejnev à sa cause. La décision a donc bien été prise en petit comité, contre l'avis de nombreux officiers de l'état-major, mais elle n'en est pas moins ratifiée le 12 décembre par tous les membres du Politburo présents (on sait seulement que Kossyguine n'y figurait pas), qui signent l'ordre préparé par Tchernenko. C'est toute la direction soviétique qui s'est jetée tête baissée dans la fuite en avant, vers la dernière spirale de la guerre froide.

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 DÉCEMBRE 1999

TRANSPORTS Louis Gallois, président de la SNCF et Hartmut Mehdorn, nouveau président de la Deutsche Bahn (DB) ont annoncé, vendredi 17 décembre, leur inten-

tion d'élaborer ensemble les spécifications de la future génération de trains à grande vitesse. ● LES DEUX ENTREPRISES estiment que l'Europe ferroviaire ne leur permet plus de

réfléchir, chacun de son côté, à la conception du matériel ferroviaire de demain. ● D'AUTRES COMPAGNIES de chemin de fer pourraient dans quelque temps rejoindre la

SNCF et la DB, car ce travail en commun devrait permettre aux entreprises de réaliser d'importantes économies. ● LES CONSTRUCTEURS de matériel ferroviaire, en parti-

culier le groupe franco-britannique Alstom et les allemands Siemens et ADtranz sont directement concernés puisqu'ils devront travailler ensemble.

Les chemins de fer français et allemands veulent faire train commun

La SNCF et son homologue germanique, la Deutsche Bahn, viennent de donner le coup d'envoi à la future génération de TGV. A terme, les nouveaux matériels devront être les mêmes. Les constructeurs, en particulier Siemens et Alstom, travailleront en étroite collaboration

L'EUROPE DU RAIL vient de prendre encore plus de consistance. A l'occasion d'une réunion entre la SNCF et son homologue allemande, la Deutsche Bahn (DB), à Strasbourg jeudi 16 et vendredi 17 décembre, les deux délégations, conduites par Hartmut Mehdorn, nouveau président des chemins de fer allemands, et Louis Gallois, président de la SNCF, ont décidé de travailler à « l'élaboration de spécifications communes pour un train européen à grande vitesse de la prochaine génération, afin notamment d'en diminuer le coût par des séries plus importantes ».

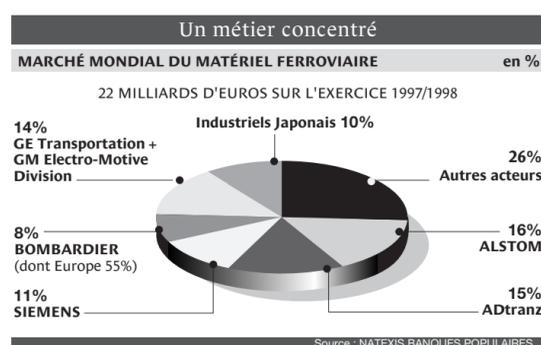
Les patrons des chemins de fer allemand et français viennent de donner le coup d'envoi au lancement d'un TGV de la quatrième génération, qui devrait entrer en service dans dix ans. Ce nouveau train à grande vitesse, qui ne porte pas de nom pour l'instant, devrait atteindre une vitesse d'environ 320 km/h. Il devrait être un concentré des technologies du TGV français et de son équivalent allemand, l'Inter-City Express (ICE), mais Louis Gallois n'exclut pas, bien au contraire, que les autres réseaux et les autres industriels européens - espagnols, italiens, suisses,

belges, néerlandais - soient associés au projet.

Le président de la SNCF est certain que l'Europe de la grande vitesse passe par un standard de qualité européen et un niveau d'interopérabilité très élevé (c'est-à-dire que les trains puissent rouler quels que soient les réseaux : grande vitesse ou normaux). Pour lui, cette décision entraînera une réduction des coûts très sensible. Fidèle à son bon sens, qui lui fait souvent dire : « Ne dépensons pas plus que l'on ne gagne », Louis Gallois souhaite que « l'on ne réinvente pas la poudre » : quand la SNCF est, comme les Allemands, à la recherche d'un nouveau type de locomotive Diesel pour son fret, pourquoi ne pas le chercher ensemble ? Le bon sens ne commande-t-il pas de concevoir un projet commun plutôt qu'un train rapide chacun dans ses bureaux d'études ?

SUR LE MODÈLE D'AIRBUS

Cette décision s'inscrit directement dans la deuxième étape du « projet industriel » de la SNCF. La première se terminera à la fin de l'année pour laisser place à l'étape 2000/2002, qui va mettre en avant



les deux nouveaux acteurs de l'entreprise : le client et l'Europe. Cette dernière, reconnaît le président de la SNCF, était un mot tabou lors de son arrivée en 1996 : « Nous étions dans un espace bordé de frontières, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. » Dans cette deuxième étape, les objectifs et la stratégie sont inchangés : la SNCF veut toujours être en 2002 l'entreprise de service public de référence en Europe.

Louis Gallois, qui milite depuis longtemps pour une Europe de la grande vitesse, arguant notamment

que le Vieux Continent est, de par ses dimensions, celui qui se prête le mieux au chemin de fer, estime qu'il était désormais impossible d'avoir une vue franco-française : « Nous ne pouvons plus nous payer des matériels qui soient réservés à des marchés nationaux si nous voulons développer la grande vitesse en Europe. » Pour sa part, Hartmut Mehdorn admet que le développement en commun de ce nouveau train par les deux sociétés « permettra de réduire considérablement le prix de ce type de nouveau maté-

riel ». Ce développement devrait s'inspirer du succès d'Airbus. Les deux présidents se connaissent pour avoir coopéré sur le programme de l'avion européen, M. Mehdorn à la tête de Deutsche Aerospace Airbus et M. Gallois à celle de l'Aérospatiale. En revanche, ils ne se sont pas prononcés sur l'éventualité de la création d'un consortium, sur le modèle d'Airbus, pouvant réunir Alstom, qui construit le TGV, et l'allemand Siemens, qui construit l'ICE, dans le projet de train à grande vitesse. « C'est aux industriels de décider », a souligné M. Gallois.

« UN STANDARD EUROPÉEN »

Les deux hommes ont ainsi souligné leur habitude de coopérer : « Chez Airbus, nous avons appris à faire travailler ensemble des ingénieurs européens », a insisté M. Mehdorn. Airbus, créé il y a trente ans, est composé de quatre industriels, l'allemand DASA, le français Aérospatiale Matra, le britannique BAe Systems et l'espagnol CASA. Chacun est responsable de la fabrication d'une partie d'avion.

Dès l'été, les deux présidents demanderont aux industriels « de

faire parallèlement le même travail que nous », a indiqué Louis Gallois, en réclamant « une offre attractive » de leur part. Aucun détail n'a filtré sur les caractéristiques du train, « le groupe de travail venant d'être créé », selon M. Mehdorn, qui a néanmoins cité, comme nouvelles techniques communes, des « freins électroniques et le système d'entraînement des essieux », avant d'ajouter que « l'objectif de ce nouveau système de train à grande vitesse est aussi de créer un standard européen, concernant notamment le contrôle de circulation et le système d'alimentation en énergie, qui nous empêchait de franchir les frontières ». Cette décision devrait entraîner une restructuration de l'industrie ferroviaire européenne, qui comporte trois acteurs principaux : le groupe franco-britannique Alstom, les allemands Siemens et ADtranz (filiale de DaimlerChrysler). D'ores et déjà, Alstom et Siemens ont créé un consortium pour construire ensemble le futur TGV taiwanais. Ils devraient savoir, au début de l'année 2000, si leur projet est retenu par les autorités de l'île.

François Bostnavaron

La privatisation des aéroports en phase de décollage en Europe

LES PRIVATISATIONS d'aéroports s'accroissent. La piste a été ouverte en 1987 par la Grande-Bretagne avec la British Airport Authority (BAA), aujourd'hui extrêmement rentable. Dix ans plus tard, le gouvernement fédéral allemand se désengageait à son tour des aéroports. L'Italie, avec ceux de Rome (ADR), de Milan et de Bologne, prendra le même chemin dès avril 2000 (*Le Monde* du 3 décembre). En novembre, les citoyens du canton de Zurich ont approuvé, lors d'une consultation, le projet de privatisation de l'aéroport de Zurich-Kloten, la plus importante plate-forme aéroportuaire suisse. Début décembre, le gouvernement brésilien annonçait la mise en vente dès 2000, par appel d'offres, de ses 67 aéroports. Ces privatisations prennent différentes formes, par exemple la délégation de service public. Ainsi, Aéroports de Paris

(ADP), par le biais de sa filiale ADP Management, exploite, pour le compte des différentes autorités, des aéroports en Guinée ou au Cameroun.

Pourquoi un tel intérêt ? Selon une étude réalisée par le cabinet Stratorg pour le compte du groupe GTM, le marché de la construction d'aéroports pour la période 1997-2001 était estimé à quelque 700 milliards de francs (107 milliards d'euros). Des chiffres que nombre d'observateurs jugent inférieurs à la réalité en raison de l'émergence de nombreux projets, notamment en Amérique latine. L'augmentation des trafics de passagers reste très soutenue. Pour 1999, l'Association internationale du transport aérien (IATA), qui regroupe l'essentiel des grandes compagnies, prévoit une croissance de 4,5 %. Elle pourrait atteindre 6,3 % en Asie. Sur la base de plus de 3 milliards de

passagers transportés par an et d'une croissance d'environ 5 %, ce sont pratiquement 150 millions de passagers supplémentaires qu'il faudra accueillir tous les ans : c'est trois fois le trafic annuel d'un aéroport de la taille de Roissy-Charles-de-Gaulle.

UNE INDUSTRIE DE LONG TERME

La France, elle, n'est pas entrée dans le processus de privatisation. Pour Jean Fleury, ancien président d'Aéroports de Paris et actuel président de l'Airports Council International (ACI), qui regroupe toutes les plates-formes aéroportuaires, aucun système n'est parfait. Une gestion publique implique que l'Etat est garant de la situation économique, et d'une gestion à long terme.

En revanche, le secteur privé a la réputation d'une gestion dynamique et efficace,

mais à la recherche d'une rentabilité immédiate. L'économie locale n'est pas la préoccupation principale d'un gestionnaire privé. « Les aéroports doivent être dotés d'une autonomie financière et gérés comme des entreprises avec le droit d'entreprendre, peu importe la nature de l'actionnaire pour peu que les bénéfices soient réinjectés », estime M. Fleury.

Mais l'activité aéroportuaire reste une industrie de long terme, et M. Fleury ne cache pas son inquiétude devant l'hypothèse de concessions de trop courte durée. Les investissements en pâtiraient. Pour les professionnels, dix ans sont nécessaires à l'élaboration et à la mise en service d'un aéroport. En cas de retournement de conjoncture, un aéroport peut devenir rapidement surdimensionné, alors que les compagnies aériennes disposent d'une grande souplesse

et revendent des appareils pour s'adapter.

Une étude de la revue *Pratic Export* notait que le schéma américain pourrait être adapté à d'autres pays : une autorité aéroportuaire relevant de la puissance publique chargée des infrastructures de base, et des exploitants privés dont le financement serait assuré par des redevances et des loyers perçus auprès des compagnies. Ces dernières prennent en charge leurs installations sur la base d'une location du terrain à long terme. *Pratic Export* relève que, si ce schéma était transposé en France, les agents de fret et les compagnies aériennes seraient directement impliqués dans le coût de leurs installations.

En échange, ils auraient le libre choix de leurs projets d'implantation.

F. Bn

Les ambitions aériennes de Hochtief, le géant allemand du bâtiment

FRANCFORT

de notre correspondant

Hochtief, le géant allemand du bâtiment, était à la recherche d'une activité moins cyclique : il a créé depuis deux ans une filiale capable de concevoir, construire, détenir et exploiter des aéroports. Hochtief Airport doit devenir à terme le deuxième pilier de l'entreprise d'Essen. « Le management d'aéroport signifie pour nous une rentabilité stable à un niveau élevé et une situation de revenu plus favorable que ce que peut offrir la construction », estime Hans-Peter Keitel, le président du directoire. Hochtief détient depuis 1995 une participation minoritaire au sein du futur aéroport d'Athènes, en cours de construction.

L'idée de se lancer à fond dans ce domaine s'est imposée en décembre 1997, quand le premier groupe de BTP allemand et son partenaire irlandais Aer Rianta ont acquis ensemble 50 % du capital d'un des principaux aéroports allemands privatisés, à Düsseldorf. Celui-ci avait subi quelques mois plus tôt un incendie meurtrier, et l'importance des investissements nécessaires ont accéléré le désengagement partiel de la ville et de la région de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. D'ici à 2001, 1,5 milliard de deutschemarks (767 millions d'euros) sera dépensé pour moderniser le site.

Depuis, Hochtief répond à la plupart des appels d'offres. Dans quinze ou vingt ans, le groupe prévoit de réaliser dans le secteur la moitié de son chiffre d'affaires.

Il escompte une ou deux nouvelles participations par an. Hans-Peter Keitel attend « des privatisations en Europe, en Amérique latine et dans la région Asie-Pacifique ».

CANDIDAT À BERLIN

Pour le moment, la division est encore en phase d'apprentissage. Des deux plates-formes qui constituent le portefeuille du groupe, seule celle de Düsseldorf est déjà en exploitation, Athènes ouvrira en 2001. Hochtief Airport connaît ces derniers mois de gros déboires avec sa candidature pour la construction du nouvel aéroport de Berlin-Brandebourg.

Un énorme contrat, de 5 milliards de deutschemarks (2,5 milliards d'euros), d'ici à 2007. Cet équipement doit remplacer les aéroports de Tempelhof et de Tegel, à l'issue d'un des chantiers européens les plus vastes du début du siècle prochain. Le groupe avait gagné la partie en mars, avant qu'une instruction judiciaire soit ouverte sur les pratiques douteuses de certains de ses cadres. La procédure, invalidée, doit reprendre « le plus rapidement possible », espère-t-on chez Hochtief.

L'entreprise de BTP est aussi candidate à la privatisation partielle de l'aéroport de Hambourg, actuellement détenu par la ville-État. Elle a déposé un dossier avec Aer Rianta, un partenaire qui dispose d'une certaine expérience avec la gestion des aéroports de Dublin et de Cork en Irlande.

Philippe Ricard

HAUSSMANN - ITALIE - NATION

La City de Londres s'emploie à affaiblir l'euro

Avancées par le « Financial Times », les accusations d'interventionnisme du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, dans la fusion ING-CCF ont fait baisser la monnaie européenne

L'euro a connu une nouvelle semaine mouvementée. Mardi 14 décembre, le quotidien financier britannique *Financial Times* a annoncé à sa « une » que l'intervention du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, avait été à l'origine du

retrait de l'offre de rachat de la banque néerlandaise sur le Crédit commercial de France (CCF). Cette information, pourtant immédiatement démentie à Amsterdam, a été mal accueillie par les opérateurs qui y ont vu une nouvelle preuve de l'intervention-

nisme des gouvernements européens et de leur incapacité à accepter les règles de l'économie de marché. L'euro est tombé, mardi soir, jusqu'à 1,0020 dollar, avant de remonter en fin de semaine à 1,02 dollar, après l'annonce d'une amélioration du

climat des affaires en Allemagne au mois de novembre. Certains analystes affirment toutefois que la capacité de rebond de la monnaie européenne est limitée par les perspectives d'élargissement de l'Union à des pays en transition économique

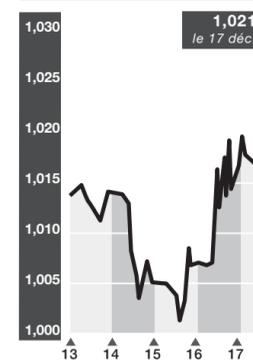
LES OPÉRATEURS de la City de Londres auraient-ils perdu leur sérieux et leur capacité d'analyse ? Les économistes se posent la question après les événements survenus cette semaine sur le marché des changes, qui ont vu « l'interprétation délirante d'un fait imaginaire », pour reprendre la formule d'un d'entre eux, provoquer un repli de l'euro.

A la une de son édition du mardi 14 décembre, le *Financial Times* a affirmé que l'intervention du gouverneur de la Banque de France Jean-Claude Trichet avait contribué au retrait de l'offre de la banque néerlandaise ING sur le Crédit commercial de France (CCF). M. Trichet aurait émis des réserves sur les conditions dans lesquelles la proposition d'ING avait été présentée, incitant les dirigeants du premier bancassurance des Pays-Bas à abandonner leur projet de rachat. Malgré les démentis aussitôt publiés à Amsterdam, les allégations du quotidien financier britannique ont fortement influencé les cambistes londoniens. Ces derniers y ont vu une nouvelle preuve de l'interventionnisme des pouvoirs publics européens et de leur incapacité à accepter les règles de l'économie de marché.

« La une du *Financial Times* fait encore écho d'interventionnisme. Le marché des changes n'aime pas cela du tout », commentait, mardi après-midi, interrogé par l'AFP,

Une semaine mouvementée

COURS DE L'EURO FACE AU DOLLAR



Après avoir fléchi en début de semaine, l'euro s'est repris à la suite de la publication de bons indicateurs économiques en Allemagne.

Jane Foley, analyste sur le marché des changes à Barclays Capital, à Londres. Mardi soir, l'euro est tombé à 1,0020 dollar, avant de revenir, vendredi, à 1,02 dollar, après l'annonce d'une amélioration du climat des affaires en Allemagne.

Faut-il voir dans cet incident une volonté délibérée de la presse britannique d'affaiblir, par tous les

moyens – même celui de la désinformation – l'euro ? Faut-il y voir une preuve d'un complot anglo-saxon destiné à saper l'Union monétaire ? Certains observateurs continentaux en sont persuadés. La naissance de l'euro a eu, de façon paradoxale, pour conséquence d'accroître l'influence de Londres sur l'évolution des marchés financiers européens. La plupart des grandes banques d'investissement en ont profité pour rapatrier à Londres – pour des raisons fiscales – leurs équipes d'économistes qui se trouvaient, avant le 1^{er} janvier 1999, dans chacun des onze pays de l'Euroland. Ce mouvement de personnel a déséquilibré, géographiquement mais aussi culturellement, l'information monétaire disponible sur l'Union. L'analyse du taux de change de la monnaie européenne provient aujourd'hui presque exclusivement de la capitale d'un pays qui lui reste farouchement hostile. Cette situation ne favorise guère l'objectivité et l'impartialité.

MISE EN GARDE

Au cours des dernières semaines, à Londres, l'interventionnisme est devenu la principale clé de lecture des affaires économiques européennes continentales. Depuis que les signes de redémarrage économique se multiplient, ce prétexte pour critiquer l'euro a pris le relais de celui de la faible croissance dans la zone. Au moindre soupçon d'in-

trusion de l'Etat dans la vie des affaires, les opérateurs s'empressent de vendre la monnaie européenne pour acheter du dollar, du yen ou de la livre sterling. Déjà, à la fin du mois de novembre, l'action du chancelier allemand Gerhard Schröder dans le sauvetage du

plus inquiétant est que la nouvelle mode lancée à Londres se diffuse sur le continent. Elle semble même faire fureur à Francfort, où, après les critiques publiques du président de la Banque centrale européenne (BCE) Wim Duisenberg contre M. Schröder, le chef économiste de

Le Trésor dévoile ses deux nouveaux emprunts

Le Trésor français émettra ses deux nouveaux titres de référence au cours du premier trimestre 2000, a-t-il indiqué, vendredi 17 décembre, dans un communiqué. Le nouveau BTAN (bon du Trésor à taux fixe et intérêts annuels) à 5 ans, arrivant à terme en juillet 2005, sera émis pour la première fois le 20 janvier 2000, et la première OAT (obligation assimilable du Trésor) 10 ans, de maturité avril 2010, sera lancée le 3 février 2000. France Trésor ajoute que le programme indicatif de financement de l'Etat pour 2000 sera rendu public le 5 janvier 2000.

Le Trésor français a bouclé son programme d'émissions pour l'année 1999. Depuis le 1^{er} janvier, il a emprunté 35,74 milliards d'euros de BTAN et 42,85 milliards d'euros d'OAT, ce qui correspond aux prévisions annoncées en début d'année.

groupe de BTP Philipp Holzmann et sa mise en garde solennelle à l'opérateur téléphonique britannique Vodafone dans sa tentative de rachat de Mannesmann avaient été sanctionnées sur le marché des changes. Son venus s'y ajouter le rejet par Bercy de l'offre du groupe américain Coca-Cola sur Orangina et, cette semaine, l'interventionnisme supposé de M. Trichet dans une affaire, pourtant, où il ne semble avoir joué aucun rôle. Le

l'institut d'émission Otmar Issing a expliqué que « certaines déclarations dans les milieux politiques ont aussi contribué à affaiblir l'euro ».

La plupart des économistes jugent toutefois artificielle la mise en avant de causes structurelles à la faiblesse de l'euro et à la force du billet vert. Ils observent que l'Europe, à défaut d'être aussi libérale que peuvent l'être les Etats-Unis, l'est un peu plus chaque jour, comme le montre la vague déferlante de privatisations. Ils notent surtout que le billet vert n'est pas exempt de taches, à commencer par le déséquilibre croissant des comptes extérieurs américains : le déficit commercial a atteint un niveau record de 25,9 milliards de dollars en octobre. Le secrétaire d'Etat au Trésor Lawrence Summers lui-même a reconnu lundi, évoquant la situation de l'économie américaine, qu'« il est toujours important de garder à l'esprit que la vie économique comporte des incertitudes et que la complaisance peut être source d'inquiétude si elle conduit à des effets de levier irréalistes, des emprunts ou des prêts excessifs ou des programmes de dépenses exagérés ».

Au-delà des débats idéologiques sur la force respective des économies des deux côtés de l'Atlantique, certains experts commencent à évoquer une nouvelle piste pour expliquer la faiblesse persistante de l'euro. Elle se trouverait dans les perspectives d'élargissement de l'Union à des pays en transition économique. Quel serait aujourd'hui le niveau du billet vert, s'interrogent-ils, s'il avait comme perspective de fusionner, à plus ou moins brève échéance, avec les monnaies de la Colombie, du Pérou et du Paraguay, des pays dont le Pib par habitant est plus de dix fois inférieur à celui des Etats-Unis ?

Marché international des capitaux : rivalités européennes

LES DIVISIONS de l'Europe apparaissent d'autant plus profondes que le succès de sa monnaie commune est évident. Dans sa première année d'existence, l'euro aura rejoint le dollar pour les nouveaux emprunts internationaux contractés au grand jour. Certains spécialistes, chiffres à l'appui, disent même qu'il a servi à libeller un montant plus élevé de transactions. D'autres affirment que finalement le dollar l'a emporté. Les divergences tiennent à des questions de définition. Le débat est ouvert, mais le marché est suffisamment transparent pour montrer à chacun que la place prise par l'euro est très importante. Elle est supérieure à celle qu'occupaient naguère, ensemble, les onze devises européennes qui disparaîtront en 2002 et l'écu qui a déjà disparu.

Impressionnés, de nombreux investisseurs asiatiques et américains commencent ou recommencent à s'intéresser au compartiment de l'euro. Ceux qui s'étaient précipités pour être présents sur cette partie du marché, dès janvier, ont maintenant pansé leurs plaies. Leurs pertes sont sévères s'ils ne se sont pas assurés contre le risque de change et celui lié au taux d'intérêt. Mais ces malheureux ont repris confiance à mesure que la valeur extérieure de l'euro se rapprochait de celle du dollar, prévoyant que le taux de la baisse serait bientôt atteint. D'une façon générale, les investisseurs souhaitent diversifier la composition de leurs portefeuilles de titres. Il leur faudra bien un jour les garnir d'obligations en euros.

En dehors de la question du change, qui demeure déterminante, ces investisseurs étran-

gers s'inquiètent des modalités techniques du marché de l'euro. Certains se rendent compte qu'en Europe, contrairement aux Etats-Unis, il n'y a pas de référence unique, incontestable, à laquelle se mesurent les rendements des emprunts. En Amérique, tout est simple, les valeurs du Trésor des Etats-Unis servent de référence absolue. Chez nous, il y a au moins deux références : les emprunts des gouvernements français et allemand, qui sont utilisés parfois en même temps, parfois seuls, selon les durées. Un emprunteur visant une échéance de dix ans aura tendance à se servir des obligations allemandes. S'il veut lever des fonds pour cinq ans, il mesurera plutôt son affaire aux valeurs du Trésor français. Le choix n'est pas toujours facile à justifier. La logique veut que la référence soit l'emprunt le plus liquide, le plus facilement négociable, celui dont le taux de rendement est le plus bas dans une monnaie donnée.

NOUVELLE DÉCEPTION

Mais il arrive que, pour des raisons politiques, certains emprunteurs ou les banques qui servent d'intermédiaires agissent autrement. Vue de loin, la situation apparaît compliquée, ce qui déconcerte bien des investisseurs. Beaucoup croient que les Etats européens s'entendraient rapidement pour lever des fonds ensemble. Ce serait la solution idéale : elle permettrait d'atteindre des volumes très élevés et donnerait à tous les investisseurs et pour toutes les durées l'assurance que leurs placements seront extrêmement liquides. L'en-

semble des Etats y gagnerait. Mais le traité européen, celui de Maastricht, ne permet apparemment pas d'agir de la sorte dans la mesure où il empêche un gouvernement de l'Union d'assumer les engagements pris par un autre gouvernement. Un tel obstacle pourrait être surmonté si les Etats le voulaient, ce qui ne semble pas le cas. La France et l'Allemagne paraissent bien décidées à suivre chacune leur propre voie, chaque pays étant sûr de ses mérites et souhaitant l'emporter.

Ceux qui, malgré tout, continuent d'espérer qu'il soit bientôt mis fin à cette concurrence, ont subi une nouvelle déception. Les trésoreries des Länder allemands viennent de se réunir pour débattre de la possibilité de confier à leur Etat fédéral le soin d'emprunter pour leur compte. Actuellement, les régions allemandes se présentent en ordre dispersé. Chacune doit servir un intérêt supérieur à celui du gouvernement central. La situation est un peu comparable à celle qui prévaut dans la zone euro, mis à part, bien sûr, l'existence d'un Etat central. Si les Länder s'entendaient pour agir ensemble par le truchement de la République fédérale, chacun y gagnerait : Berlin, parce que ses emprunts seraient plus grands, plus liquides, ce qui l'aiderait à s'imposer en tant que référence, et les Länder auraient moins à déboursier. Mais, là aussi, des obstacles légaux existent, s'ajoutant à des rivalités politiques qui interdiront longtemps encore de parvenir à la solution la plus économique.

Christophe Vetter Pierre-Antoine Delhommais Carole Petit

Les marchés européens nagent dans l'euphorie

A L'EXCEPTION de Tokyo, les grandes places financières internationales étaient de nouveau bien orientées cette semaine. Portées par une nouvelle amélioration de la conjoncture et des perspectives très favorables de croissance pour 2000, les Bourses européennes ont été nombreuses à atteindre de nouveaux plus hauts historiques. L'indice Dax de la Bourse de Francfort a clôturé, vendredi 17 décembre, à un niveau sans précédent à 6 353,90 points. Sur la semaine, il a gagné 4,20 %. A Paris, l'indice CAC 40, qui a pris 0,39 % sur cinq jours, s'est maintenu au-dessus de 5 500 points. Il a terminé mardi à un niveau jamais atteint auparavant, à 5 564,47 points.

Aux Etats-Unis, le marché des actions a connu aussi l'euphorie. L'indice Dow Jones a atteint un record en séance vendredi à 11 383,74 points, avant de rétrograder et de terminer à 11 257,43 points. Sur cinq jours, le

gain est quasi inexistant. En revanche, l'indice composite du Nasdaq, le marché des valeurs technologiques et de croissance, a encore atteint de nouveaux sommets. Vendredi, il terminait sur son 54^e record de l'année, à 3 753,06 points, en hausse de 1,02 % sur la veille. En une semaine, il a engrangé 133 points. Il affiche depuis le 1^{er} janvier une progression de plus de 70 % ! La firme américaine Goldman Sachs n'envisage pas un renversement de tendance sur le marché des actions aux Etats-Unis. Son analyste vedette et l'un des gourous de Wall Street, Abby Cohen, a annoncé ses prévisions pour l'an 2000. Elle estime que l'indice Standard & Poor's 500 devrait continuer de progresser pour se situer en fin d'année à 1 525 points, soit un gain de 8 %. Sur l'indice Dow Jones, elle a fixé un objectif de 12 300 points (+9 %).

Les prévisionnistes français sont

également optimistes pour les marchés européens. CDC Asset Management, la société de gestion appartenant à la Caisse des dépôts et consignations, conseille de favoriser au début de l'an 2000 les marchés boursiers de la zone euro, et notamment la Finlande, la France, l'Italie, l'Irlande et la Suède. Selon le consensus d'Associés en Finance, qui regroupe un échantillon d'une vingtaine de bureaux d'étude de la place, le marché français se trouve toujours à un niveau « raisonnable ». Ces analystes prévoient une hausse de 3,5 % au premier trimestre 2000 et de 7,5 % à la fin du printemps.

EFFERVESCENCE

Au cours de la semaine écoulée, les investisseurs, qui restent toujours friands des valeurs technologiques, ont recommencé à s'intéresser au compartiment des actions cycliques, ces titres qui sont les plus sensibles à la conjonc-

ture. Ils étaient jusqu'à présent plutôt délaissés par les investisseurs. Ceux-ci n'étaient pas encore totalement convaincus de la pérennité de la reprise économique sur le Vieux Continent. Jeudi, l'annonce d'une nette amélioration du climat des affaires en novembre en Allemagne de l'Ouest, suivie vendredi des prévisions de l'Insee (estimant que la croissance en France devrait atteindre 2,8 % en 1999), ont redonné du tonus aux marchés financiers. Le sidérurgiste français Usinor, désormais recommandé par de nombreux analystes, était l'une des actions françaises les plus en vue : en clôture vendredi, elle a affiché un cours record à 19,50 euros. D'autres secteurs étaient très suivis par les investisseurs en Europe cette semaine, principalement celui des valeurs bancaires. A la Bourse de Paris, elles ont été particulièrement entourées, à commencer par le CCF, qui a failli être racheté par l'un de ses action-

naires, l'établissement financier néerlandais ING. Ce dernier ayant finalement abandonné l'idée de déposer son offre, le CCF reste pour le moment avec son tour de table initial : le bancassureur néerlandais ING (qui détient 19,2 % de son capital), la banque belge KBC (en possession de 18,2 %) et l'assureur suisse Swiss Life (dont la part s'élève à 14,6 %).

L'action du Crédit lyonnais était aussi en pleine effervescence après l'annonce, jeudi, de l'entrée de la Société générale dans le capital de la banque à hauteur de 3,8 %. L'action du Crédit lyonnais a fait un bond de 9,24 %, le jour de l'annonce, dans un volume de 2,2 millions de titres échangés (soit 0,68 % du capital). La cotation a même dû être suspendue en cours de séance en raison d'une trop forte hausse. Ce titre constitue la plus forte progression du marché de Paris sur la semaine, avec un gain de 19,44 %, à 39,99 euros. De son côté, le titre

MATIÈRES PREMIÈRES

Repli du maïs

COURS DU MAÏS À CHICAGO

en cents par boisseau



1999 ne s'achève pas exactement comme on l'imaginait. Les grands prêtres du libéralisme se sont fait huer à Seattle, où devait se tenir le nouveau cycle du Millénaire. La vox populi a fait capoter les négociations commerciales et remis à plus tard les débats houleux entre céréaliers américains et européens, qui se reprochent mutuellement les subventions qu'ils s'autorisent chez eux.

L'empoignade américano-européenne a eu lieu sur un autre terrain : celui des organismes génétiquement modifiés (OGM). Alors que des experts canadiens et français ont décidé de s'associer pour faire des recherches conjointes sur les OGM, aux Etats-Unis, l'écologiste Jeremy Rifkin et une coordination d'agriculteurs américains ont tenté un procès à la firme Monsanto pour abus de position dominante sur le marché mondial des semences. Novartis, DuPont, Dow Chemical et Astra Zeneca sont cités pour complicité. « Monsanto, affirme Jeremy Rifkin, a inauguré un nouveau type de contrat, qui fait entrer l'agriculteur dans son réseau et ne lui vend pas la semence, mais lui cède un simple droit d'usage, avec interdiction de réutiliser les semences. » De plus, l'innocuité des OGM sur l'environnement et la santé humaine est loin d'être avérée.

Epargnées par ces tempêtes, les grandes céréales maïs et blé restent stables, voire progressent un peu sur leurs grandes places de cotation. Sur le Chicago Board of Trade, le boisseau de maïs (25,4 kg) gagnait 4 cents en une semaine, pour finir à 190,25 cents. Même tendance pour le blé, à 230 cents le boisseau (27,2 kg). En France, le blé est resté soutenu grâce au bon volume de restitutions accordées par Bruxelles lors de sa dernière adjudication de l'année, à 125,25 euros la tonne, rendu Rouen. Le maïs est resté stable à 131 euros. Pendant que baillaient les apprentis sorciers de la génétique, en 1999-2000, le monde produira 600,72 millions de tonnes de maïs et 584,16 millions de tonnes de blé.

Carole Petit

TOKYO NIKKEI - 0,97% 18 095,12 points	NEW YORK DOW JONES - 0,00% 11 257,43 points	PARIS CAC 40 + 0,39% 5 502,40 points	LONDRES FT 100 - 0,22% 6 724,60 points	FRANCFORT DAX 30 IBIS + 4,20% 6 353,90 points
---	---	--	--	---

Société générale a reculé sur cinq jours de 3,60 %, à 222 euros. Seule la Bourse de Tokyo a souffert cette semaine, victime de prises de bénéfices, jugées logiques par les analystes, après un gain toujours supérieur à 30 % depuis le début de l'année. D'un vendredi à l'autre, l'indice Nikkei a abandonné 0,97 %, pour terminer, vendredi 17 décembre, à 18 095,12 points.

Cécile Prudhomme

Cours de l'action de la Société des lecteurs du Monde le 16 décembre 1999 :

301,61 F
Séance du 16-12-99
* Société des lecteurs du Monde
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris
Cedex 05. - Tél. : 01-42-17-25-01.
Courriel : sdl@lemonde.fr

AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 DÉCEMBRE 1999

SCIENCES Pour se préparer à affronter les possibles effets du bogue de l'an 2000, les pouvoirs publics ont décidé de mettre en place dans les locaux du ministère de l'économie et

des finances une cellule de guet de 50 personnes. ● LA PHILOSOPHIE de ce dispositif relativement léger vise à recueillir, quelques heures avant le passage de la date fatidique, des in-

formations en provenance des pays situés plus à l'Est que la France. ● LES ÎLES du Pacifique seront les premières concernées. Mais il faudra attendre le bilan de la situation en Australie et au

Japon pour décider des actions nécessaires pour éventuellement compléter le plan anti-bogue déjà en place. ● LA MOBILISATION est générale. Pouvoirs publics et entreprises sont

sur le pont. Mais ils estiment qu'il faudra attendre le 3 janvier, quand les grands systèmes informatiques redémarreront, pour connaître les effets réels de l'événement.

Une cellule de crise est créée à Bercy pour contrer le bogue

Grâce aux îles de Wallis-et-Futuna, à la Nouvelle-Calédonie et à l'Asie, la France devrait connaître avec quelques heures d'avance les éventuels effets du passage à l'an 2000. Le ministère de l'économie et des finances centralisera les informations pour engager de possibles ripostes

AU CŒUR du dispositif, la tour de guet installée au premier étage du centre de conférences du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, à Bercy. Là, une équipe d'une cinquantaine d'experts et de techniciens sera chargée de disséquer les effets du bogue de l'an 2000 au cours des vingt-quatre heures fatidiques. La surveillance commencera en effet dès le 31 décembre à midi, lorsque les premières îles du Pacifique, Tonga en tête, basculeront dans la nouvelle année. Certes, il ne s'agira pas encore des centres les plus vitaux de l'activité humaine sur terre. Néanmoins, très vite, la France sera concernée puisque, dès 13 heures, les territoires de Wallis-et-Futuna seront touchés. Puis, à 14 heures, ce sera le tour de la Nouvelle-Calédonie et de Nouméa, première ville française à célébrer le nouvel an et à subir les incartades de son inévitable trouble-fête, le bogue de l'an 2000.

A l'instant précis du changement d'année, le travail réalisé par plusieurs milliers d'informaticiens à partir de 1994, pour les plus prudents, passera à l'épreuve de la réalité. Aussitôt,

le déferlement des informations commencera. Probablement réduit à un mince filet au cours des premières heures, il se transformera en torrent au moment où l'Australie, avant le Japon et l'Asie, sera soumise à la question. Il s'agira alors de réaliser une délicate analyse. Au milieu des mille conséquences de divers festolements qui accompagneront cet événement qu'une partie des habitants de la planète confondent avec le changement de siècle et de millénaire, quels sont ceux qu'il faut mettre sur le compte du bogue ? Comment éviter que ce coupable jugé d'avance ne soit accusé d'être la cause de tous les dysfonctionnements, des moindres perturbations, voire des pires catastrophes qui pourraient émailler cette nuit pas comme les autres ?

Telle est la première mission de la tour de guet internationale installée au sein du Centre national d'information sur le passage à l'an 2000, deux dispositifs dont la mise en place a été demandée par le premier ministre, Lionel Jospin. « Nous devons mesurer l'ampleur réelle des effets du bogue », explique Roland Stutzmann, adjoint de Gérard Théry,

le responsable de la mission pour le passage à l'an 2000. Les experts devront « faire le cheminement inverse » afin de remonter aux causes de chaque événement anormal qui leur sera rapporté. Un travail de fourmi, cette chasse au bogue. Pendant la période précédant le passage de la France elle-même, accompagnée par la quarantaine de pays qui utilisent la même heure, cette tâche aura une valeur d'anticipation.

ÉTABLIR UN DIAGNOSTIC

En observant comment les autres régions du monde se comportent, il sera possible d'établir un diagnostic du degré de sévérité du sinistre informatique. La tour de guet devra également analyser les « modes de malveillance » engendrés par le bogue. Deux éventualités se présentent. Soit les dysfonctionnements restent marginaux, hypothèse la plus probable aujourd'hui, et la validité du dispositif prévu par les pouvoirs publics, les administrations et les grandes entreprises sera confirmée. Soit les dégâts se révèlent plus importants que prévu, et il restera quelques heures au gou-

vernement pour prendre des mesures complémentaires afin de minimiser autant que possible les conséquences des pannes informatiques pour la population. Parmi les inconnues, il faut ajouter la possibilité d'une propagation de virus an 2000 sur Internet. Ces derniers, conçus par des informaticiens en mal de célébrité, pourraient se déclencher automatiquement à minuit.

La France, plus à l'ouest et sur laquelle le Soleil se lèvera plus tard, bénéficiera d'un délai de grâce de douze heures pour peaufiner ses préparatifs. La tour de guet recevra des informations à partir de l'ensemble de ses implantations dans les pays étrangers. Les ambassades et, en particulier, les postes d'expansion économiques sont mobilisés pour transmettre des rapports sur chaque situation locale. A Bercy, les experts feront le tri, l'analyse et la synthèse de ces données. Le Centre national d'information se chargera de diffuser les communiqués auprès des organes de presse.

A partir de minuit, il sera trop tard pour la prévention. La tour de guet se tournera alors vers la France et les pays de sa zone ho-

raire. Sur l'ensemble du territoire national, les réseaux des préfets, de grandes entreprises privées et publiques (EDF, SNCF, Air France, etc.) et d'hôpitaux serviront d'observateurs. Ils transmettront les informations recueillies à Bercy, où le rythme des communiqués s'accélénera. La Grande-Bretagne franchie, le Soleil donnera quelque répit aux guetteurs pendant sa traversée de l'Atlantique. Ensuite viendront le Canada, l'Amérique latine et les Etats-Unis. San Francisco accusant un décalage horaire de trois heures par rapport à New York, il faudra attendre jusqu'à 9 heures, dans la matinée du 1^{er} janvier, pour avoir une idée relativement complète de la situation. Pour autant, même à midi, les choses seront loin d'être terminées.

SURCHARGE DE TRAVAIL

« Beaucoup de pannes auront sans doute d'autres causes, et certaines réellement imputables au bogue resteront invisibles », prévient Roland Stutzmann. Pas question, en effet, d'espérer disposer d'un bilan exhaustif dès le 1^{er} janvier. « C'est à partir du 3 janvier, lorsque les grands sys-

tèmes informatiques se remettent en marche, que l'on pourra juger. » Cela explique la mobilisation générale des services informatiques des entreprises pendant le week-end. Si le fait que le 1^{er} janvier tombe un samedi prive les salariés d'un jour férié chômé, il fait figure d'aubaine pour les sociétés, qui disposent de deux jours pour vérifier que leurs ordinateurs fonctionnent bien au-delà de la date fatidique.

Pour des milliers de personnes en France, le réveil risque d'être plus marqué par la surcharge de travail que par la fête. Avec quelques compensations tout de même. Le personnel de Bercy mobilisé pour la circonstance touchera une prime de 600 francs par vacation de quatre heures. « Une somme identique pour tous », précise Michel Le Clainche, directeur des relations publiques et de la communication au ministère. De quoi se préparer aux véritables festivités du changement de millénaire, à la fin de l'an 2000. Une date qui, cette fois, devrait en principe échapper aux imprévoyances passées des informaticiens.

Michel Alberganti

Facture astronomique pour une bourde microscopique

UNE STUPIDE confusion entre le nombre 2000 et un double 0. Telle est l'unique cause d'un des plus grands sinistres industriels connus. Selon le groupe Gartner, le montant de la facture se situerait entre 300 et 600 milliards de dollars au niveau mondial. Une autre société américaine de consultants (IDC) avance le chiffre de 250 milliards de dollars. A titre de comparaison, le coût de l'opération « Force allié » en Yougoslavie a été estimé à 7 milliards de dollars, tandis que celui de la guerre du Golfe se situerait entre 46 et 60 milliards de dollars.

Les seuls Etats-Unis auront dépensé environ 100 milliards de dollars, selon le département américain du commerce. De telles sommes ont pesé sur les bénéficiaires de nombreuses entreprises. Ainsi, France Télécom a-t-elle dépensé la bagatelle de 1 milliard de francs en affectant 500 personnes au projet pendant deux ans. Au total, 5 000 salariés ont été concernés par le projet an 2000. La SNCF a consacré 300 millions de francs au strict volet informatique du traitement du bogue et 400 millions de francs d'investissement accéléré pour assurer le passage à l'an 2000.

ERREUR DE JUGEMENT

De tels niveaux de dépense expliquent la confiance générale qui règne dans l'ensemble des grandes entreprises. Les incertitudes concernent essentiellement les PME dans les pays occidentaux et le comportement des pays en voie de développement. Tout cela pour une bourde microscopique que l'on ne peut même pas qualifier d'erreur. Si la plupart des informaticiens peuvent plaider non coupables, il n'en va pas de même des services qui les emploient et qui ont négligé de moderniser leurs outils avant qu'il ne soit trop tard pour éviter la sanction financière.

Les programmeurs des années 70 et 80, voulant économiser la précieuse mémoire des ordinateurs de l'époque, ont en effet codé l'année des dates en n'utilisant que les deux derniers chiffres. 1999 devient ainsi 99 et 2000 s'écrit 00. Une astuce qu'ils croyaient sans danger, persuadés que leurs programmes seraient remplacés bien avant l'échéance fatale. Erreur de jugement. Bien des logiciels ont été modifiés au cours des ans sans, pour autant, corriger ce détail.

De ce fait, une partie non négligeable des programmes, estimée à 10 % par des spécialistes, est susceptible de cesser de fonctionner le 1^{er} janvier 2000 à 0 heure, 0 minute et 0 seconde. A cet instant, toutes les opérations effectuées en temps réel et qui prennent en compte la date se révéleront fausses. Un ascenseur, par exemple, pourra décider de se bloquer pour cause d'absence de maintenance depuis plus de quatre-vingt-dix ans. Si la dernière intervention a eu lieu en 1998, le système de contrôle de l'appareil fera l'opération 00 - 98, qui donnera - 98 au lieu de 2.

Deux hypothèses se présentent alors. Soit cette valeur aberrante provoque un blocage informatique immédiat. Soit elle est automatiquement transformée en un nombre positif, 98. Le système en déduit alors que le délai de maintenance qu'il conserve en mémoire, trois ans par exemple, est largement dépassé. Dans les deux cas, l'ascenseur a de forts risques de s'arrêter. Et des millions de systèmes, sur l'ensemble de la planète, se trouvent dans ce cas. Depuis plus de cinq ans, les informaticiens scrutent les programmes pour éliminer les risques de manifestation du bogue. Premiers résultats de leurs travaux début janvier.

M. Al.

La navette Discovery toujours en instance de départ

LE SORT s'acharne sur la NASA. Pour la huitième fois, les responsables de l'Agence spatiale américaine ont dû prendre la décision, dans la nuit du vendredi 17 décembre, de reporter le tir de la navette Discovery à bord de laquelle le Français Jean-François Clervoy et le Suisse Claude Nicollier avaient pris place avec cinq autres membres d'équipage. A quelques heures du lancement, les conditions météorologiques au-dessus de la Floride étaient dégradées qu'il n'était pas question de tenter un décollage. Le plafond nuageux était trop bas pour que l'équipage puisse effectuer en cas de problème un retour d'urgence. Le givre présent en altitude risquait de s'accumuler sur l'engin pendant son ascension et la foudre menaçait.

La NASA qui ne dispose plus en principe pour cette mission de réparation du télescope spatial Hubble (*Le Monde* du 18 décembre) que d'une fenêtre de tir dans la nuit du samedi 18 au dimanche 19 décembre à partir de 2 h 21 (heure française). Mais à en croire un météorologue de l'US Air Force, les prévisions ne sont guère favorables, et les spécialistes se demandent « si le front nuageux centré sur la Floride va se

déplacer vers le nord ou stagner ». Si le tir a lieu dans la nuit de samedi à dimanche, la mission sera écourtée d'une journée et ramenée à huit jours, alors qu'elle était initialement de dix jours. La dernière des quatre sorties dans l'espace prévues pour réparer Hubble n'aura pas lieu. En effet, la NASA, même si elle évoque une ultime tentative de tir pour le dimanche soir, ne veut pas que l'équipage de Discovery passe l'an 2000 en orbite. Question de bogue.

MIEUX, PLUS VITE ET MOINS CHER

Tous ces contretemps ne sont certainement pas du goût des dirigeants de la NASA et du premier d'entre eux, Daniel Goldin, son administrateur qui espéraient avec cette 96^e mission de la navette - la 27^e pour Discovery - redorer à bon compte l'image quelque peu ternie de la célèbre agence spatiale. Malgré quelques brillants succès, la NASA accumule depuis un an les problèmes. Pendant quatre mois et demi, la flotte des quatre navettes américaines est restée clouée au sol : découverte de câblages défectueux ; lignes d'alimentation bosselées ; soudures non conformes. Le précédent report

du tir de Discovery est dû à une de ces affaires de soudure. Certes on ne peut que se réjouir de tels contrôles. Mais depuis la perte, en avril, d'une fusée Titan-IV dont les deux derniers étages n'ont pas voulu se séparer parce qu'on les avait accidentellement liés ensemble, depuis celles, en quelques semaines, des sondes martiennes Mars Climate Orbiter, détruite pour une absurde conversion d'unités, et Mars Polar Lander, disparue en raison de choix que certains qualifient de risqués, les critiques se multiplient.

La politique du « better, faster and cheaper » (mieux, plus vite et moins cher), mise en place par Daniel Goldin pour redresser la NASA, est aujourd'hui contestée par des experts qui soulignent que des réductions de budget trop rapides et des compressions de personnels excessives conduisent à mettre à la retraite des gens porteurs d'une longue expérience et nuisent à la qualité des contrôles. Pour n'avoir pas respecté ces règles, les promoteurs d'Ariane-5, qui vient de faire une entrée triomphale sur le marché des lanceurs, avaient essuyé un échec lors du premier vol du lanceur.

Jean-François Augereau

Oubliez vos problèmes de pellicules.

Dossier complet photo numérique.

WWW.CANALPLUS.FR

Pierre-Marc de Biasi, géologue de la création littéraire

Grâce à l'étude des brouillons de Gustave Flaubert, ce chercheur reconstitue un processus passionnant : la genèse d'un chef-d'œuvre écrit

LE PARCHEMIN est une peau morte sur laquelle on écrit. Il arrive aussi que la peau vivante serve de parchemin, pour qui sait décrypter les signes qui par accident s'y gravent. Il y a comme un idéogramme sur le visage de Pierre-Marc de Biasi, une courte cicatrice mordant sur sa lèvre supérieure. Elle conte l'histoire d'un adolescent de quatorze ans que tout destinait à la chimie. Jusqu'au jour où l'apprenti chimiste élabore, dans un jardin, un composé nommé trinitrotoluène. Un coup de vent... Un rayon de soleil tombé sur l'expérience... Une instabilité, une erreur, une imprudence... Et le TNT explose. Lorsque, quelque temps plus tard, il récupère la vision des couleurs, Pierre-Marc de Biasi lâche la chimie, embrasse littérature et peinture. Début d'un va-et-vient entre art et science qui ne se démentira pas.

Aujourd'hui, l'homme vit entre les livres de son bureau et son atelier de sculpteur-peintre. Pourtant, il est directeur de recherche au CNRS, spécialiste mondiale-ment reconnu de la genèse des œuvres de Flaubert. Géologue de la création romanesque, il analyse les strates successives de la construction littéraire, le subtil et fascinant processus menant de l'esprit qui imagine à la main qui écrit. En se plongeant dans la masse immense des archives, ces ébauches, brouillons, plans, carnets, scénarios, rédactions inédites, notes d'enquête ou de lecture et autres calepins de voyage, Pierre-Marc de Biasi et ses collègues généticiens littéraires de l'Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM) ont l'ambition de reconstituer, de raconter une histoire surprenante, « l'histoire de ce qui s'est passé entre le moment où l'auteur entrevoyait la première idée de son projet et le moment où le texte, écrit, paraît sous la forme d'un livre imprimé ». Pour

qui a déjà vu les incroyables col-lages de Proust ou les mon-strueuses épreuves corrigées de Balzac, l'entreprise a des airs d'aventure.

Aussi curieux que cela puisse paraître, Pierre-Marc de Biasi n'a pas choisi Flaubert. Au contraire. L'écrivain n'a cessé de l'interpeller, de le provoquer. Le premier rendez-vous a lieu peu de temps après l'épisode du TNT. Le jeune de Biasi doit rendre une dissertation sur le roman réaliste. Manuel

Pierre-Marc de Biasi semble suivre le chemin qu'il s'est tracé. Normale sup' et Beaux-Arts en même temps. Une première exposition à Cologne en 1977, intitulée « La Matière du signe », en parallèle à un début de thèse sur le romantisme de la désillusion. « J'interrogeais les années 1850-1870 avec un dispositif critique qui marchait bien. Je m'intéressais à l'utilisation des bêtes dans la littérature en me disant qu'elles avaient un rôle décisif pour dire ce que l'on ne

sur la genèse des *Trois Contes*. Flaubert tient son homme et ne le lâchera plus. En 1984, Pierre-Marc de Biasi abandonne ses travaux de linguistique sur les victimes de traumatismes crâniens pour entrer à l'ITEM. Le chercheur a rattrapé le littéraire. Flaubert est un continent inexploré ? Il le défriche, publie ses *Carnets de travail*, son *Voyage en Egypte*, des éditions revues et corrigées des *Trois contes*, de *Madame Bovary*, de *L'Education sentimentale* et de *Bouvard et Pécuchet*. Pierre-Marc de Biasi se plonge dans les brouillons et les innombrables ratures du grand Gustave pour faire revivre sa machine à créer du sens et donner à son œuvre la dimension qui lui manquait, le temps.

Concevant l'« avant-texte » comme un objet de recherche, susceptible de contrôler l'interprétation critique du texte fini, voire de lui donner de nouvelles pistes de sens, la génétique littéraire s'est dotée d'outils pour classifier et dater ce fouillis de papier, qui pose souvent des problèmes d'identification.

Pour résoudre ces énigmes qui s'apparentent parfois à de véritables enquêtes policières, les chercheurs ont recouru à des techniques pointues : étude des encres, des crayons, des papiers, des filigranes, mais aussi analyse optique. « En combinant un faisceau laser, un hologramme, une caméra digitale, un ordinateur et quelques modèles mathématiques, il est devenu possible de détecter les faux, de déterminer si un manuscrit a été écrit d'un bout à l'autre par la même personne, s'il a été écrit de manière continue ou non, de suivre le vieillissement de la graphie de l'écrivain et de dater, à deux ans près, un manuscrit de manière automatique », explique Pierre-Marc de Biasi.

Quant aux ratures, qui riment si bien avec littérature que, à les entendre, les généticiens les pren-



Pierre-Marc de Biasi, directeur de recherches au CNRS.

draient presque pour des syno-nymes, on en a recensé 1 400 sortes... la moins curieuse n'étant pas la rature « blanche ». « Pour certains écrivains, la rature est une obscénité sur la page. Ils ne peuvent pas raturer. Pour modifier leur texte, ils réécrivent complètement la page. La différence entre les deux versions est la rature blanche... »

Mais, avec l'universalisation de l'informatique, toutes ces rayures, hachures, biffures et le métier de généticien littéraire ne risquent-ils pas la disparition ? « Effectivement, même si beaucoup de romanciers écrivent encore à la main, les outils informatiques finiront par se développer. On travaillera sur les sorties imprimées qui seront l'objet de corrections autographes mais, surtout, on pourrait envisager des traitements de texte enregistrant et conservant les états intermédiaires de ce qui est écrit au lieu de les « écraser » comme c'est le cas actuellement. Des remises à jour automatiques toutes les secondes ne prendraient pas beaucoup de capacité de stockage,

ce qui présenterait l'avantage de classer et dater les différents états du brouillon et de nous éclairer sur les phénomènes de retour en arrière qui sont actuellement très difficiles à évaluer. Par ailleurs, on n'écrit pas de la même façon devant un écran que sur du papier. Dans ce dernier cas, pour éviter les ratures, l'auteur fait un travail intellectuel de préstructuration : on envisage en moyenne une vingtaine de phrases pour n'en écrire qu'une. A l'écran, on ne se pose pas tant de questions puisque l'on sait que l'on pourra faire ce que l'on voudra. Cela pourrait nous donner un enregistrement en temps réel de ce qui se passe dans la tête de l'écrivain. Si les disques durs peuvent être conservés et légués comme le sont les manuscrits, je suis certain que les généticiens du futur auront beaucoup plus de matériel que ceux d'aujourd'hui. »

« Pour certains écrivains, la rature est une obscénité sur la page. Pour modifier leur texte, ils réécrivent complètement la page. La différence entre les deux versions est la rature blanche... »

En attendant d'étudier la rature alphanumérique, Pierre-Marc de Biasi se rend tous les jours dans son atelier. Un de ses sujets préférés ? Le signe... On peut lire, dans ses notes : « L'écriture manuscrite disparaissant progressivement de nos habitudes quotidiennes au profit du traitement de texte, du clavier et de réalisations scripturales entièrement médiatisées par les machines et les réseaux, l'épure du peintre restera peut-être bientôt le seul espace d'accomplissement des anciens gestes d'écriture : un espace de pure jouissance graphique et de performance de la main aux confins du lisible et du visible, où se retrouveraient un sens sacré du signe, une sorte de nouveau hiéroglyphe porteur de la mémoire de l'ancien monde, une mémoire pour demain. »

P. B.

Pierre Barthélémy

Correction d'œuvre

Le retour aux manuscrits permet aussi de corriger des erreurs de transcription qui s'accroissent au fur et à mesure des éditions successives d'une œuvre. Ainsi, dans la première page de *La Légende de saint Julien l'Hospitalier* de Flaubert, lit-on : « On vivait en paix depuis si longtemps que la herse [du château] ne s'abaissait plus ; les fossés étaient pleins d'eau », alors que Flaubert a écrit : « Les fossés étaient pleins d'herbes ».

« Il s'agit d'une erreur d'inattention du copiste auquel Flaubert avait confié son manuscrit, explique Pierre-Marc de Biasi. Flaubert ne l'a pas détectée lors de la lecture des épreuves car il n'était à l'aise qu'avec sa propre écriture. « Plein d'eau » est contradictoire avec le contexte pacifique de la description : le château n'a plus besoin de défenses militaires. C'est d'ailleurs dans ces fossés broussaillés qu'aura lieu une scène décisive de l'enfance de Julien, l'étrangement du pigeon, ce qui est impensable avec des fossés remplis d'eau. C'est pourtant ce qu'ont dû commenter des générations d'écoliers... »

de Lagarde et Michard aidant, il élabore un plan au sein duquel Flaubert, comme cela se concevait alors, n'est qu'une transition entre Balzac et Zola. Par acquit de conscience, il picore *Madame Bovary* et s'aperçoit de sa méprise. Trop tard pour changer le devoir, qui obtient cependant la meilleure note... « J'ai eu honte pour le professeur », se souvient-il encore. 1968, deuxième rendez-vous. « Tout à coup, la réalité – les illusions, l'énergie, la logorrhée – s'est mise à ressembler à l'Education sentimentale... »

Mais la folie de mai retombera et, en ce début des années 70,

pouvait pas dire, notamment sur le plan sexuel. Je me suis donc penché sur *La Légende de saint Julien l'Hospitalier*, où Flaubert met en scène des massacres d'animaux. Et là, mon dispositif ne marchait pas du tout. »

Pour aller plus loin, Pierre-Marc de Biasi consulte les manuscrits des *Trois contes*, dont *Saint Julien* fait partie, et tombe sur les brouillons du recueil, qui n'avaient jamais été étudiés. « J'y ai trouvé des choses si surprenantes que j'ai compris que le texte avait été fait pour déjouer tout dispositif critique. » Exit le romantisme de la désillusion. La thèse portera

Dans la fabrique du maître de Croisset

UN DES PRÉJUGÉS que Flaubert dénonçait dans son *Dictionnaire des idées reçues*, décapante recension des stéréotypes de son époque, consistait – consiste encore ? – à croire que ce que fait l'artiste « ne peut s'appeler travailler ». Après tout, cet écrivain n'a laissé qu'une poignée de romans. Cependant, l'imprimé n'est que la face émergée d'un iceberg de pages. « Je gâche un papier considérable », écrit-il le 3 novembre 1851 à sa maîtresse, Louise Colet, qu'il voit peu à l'époque, tant l'accapare la rédaction de *Madame Bovary*. En 1857, le roman, sa première œuvre publiée, paraît en deux tomes totalisant 490 pages. Les brouillons et travaux préparatoires en comptent 4 700. Ce rapport de un à dix s'avère constant chez Flaubert. Grâce à cette mine de papier gratté à la plume d'oie, les généticiens littéraires ont patiemment reconstitué un processus magique : l'accouchement d'un chef-d'œuvre. Ils ont pu en quelque sorte s'asseoir derrière l'épaule de l'écrivain, parfois entrer dans son cerveau et y décomposer le processus de création.

Depuis vingt ans, Pierre-Marc de Biasi habite dans la fabrique du maître de Croisset. « *Le secret de Flaubert*, confie-t-il, est de commencer par ne pas écrire. Le premier moment de la création est strictement mental. Flaubert se

couche et se livre à une sorte de rêverie dirigée, à un travail d'élaboration des images du flux narratif. Même si le cinéma n'existe pas encore, on peut dire qu'il se fait un film, grâce à cette faculté qu'a l'esprit de construire en images le discours de la langue. Il visionne et revise les scènes en imaginant les décors, les costumes, la couleur des épisodes, etc., jusqu'à ce que les séquences s'enchaînent. » Nourri de lectures et de recherches, ce scénario est enfin couché sur le papier en style télégraphique. Sur quelques pages s'étale ainsi un pense-bête de séquences d'images, un résumé mnémotechnique qui servira de trame à l'auteur.

ULTIME CONDENSATION

Celui-ci entre enfin en rédaction. S'opère un curieux et impressionnant mouvement de dilatation. Chaque fragment du scénario se développe comme un bourgeois qui s'ouvre. L'œuvre enfle d'autant plus que son géniteur la développe dans toutes les directions, même contradictoires. « Flaubert explore dans ses brouillons toutes les virtualités du sens, et le généticien peut ainsi admirer le panorama de presque tout ce que l'auteur a imaginé, explique Pierre-Marc de Biasi. Par ailleurs, il n'y a pas encore d'autocensure. Ainsi, dans l'avant-texte de *Madame Bovary*, la problématique



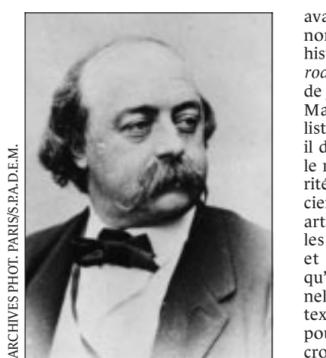
ARCHIVES PHOTO-PARIS.S.A.D.E.M.

A gauche, le brouillon d'une page des « Trois contes » de Gustave Flaubert : le matériau du généticien de l'œuvre.

sexuelle est évidente et s'exprime en des termes très crus. »

Sur le plan matériel, Flaubert rédige sur des pages grand format, avec des marges imposantes et de grands espaces entre les lignes. Il retravaille jusqu'à ce que ces blancs soient comblés. Il enregistre les modifications en les recopiant sur un espace qui occupe maintenant environ deux pages. Et il recommence. Après cinq ou six versions, le texte s'est dilaté presque à outrance.

Le troisième et dernier moment de l'écriture peut commencer. « Flaubert va supprimer 40 % de la masse textuelle dans une phase de



ARCHIVES PHOTO-PARIS.S.A.D.E.M.

condensation, décrit Pierre-Marc de Biasi. Des paragraphes entiers disparaissent au profit d'une phrase, d'un bout de phrase, voire d'un mot. La condensation est parfois extrême : au lecteur de se débrouiller, de poser des hypothèses de sens pour reconstituer ce qui s'est passé. Pour Flaubert, un vrai texte devait être une partition que le lecteur devait interpréter pour se l'approprier. »

Mais tout cela ne peut fonctionner que s'il y a envoiement, charme. D'où une recherche de musicalité qui gouvernait bien souvent le choix du mot. Le fameux mot « juste » devait l'être

avant tout sur le plan musical, et non sur le plan sémantique ou historique. Ainsi, au début d'*Hérodias*, Flaubert évoque les cités de Judée visibles de la citadelle de Machaerious. Il dispose d'une liste mais, dans son énumération, il donne délibérément à une ville le nom d'un torrent, car sa sonorité lui convient mieux. Le romancier, qui se considère comme un artisan, dispose, pour contrôler les assonances, tester le rythme et les qualités musicales de ce qu'il écrit, d'un outil très personnel : le gueuloir. L'écrivain lit son texte à haute voix, le hurle même pour mieux entendre ce qui accroche, considérant qu'un défaut musical indique une imperfection du sens. Cette exigence de fer l'amène parfois à effectuer jusqu'à cinquante versions pour une seule page...

Le 15 avril 1852, Flaubert écrit à Louise Colet : « Quand mon roman sera fini (...), je t'apporterai mon manuscrit complet par curiosité. Tu verras par quelle mécanique compliquée j'arrive à faire une phrase. » Louise Colet ne verra jamais le manuscrit de *Madame Bovary*. Les deux amants vont rompre en 1854, avant qu'il ne soit terminé. Il faudra attendre plus d'un siècle pour que quelqu'un d'autre le rouvre et y découvre le génie en action.

P. B.

Pierre Barthélémy



<http://www.lemonde.fr>

Billetterie : toutes les sorties en France
(théâtre, concert, sport...).

Avec la



Les nouvelles manies de l'automobiliste

Aujourd'hui, la discrétion est de mise, les options ne s'affichent plus et les planches de bord se simplifient

CE SONT des détails apparemment anodins. Des petites choses qui ne sautent pas aux yeux mais qui, mises bout à bout, donnent à voir quelques-uns des changements intervenus dans notre rapport quotidien à l'automobile. Un objet toujours plus performant mais qui n'apprécie plus guère de rouler les mécaniques et se détourne progressivement de certaines de ses manies pour en découvrir d'autres.

On a beau faire et refaire le tour de la nouvelle Citroën Picasso, rien ne permet d'identifier le type de motorisation ou le niveau de finition du modèle, comme sur le coupé Peugeot 406. Seul le pot d'échappement fournit un léger indice. Discrétion assurée, y compris pour l'acheteur du haut de gamme ? La chose est nouvelle. Il n'y a pas si longtemps, on pouvait pratiquement lire à l'arrière des voitures le nombre de soupapes par cylindre et la liste des options, de l'ABS à la climatisation. Désormais, le standing s'expose avec retenue.

Bien dans l'air du temps, ce souci de ne pas afficher son pouvoir d'achat avec trop d'ostentation épouse une forme de tact (teintée d'hypocrisie, diront les plus caustiques) inaugurée par BMW, qui propose en « option gratuite »

d'ôter tout signe distinctif du modèle. De même, il faut évoquer les trésors de discrétion déployés pour atténuer le côté tape-à-l'œil des petites voitures survitaminées. Chez Peugeot, le sigle GTI, jugé par trop connoté, a disparu du catalogue. La 206 S16 succède dignement mais discrètement à la 205 version « petite bombe » des années 80. Quant à la Clio Renault-Sport, elle est bien moins aguicheuse que la R5 GT Turbo. C'est tout juste si l'on remarque ses ailes à peine élargies.

Les attributs traditionnels de la sportivité automobile n'ont décidément pas la vie facile. Ex-acces-

soires indispensables, les projecteurs anti-brouillard se cachent dans les pare-chocs et, trop souvent utilisés à tort et à travers, sont devenus impopulaires. Au grand dam des amoureux de la mécanique, il ne sera bientôt plus possible d'embrasser du regard les entrailles de sa voiture : le capot sera scellé, et seuls les mécaniciens pourront intervenir. « Il s'agit aussi d'une façon de rassurer le client, lui dire qu'il n'aura à se soucier de rien », souligne-t-on chez Fiat. La marque italienne prépare un petit modèle économique doté d'une petite trappe installée au-dessus de la

calandre et permettant de vérifier sans se salir les mains les niveaux d'huile et de liquide de lave-glace. Toutefois, la première à proposer cette très pratique innovation sera l'Audi A2, dévoilée en octobre dernier au Salon de Francfort.

Dans l'habitacle, quelques glissements tout aussi révélateurs sont perceptibles. Le compte-tours, installé depuis plus de quinze ans sur la quasi-totalité des tableaux de bord, n'apparaît plus indispensable. Après la dernière génération de la Renault Espace, la Twingo ou la Fiat Multipla, la Citroën Picasso offre à son tour une planche de bord dépourvue de ce symbole de pilotage flamboyant. Les puristes s'offusqueront de voir disparaître un équipement qui permet de doser le régime moteur avec précision. On leur fera remarquer que la souplesse et le couple des moteurs d'aujourd'hui mettent largement à l'abri des sur-régimes et que le rythme de conduite adopté par la très grande majorité des automobilistes fait du compte-tours un équipement franchement secondaire.

Mais l'intérêt du « sacrifice » du compte-tours est qu'il contribue à libérer l'imagination des designers d'intérieur. Plus aérée, la planche de bord peut dès lors recevoir une instrumentation digitale en atten-



A l'intérieur de la Citroën Picasso, le tableau de bord est sobre, une tablette se déplie à l'arrière du siège passager alors qu'un tiroir glisse sous le siège conducteur.

dant la généralisation des écrans utilisés pour le guidage par GPS. On note sur la Smart ou la Multipla une autre tendance, avec l'apparition de compteurs de vitesse semi-sphériques, aux allures de gros joujou.

Il ne sera bientôt plus possible d'embrasser du regard les entrailles de sa voiture : le capot sera scellé, et seuls les mécaniciens pourront intervenir

Personne, en revanche, ne regrette la myriade d'indicateurs et de jauges diverses qui encombraient les tableaux de bord d'antan et leur tendance à ressembler à un arbre de Noël. Aujourd'hui, on s'en tient généralement à l'essentiel, hormis certaines commandes d'autoradio et de climatisation propres à faire grimper le taux d'adrénaline. L'ordinateur de bord qui fournit en temps réel - c'est parfois déprimant - la consommation de carburant est plus simple d'utilisation.

Enfin, il faut compter avec la furieuse invasion des porte-gobelets, venue des Etats-Unis. Taillés dans la masse, on y dépose n'importe quoi sauf un gobelet. Intégrés dans un mécanisme articulé, ils font sursauter lorsque, par inadvertance, on les fait jaillir de leur cachette. Heureusement, les constructeurs français tentent de faire diversion face à la dictature mondialiste du porte-gobelet. Dans les contre-portes, ils ont parfois creusé un logement où l'on peut glisser une grande bouteille d'eau minérale bien de chez nous.

Jean-Michel Normand

Cette année, personne ne vous en voudra d'avoir attendu la dernière minute pour faire vos achats de Noël.

Coffret Fnac / Bouygues Telecom
avec le Samsung SGH 2200 bi-bande
+ 1 an d'assurance Fnac, 290 F.

Prix valable jusqu'au 31/12/99, dans la limite des stocks disponibles.

www.fnac.com

DÉPÊCHES

■ **RENAULT.** Le RX4, version 4x4 du monospace Scénic, sera commercialisé au mois de mars avec une motorisation 2 litres (140 chevaux) et à partir de 150 000 F (22 868 €). La version diesel, qui recevra le moteur 1,9 litre dCi, sera elle disponible dans le courant de l'année 2000.

■ **AUTOROUTE.** Jusqu'au dimanche 19 décembre et du lundi 10 au dimanche 23 janvier, les usagers du réseau des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (A 5, A 6, A 36) pourront prendre connaissance de leur vitesse moyenne en arrivant au péage. Il leur sera remis un dépliant rappelant les dangers d'une vitesse excessive et comprenant une zone à gratter sous laquelle apparaîtra la vitesse moyenne.

■ **SÉCURITÉ.** En liaison avec la Prévention routière, les centres Midas distribuent gratuitement des tests d'alcoolémie jusqu'au vendredi 31 décembre. « En permanence sur nos routes, 2 % à 3 % des conducteurs sont au volant avec une alcoolémie supérieure au seuil légal. Les nuits de week-end, ce pourcentage est multiplié par dix », rappellent les organisateurs.

■ **ÉDITION.** Les éditions La Vie de la moto publient *Le Guide du collectionneur moto 2000*, qui répertorie les clubs, les musées et une liste de professionnels ainsi qu'une liste de sites Internet consacrés à la moto ancienne. Prix : 45 F, 6,86 €. Renseignements : 01-60-71-55-55.

■ **ÉVÉNEMENTS.** Deux marques américano-allemandes viennent de franchir des seuils de production symboliques au cours des dernières semaines. Le 24 novembre, DaimlerChrysler a fêté la fabrication du huit millionième monospace Voyager et le 2 décembre, la firme Opel, filiale de General Motors, célébrait son cinquante millionième véhicule, une Omega.

■ **PRÉVENTION.** La dixième Echarpe d'or décernée par la Prévention routière aux communes les plus actives dans le domaine des actions préventives contre les accidents de la route a été décernée à la ville de Chelles (Seine-et-Marne). Cette commune a développé l'éducation routière dans les écoles, réalisé cent cinquante aménagements de voirie et mis au point un « plan de déplacement ».

■ **ENVIRONNEMENT.** Après l'opération « Un contrôle antipollution effectué = un arbre planté », Peugeot a financé la plantation de deux mille arbres dans le massif de l'Etoile, près de Marseille, ravagé par un incendie en 1997.

■ **BANDE DESSINÉE.** *Le Sponsor*, la soixante-deuxième aventure du pilote Michel Vaillant, est publié chez Graton Editeur (diffusion Dupuis). Le prix public de cet album est de 53 F (8,07 €).

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 DÉCEMBRE 1999

MUSIQUES DU MONDE
Programmée au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis du 22 au 24 décembre, la onzième édition d'Africolor consacre sa soirée du 23 aux mu-

siques de l'océan Indien. De la Réunion aux Seychelles en passant par Madagascar, la mère nourricière des artistes indo-océaniques, les rythmes et les traditions musicales se sont mé-

lés au fil des siècles, des courants migratoires et des voyages. ● **SOUVENT**, les musiques issues de ce métissage, tourneries sensuelles évocatrices de mélancolie autant que d'hédonisme,

ont su cristalliser les frustrations des peuples insulaires. ● **LE « MALOYA »**, danse de transe originaire de la Réunion, a porté la plainte des esclaves et des Nègres « marrons » avant de de-

venir le moyen d'expression d'une jeunesse contemporaine révoltée. ● **SUR L'ÎLE MAURICE**, le séga dénonce une réalité sociale loin des paradis de carte postale.

Les musiques de l'océan Indien entre conscience poétique et créolité

Pour sa onzième édition, le festival Africolor consacre, le 23 décembre au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, une soirée au « beko » malgache de Senge, au « maloya » réunionnais de Danyèl Waro et au « ndéndzé » du Comorien Soubi

ÉPARPILLÉES sur des millions de kilomètres carrés, les îles de l'océan Indien ont été sur la route de tant de peuples et de voyages qu'elles ont développé la richesse d'un métissage unique. Programmée au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis du 22 au 24 décembre, la onzième édition d'Africolor, festival dédié aux musiques de l'Afrique noire et de l'océan Indien, consacre sa soirée du 23 au beko malgache de Senge, au maloya réunionnais de Danyèl Waro, au ndéndzé du Comorien Soubi. Des styles et des artistes nés de cet inlassable croisement de rites et de rythmes venus d'Afrique, d'Europe, d'Inde, de Chine, d'Indonésie et des pays arabes, ardents défenseurs aussi de la pureté acoustique d'une tradition, pour peu qu'elle contienne suffisamment de transcendance et de vibrations.

Pas facile aujourd'hui d'assumer sa condition de musicien indo-océanique. Des marchés locaux trop étroits et trop peu structurés pour permettre de vivre de son art ne peuvent nourrir des échanges fournis entre des îles aux importantes disparités économiques. Il sera souvent plus aisé – et plus rentable – pour un artiste réunionnais de jouer à Paris, à Berlin ou au Japon que de se produire sur l'île Maurice ou à Madagascar. Quelques initiatives, comme le festival Kréol, organisé fin octobre aux Seychelles, tentent d'exposer les cultures de l'océan Indien. Mais, dans cet espace, c'est la France qui, pour préserver le statut de la francophonie, active avec le plus de moyens la vie musicale « régionale ». Par l'intermédiaire de l'Alliance française et de ses centres culturels, et par la grâce de sa « plate-forme » réunionnaise, lieu de production privilégié pour les musiciens de cette zone.

Les échanges que les professionnels peinent à organiser, la musique les accomplit. Un même rythme – ternaire – a fini par faire danser la plupart de ces pays. Une tournerie sensuelle, d'une variable intensité, évocatrice de mélancolie autant



PATRICK MILLET

Danyèl Waro, musicien réunionnais de « maloya », vit de la fabrication d'instruments de musique traditionnels.

que d'hédonisme. A Madagascar, elle prendra le nom de salegy (prononcer saleg), aux Comores, îles plus marquées par l'héritage arabe et swahili, ce sera le mgodro, ailleurs, et particulièrement dans les Mascareignes, elle sera incarnée par le séga. Dans sa forme primitive, vraisemblablement originaire de Madagascar, le séga rythmait services funéraires, mariages et anniversaires au son brut de la ravane, une percussion en forme de gros tambourin.

Fusionné ensuite aux musiques de salon des colons européens, il a perdu de sa violence et gagné des rondeurs, avant de s'adapter à l'amplification des orchestres de bal, de la variété, du jazz, du rock... Le séga a aussi su cristalliser les frustrations d'une jeunesse victime d'une réalité sociale loin des paradis de carte postale. Sur l'île Maurice, en particulier, des musiciens (comme le groupe Racinetatane) ont marié, dans les années 80, le séga à l'influence du reggae, inventant le seggae, vecteur d'un engagement politique. Au début de cette année, la mort en prison de Kaya, le chanteur de Racinetatane, a déclenché émeutes et pillages dans l'île.

LA MUSIQUE DU PETIT PEUPLE

A la Réunion, c'est le maloya qui aura été le meilleur véhicule de la contestation. Danse de transe, chant incantatoire, le maloya s'est enraciné dans la culture des esclaves et des Nègres « marrons », ces fugitifs réfugiés dans les hauteurs volcaniques de l'ex-île Bour-

bon. Après l'abolition de l'esclavage, en 1848, leurs descendants maintiendront ces traditions. En 1946, la départementalisation de la Réunion va conforter cette marginalisation. Jugé obscurantiste et symbole d'un passé encombrant, le maloya sera officiellement prohibé. Dans les années 70, le Parti communiste réunionnais (PCR) en fait la musique du petit peuple, l'instrument d'une identité enfin revendiquée. On tire de grandes figures (Lo Rwa Kaf, Firmin Viry, Granmoun Lélé) de la semi-clandestinité. Une jeune génération (Danyèl Waro, Ziskakan, Ti Fock) y

verra aussi le meilleur moyen d'exprimer sa révolte. Certains ont matiné leur maloya d'influences séga, reggae, jazz ou rock. Danyèl Waro a choisi de tirer la quintessence d'une base rythmique traditionnelle : roulièr, impressionnant tambour de basse, kayamb, boîte remplie de graines, bobre, arc musical armé à une calebasse, pikèr, bambou frappé de tiges... Cheveux blonds, cœur noir, ce fils de petit agriculteur de lointaine souche bretonne a forgé sa voix de tête en chantant dans les champs pour se donner du courage. Au début des années 70, l'en-

gagement rebelle du maloya autant que sa sensualité décideront de sa vocation. A l'époque, Waro, en jeune militant indépendantiste, refuse de faire son service militaire et passe deux ans dans les geôles de la République. Il y écrit ses premières chansons. « Au départ, explique le chanteur, le maloya était d'abord pour moi une arme politique, un "galet" pour frapper le pouvoir colonial. »

Mais le maloya accède aussi avec Waro à une conscience poétique. Cette musique l'a réconcilié avec son île et sa créolité. « Mon père, militant communiste, a toujours pri-

vilégié une démarche rationnelle. Il fallait planter pour manger, pas pour respirer des fleurs. Le beau, l'artistique, le goût, le jeu étaient superflus. Quand j'ai découvert le maloya, c'est tout cela que j'ai récupéré. Cette musique m'a remis à ma place de Réunionnais, d'humain avec mes besoins de spirituel, de tendresse... Je ne peux pas revendiquer ma négritude, ni ma bretonnité. Je ne suis ni blanc, ni kaf [cafre], ni malbar [Malabars, originaires de l'Inde du Sud], mais tout ça à la fois. Le premier enfant de la Réunion était déjà un bâtard, un mélange. »

Préférant vivre modestement de la fabrication d'instruments de musique traditionnels, Danyèl Waro n'a enregistré qu'une cassette et deux CD (Batarsité et Foutan Fonkèr, Grand Prix de l'Académie Charles Cros 1999) en vingt-cinq ans. Sur scène, cet artiste extatique égale en intensité les plus grands bluesmen, comme l'a prouvé son triomphe aux Transmusicales de Rennes (Le Monde du 5 décembre).

« SOIGNER LES ÂMES »

Sans doute à l'origine du séga et du maloya, Madagascar est la mère nourricière des musiques de l'océan Indien. L'île Rouge fournit une variété de styles comparable aux fameuses dix-huit tribus censées constituer la diversité de sa population. Si, depuis les années 60, les Malgaches ont adapté les tendances occidentales (on se souvient des Surf's, devenues vedettes yéyé en France), ils ont su y intégrer des rythmes locaux, électrifier le salegy.

Ils ont su également préserver l'identité de leurs musiques traditionnelles, réhabilitant les cultures côtières. Volontiers frénétiques, ces danses d'une grande variété musicale sont souvent fédérées par des instruments communs comme le valiha (harpe de bambou), le kabosy (petite guitare), le jejolava (arc musical), l'accordéon ou le lokanga (violon). Autre élément unificateur, l'importance accordée au chant, héritage d'une très forte tradition chorale d'origine protestante et catholique.

Ce « gospel » malgache est l'une des composantes de la musique de Senge. Mais ce groupe d'harmonies vocales formé à Tana tire l'essentiel de son inspiration du répertoire antandroy, une région du sud de Madagascar, surnommée le « pays des épines », régulièrement frappée par la sécheresse et la disette. Sengemana, le leader de ce trio, a longtemps hésité entre la médecine et la musique, entre « soigner les corps et soigner les âmes ». Les genres musicaux qu'il utilise, le beko et le sabo, confondent souvent ces deux fonctions dans la vie quotidienne antandroy, lors des funérailles ou pour chasser le mauvais esprit d'un malade possédé.

Sengemana s'enracine dans les épreuves et les joies journalières des hommes. Quand on lui parle des fusions systématiques de l'océan Indien accélérées par la modernité, ce pédagogue fait écho, sans le savoir, aux obsessions du Réunionnais Waro. « En ces temps de mondialisation, nous essayons de renforcer notre identité musicale plutôt que d'être enfouis sous les influences. »

Propos recueillis par
Véronique Mortaigne

Stéphane Davet

TROIS QUESTIONS À...

PHILIPPE CONRATH

1 La nuit mandingue du 24 décembre reste le temps fort d'Africolor, dont vous êtes le directeur artistique. Pourquoi ?

En 1989, l'idée d'un concert africain à Noël est venue de Jean-Claude Fall, alors directeur du Théâtre Gérard-Philipe (TGP) de Saint-Denis. Très rapidement, les Maliens se sont appropriés la soirée, qui, au départ, se terminait à minuit et demi. Il y avait là des gens en boubous brodés qui n'avaient pas d'argent pour prendre le taxi et partaient à pied. On a eu honte. L'année suivante, on a décidé de prolonger la nuit de Noël jusqu'au premier métro du matin. Le public français – qui vient tôt – est devenu fidèle grâce à

l'ambiance donnée par la présence de la communauté malienne. Personnellement, j'ai découvert la musique dans les bars de Kinshasa, pas sur disque, c'est très différent.

2 Le paysage des musiques dites du monde change-t-il ?

Elles bénéficient des avancées technologiques. Cobalt, le label parallèle à l'association Accent aigou, productrice d'Africolor, a ainsi profité de la multiplication des studios locaux. Le disque du groupe malgache Senge a été enregistré à Tananarive, celui de la Malienne Ramata Diakité à Bamako, celui de l'Erythréenne Faytinga à Asmara. Les artistes changent aussi : il y a dix ans, en Afrique, c'était des paysans qui, le soir, jouaient de la musique. Aujourd'hui, Lobi Traoré ou Nahawa Dumbia mènent des carrières. A part ça, ces musiques sont

étouffées par la surabondance, à l'égal du livre ou du cinéma d'auteur. Un film a une semaine, parfois un mercredi, pour exister, un disque moins d'un mois. Donc, il faut des concerts, des tournées...

3 Les difficultés financières du TGP ont-elles menacé Africolor ?

Le TGP a été sauvé jusqu'au 31 décembre 1999, Africolor se termine le 24... Le TGP ne sera pas en mesure d'assurer sa part de coproduction en 2000 [400 000 francs, 61 000 €, sur un budget de 900 000 francs, 137 200 €]. Mais ni le ministère de la culture, ni le conseil général de la Seine-Saint-Denis, ni la ville de Saint-Denis ne veulent qu'Africolor disparaisse.

Retour en Bosnie

par François Maspero

Du lundi 20 décembre au mercredi 22 décembre

Le Monde
daté 21

Un si beau monde

Galleries à Paris : stéréotypes, consommation, monotonie et ordre social

A GIRL LIKE YOU, galerie Praz-Devallade, 28, rue Louise-Weiss, Paris-3^e. M^o Chevaleret. Tél. : 01-45-86-20-00. Du mardi au vendredi de 14 heures à 19 heures, le samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 décembre.

GUY LIMONE, galerie Emmanuel Perrotin, 30, rue Louise-Weiss, Paris-13^e. M^o Chevaleret. Tél. : 01-42-16-79-79. Du mardi au samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 décembre.

PAUL WINSTANLEY, galerie Nathalie-Obadia, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris-3^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-42-74-67-68. Du lundi au samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 janvier.

Que font les filles d'aujourd'hui, à en croire une vingtaine d'artistes réunis le temps d'une exposition ? Elles se maquillent, elles font la lessive, elles lisent des magazines de mode et, de temps en temps, elles se laissent embrasser. Il leur arrive même de faire de la brode-

rie. Vision bien conventionnelle. Vision évidemment ironique. Les rouges à lèvres ont durci. Les magazines de mode ont pris l'eau. La machine à laver masque une vidéo de Renata Poljak qui parodie le genre *Le Monde du silence*.

UNE BONNE DOSE D'IRONIE

Dans une petite pièce, un diaporama de Boris Achour rappelle cette évidence du monde contemporain : que les femmes riches sont belles – l'inverse n'est pas nécessairement vrai, c'est bien regrettable. Pour séduire, Natacha Lesueur a eu l'idée de se planter dans les cheveux une tranche fine de jambon pliée à l'imitation d'un ceinture, variation sur le thème de l'Andalouse à la Picabia. Rien de tout ceci ne demande à être pris trop au sérieux. Mais l'accrochage est adroitement conçu et la distribution brillante avec, entre autres, et outre les trois artistes déjà cités, Ghada Amer, Valérie Jouve, Véronique Boudier ou Yasumasa Morimura.

La porte à côté, encore rue Louise-Weiss, Guy Limone a tapissé les murs d'images. L'exposition s'appelle du reste « Portraits d'images ». Portraits parce qu'à l'origine il s'agit, en effet, de clichés ordinaires, photos d'identité sans originalité aucune. Mais les visages ont disparu, recouverts par des collages à base de publicités découpées dans des magazines. Il ne reste rien de leur individualité, rien de leur expression. L'anonymat règne, anonymat de la consommation et de la communication contemporaines. Tous semblables puisque tous clients de la grande surface X et tous téléspectateurs de la même émission tout publics. Ils ont perdu tête et regard, ce que les montages de Limone affirment jusqu'à l'évidence. Cette vision de la société, au demeurant parfaitement pertinente, incite médiocrement à la gaieté. Elle serait même plutôt débilite et les toutes petites figurines humaines que Limone colle aussi sur les murs relèvent du même sens de

la dérision. Voici l'homme moderne tel quel.

Et voici les lieux où il est supposé vivre et s'employer, tels que les représente le Britannique Paul Winstanley : géométriques, glacés, sinistres. L'ordre règne dans ces salles de conférence, ces bureaux, ces halls. Le dallage juxtapose ses carrés parfaitement carrés. Les angles sont parfaitement droits, les lignes parfaitement parallèles. La peinture de Winstanley est, comme il se doit, d'une méticulosité irréprochable. Elle affecte la neutralité la plus dépourvue. Il ne se passe rien dans ces espaces vides. Il ne s'y passera jamais rien. Chaque toile se veut un monument au silence et à l'immobilité. L'idée n'est pas neuve, mais elle est ici servie par la froideur d'une facture picturale absolument déshumanisée.

Il n'est pas certain que ces œuvres demeureront toutes dans les mémoires. Mais la cohérence qui les attache est remarquable. Les créatures acéphales de Limone



GUY LIMONE/GALERIE EMMANUEL PERROTTIN

Les portraits sans tête ni regard de Guy Limone.

trouveraient naturellement refuge dans les bâtiments lugubres de Winstanley. Dans cette cohérence, il est tentant de reconnaître un trait caractéristique de notre époque, d'autant que c'est précisé-

ment de l'époque qu'il est question, de façon plus ou moins directe ou détournée, plus ou moins burlesque ou triste.

Philippe Dagen

Au Vieux-Colombier, Hofmannsthal joue sur l'imaginaire du rêve

L'INCORRUPTIBLE, de Hugo von Hofmannsthal. Mise en scène : Philippe Adrien. Avec Alain Pralon, Catherine Ferran, Anne Kessler, Isabelle Gardien, Catherine Sauval, Murielle Mayette, François Beaulieu, Jean-Pierre Michaël.

THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER, 21, rue du Vieux-Colombier, 6^e. M^o Saint-Placide ou Sèvres-Babylone. Tél. : 01-44-39-87-00. Mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h 30 ; jeudi à 19 heures ; dimanche à 16 heures. 65 F à 160 F. Durée : 1 h 45. Jusqu'au 30 décembre.

Hofmannsthal nous invite chez une baronne, dans un château des environs de Vienne, en 1912. Juste avant l'assassinat de l'archiduc, à Sarajevo. Aux manières d'être, désœuvrées, du beau monde qui se retrouve là, les exégètes ont vu parfois les signes avant-coureurs, à la Tchekhov, de la tourmente d'une société et même des désastres qu'allait vivre toute l'Autriche.

Il y a certes des recoupements. Les chevaux manquent, pour aller chercher parents ou amis à la gare, comme chez Tchekhov. Mais ce n'est que du détail ; il semble plutôt que voyant jouer Max Pallenberg, un acteur d'une « inquiétante étrangeté » (Philippe

Adrien, qui met aujourd'hui la pièce en scène, relève ce titre de Freud), Hofmannsthal ait ressenti une démangeaison d'écrire, pour ce phénomène, un rôle.

Pallenberg interprète donc, à la création, Théodore, le majordome du château, vieux serviteur de la famille. Vu du dehors, le scénario nous raconte que Théodore, très collet monté, n'accepte pas que le fils de la baronne, qui passe à quelques jours avec son épouse et ses deux enfants, se soit permis d'inviter, en complément, deux jeunes femmes qu'il a séduites. Théodore va donc manœuvrer pour que les deux « supplétives » reprennent le train le soir même.

« UNE INQUIÉTANTE ÉTRANGETÉ »

Mais voilà : Théodore, « l'incorruptible » comme le baptise l'auteur, pourrait bien être un diable. « Il y a chez cet homme quelque chose d'un Robespierre qui a manqué sa vocation... Satan en personne », écrit l'auteur dans un brouillon. Rien n'est vraiment dit, rien n'est vraiment sûr, mais, à tel ou tel détour du dialogue, il semble que Théodore ait débouché Jaromir, le fils de la baronne, lorsqu'il était enfant, et qu'il ait aujourd'hui, avec le fils de Jaromir, un garçon de quatre ans, des jeux d'une « inquiétante étrangeté ».

Il faut dire « il semble », car le

théâtre de Hofmannsthal n'est pas d'une écoute claire et nette. Ce ne sont pas là des mots, des gestes, saisissables à la va-vite, comme il le faut, au théâtre. Même dans ses indications de jeu, Hofmannsthal oublie les limites de la scène, par exemple il suggère : « Théodore a disposé les affaires sur la table, et s'assure qu'il y a du papier buvard dans le sous-main. » Bon, l'on s'écrivait beaucoup, d'un château à l'autre, autrefois, et l'on séchait l'encre avec du buvard, et l'une des tâches des valets ou des servantes était, pourquoi pas, pour la bonne tenue du service, de changer le buvard des sous-main lorsqu'il était trop barbouillé, mais comment le spectateur de théâtre pourrait-il deviner, de son siège, que notre Robespierre du Danube contrôle le papier buvard ?

Relisons la phrase célèbre : « Nos sentiments, l'amorce de nos sentiments, tous les moments les plus secrets et les plus profonds de notre être, ne sont-ils pas, de la plus étrange façon, accrochés à un paysage, à une saison, à une qualité de l'air, à un souffle ? Tel geste que tu as pour descendre de voiture, telle nuit d'été suffocante, sans étoiles, la senteur des dalles fraîches dans un vestibule, la surprise de l'eau glacée giclant d'une fontaine sur tes doigts : à des milliers de choses terrestres telles que

celles-ci, tout ce qui est toi est lié, tous tes élans, toutes tes aspirations... »

L'odeur de salpêtre de la pierre humide, la petite gifle iodée d'une brise, trois cyprès sur une mer de blé au haut d'une côte, qu'évoque Hofmannsthal, même au cinéma nous ne les avons pas. Moins encore au théâtre. Au théâtre, c'est l'acteur, les gestes et les mots de l'acteur, qui nous atteignent. Le théâtre de Hofmannsthal maintient toutefois sur nous son emprise, par l'ascendant d'un mirage que l'on pourrait dire « idéal », apparenté d'assez près à l'imaginaire du rêve. Marguerite Duras disait : « Presque jamais rien n'est joué au théâtre... tout est toujours comme si... »

L'OISEAU RARE

Alain Pralon interprète, haut la main, l'incorruptible majordome, il est l'un des as tout terrain de la Comédie-Française, éclairé, inventif, subtil, d'un métier d'enfer justement, l'oiseau rare. Autour d'Alain Pralon, un détachement de choc du Français fait mouche à tout coup, Catherine Ferran (la baronne), Anne Kessler (la jeune épouse lucide et ferme), Catherine Sauval et Isabelle Gardien (les deux belles invitées qui vont reprendre le train)...

Michel Cournot

« Aïda », entre guerre du Golfe et « Guerre des étoiles »

AÏDA, de Giuseppe Verdi, livret d'Antonio Ghislanzoni. Avec, en alternance dans les quatre rôles principaux, Georgina Lukacs et Inès Salazar (Aïda) ; Violeta Urmana et Petra Lang (Amneris) ; Franco Farina et Gabriel Sadé (Radamès) ; Marcel Vanaud et Franck Ferrari (Amonasro)... Chœurs du Grand Théâtre et de l'Orfèvre de Sofia, Orchestre de la Suisse romande, Pinchas Steinberg (direction), Francesca Zambello (mise en scène), Alison Chitty (décors et costumes), Wolfgang Göbbel (lumière), Vivienne Newport (chorégraphie). GENÈVE : Grand Théâtre, le 7 décembre. Autres spectacles : les 21, 22 et 29 décembre à 20 heures, les 19 et 26 à 18 heures, le 31 à 19 h 30. Tél. : (00-41-22) 418-21-30. Prix : 145 à 30 francs suisses.

GENÈVE

de notre envoyé spécial
Le rideau se lève sur un bureau où des secrétaires en uniforme s'affairent devant des ordinateurs. Le palais d'Amneris se transforme en un hôpital militaire sur lequel règne la princesse, portable à l'oreille... Cette « modernisation » d'Aïda a déchaîné les protestations du public du Grand Théâtre de Genève, le 7 décembre, soir de la première : sifflets, lazzi et, aux saluts, une belle bronca pour Francesca Zambello et son staff scénique. Certes, le public genevois n'est pas très épris d'originalité. Toutefois, la metteur en scène américaine a recueilli ce qu'elle cherchait. Bien sûr, on comprend ce qu'elle a voulu faire. En remplaçant les lances antiques par des lance-roquettes, les chars égyptiens par des voitures blindées, les casques et cuirasses par des masques à gaz et des combinai-

sons spatiales... elle décline tout les poncifs des conflits actuels, revus par le cinéma et la BD. Son Aïda est un mélange de guerre du Golfe et de *Guerre des étoiles*. Et ces nouveaux clichés, traités sans humour, font encore plus vieux que les anciens.

Passés le triomphe et les trompettes, et Verdi aidant, le calme revient. Voir Aïda chanter les rivières et forêts de son pays appuyée sur le hayon d'un 4 x 4 n'exalte pourtant pas la poésie de l'acte du Nil. Comme l'opéra plonge de plus en plus dans l'intimité, les deux dernières scènes, le jugement de Radamès et la mort des deux amants emmurés, trouvent une sobriété de bon aloi. Il était temps.

Les chanteurs ont eu du mérite à tenir leur rang dans ce charivari. Le trio réuni par le Grand Théâtre de Genève comprenait deux prises de rôle. Le ténor Franco Farina, qui avait déçu en Pollione dans la *Norma* d'Orange (*Le Monde* du 3 août), campe un Radamès conventionnel, mais bien sonnant. La soprano Georgina Lukacs incarne sa première Aïda. La voix est légère, un peu tirée dans les aigus, mais pure. Sa silhouette étonnante de jeune fille contraste idéalement avec la stature de femme mûre de Violetta Urmana, altière Amneris, au timbre grave et prestant. L'Amonasro de Marcel Vanaud pêche par excès de vibrato. Les chœurs genevois et sofiotes sont présents, cohérents, vaillants, et la direction de Pinchas Steinberg sait faire alterner la douceur soyeuse des cordes et les éclats parfois pompiers des cuivres. Le chef s'érige ici en gardien d'un temple que même les missiles de la mise en scène n'arrivent pas à démolir.

Pierre Moulinier

NOUVEAUX FILMS

SEX : THE ANNABEL CHONG STORY

■ Annabel Chong est le nom de scène d'une jeune femme, actrice de films X, qui a un jour battu une sorte de record en ayant des relations sexuelles avec 251 hommes en dix heures. Le film de Gough Lewis se veut le portrait d'un personnage que son « exploit » a transformé en créature d'exception. Comment faire de ce qui oscille entre l'aberration sexuelle et la performance sportive une histoire ? C'est ce que tente le réalisateur en traquant les origines de l'actrice, en multipliant les séquences où les explications, par l'héroïne, d'un tel acte varient au gré des interlocuteurs (pour l'argent, pour être célèbre, pour affirmer le « potentiel sexuel de la femme », etc.). Derrière le souci de transformer en récit cette expérience, se cache une surnoise et antipathique volonté moralisatrice qui trouve sa meilleure expression lors de la scène où les parents d'Annabel Chong apprennent l'exploit de leur fille...

Jean-François Rauger

Film américain de Gough Lewis.

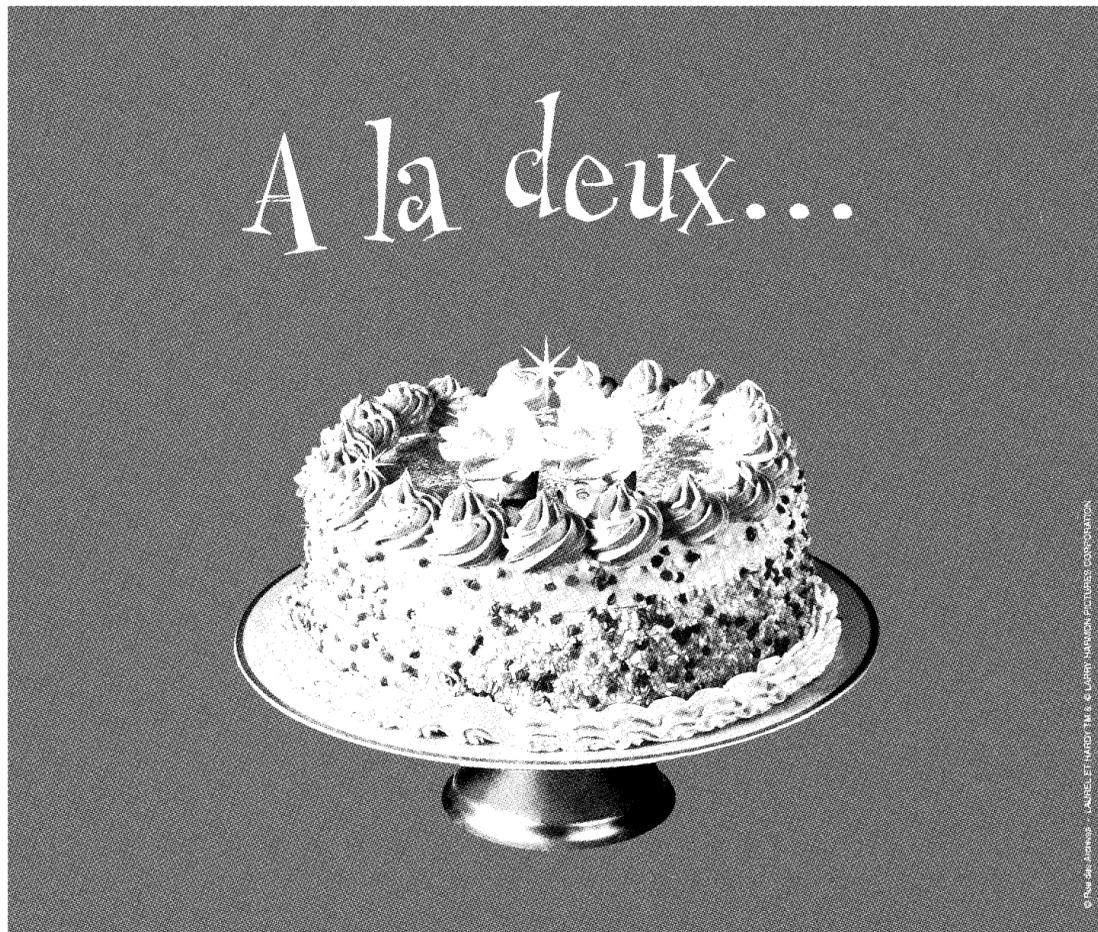
Avec Grace Quek (*Annabel Chong*) (1 h 25.)

GEORGICA

■ Un jeune garçon, muré dans un mutisme que rien ne semble pouvoir changer, est envoyé sur une île déserte où vit un vieil homme, ancien missionnaire en Afrique. Le silence du gamin trouve son contraire dans la logorrhée du vieillard, intarissable sur ces souvenirs et sa vocation. En même temps qu'un scénario d'apprentissage, *Georgica* est donc l'histoire de la cohabitation de deux êtres dissemblables qui apprendront à se connaître. Il faut ainsi prendre son parti d'une histoire où rien ne se passe vraiment, tandis que le système mis en œuvre par le cinéaste apparaît sans véritable mystère. D'interminables séquences, influencées par l'œuvre de Tarkovski, se succèdent, éclairées parfois par tel ou tel plan étonnant, comme celui d'un homme recouvert d'abeilles.

J.-F.R.

Film estonien de Sulev Keedus. Avec Evald Avik, Mait Merek Ullski. (1 h 49.)



26 / LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 DÉCEMBRE 1999

DISPARITIONS

Pierre Faucheux

Un magicien du livre

LE GRAPHISTE Pierre Faucheux est mort jeudi 16 décembre à Suresnes (Hauts-de-Seine) à l'âge de soixante-quinze ans.

Peu connu du grand public, Pierre Faucheux a révolutionné le livre en France, en lui donnant une forme nouvelle. En 1996, un ouvrage qui lui rendait hommage le qualifiait de « magicien du livre ». Sorti de l'Ecole Estienne avec un CAP de typographe, il commence sa carrière en 1942 aux Albums du Père Castor. Deux ans plus tard, il crée des couvertures de livres totalement inédites, comme celles de *Pour en finir avec le jugement de Dieu* d'Antonin Artaud, chez K éditeur, des *Epiphanies* d'Henri Pichette ou de *Paroles* de Jacques Prévert.

Auparavant, c'était généralement les imprimeurs qui choisissaient les caractères, sur les recommandations d'éditeurs souvent peu soucieux de l'aspect des livres. « *C'est dans cette*

grisaille ambiante qu'apparurent les premières couvertures dessinées par Pierre Faucheux pour les éditions K et pour La Hune. Ces typographies vivantes, parfois insolentes et d'une saine barbarie, me firent l'effet d'un coup de tonnerre», souligne Massin, l'autre grand graphiste du livre, qui rend hommage à son maître dans un article de *L'Édition française depuis 1945* (Éditions du Cercle des libraires). « *Pierre Faucheux, explique-t-il, c'était le refus de la facilité, le dédain de l'illustration figurative au profit de l'icongraphie, de l'image-document (...)* et enfin un mélange de rigueur et de fantaisie – le mariage de la liberté et de la règle qu'on retrouve dans les créations du baroque. »

Les deux hommes vont travailler ensemble au Club français du livre, dont Pierre Faucheux devient responsable artistique en 1947. Il donne au graphisme ses lettres de noblesse en privilégiant, selon ses propres

termes, « un choix intransigeant des caractères, une exigence de lisibilité » et une réelle fantaisie. Pierre Faucheux est considéré comme le « véritable créateur du livre-club », qui a provoqué « un réel électrochoc graphique », selon les auteurs de *L'Édition française depuis 1945*.

ÉGALEMENT ARCHITECTE

Il rejoint ensuite son ami Bernard Gheerbrant au Club des libraires de France, avant de participer aussi au Club de l'honnête homme. Pierre Faucheux réalise l'habillage des œuvres complètes d'Apollinaire, de Sade, de Balzac, et joue un rôle déterminant dans l'aventure du livre de poche. Il travaille également pour Pauvert, Losfeld, Balland. Hachette, Nathan, Le Seuil et réalise la maquette de l'*Encyclopaedia universalis*. Il voulait donner, « par le choix d'un caractère, une disposition typographique, une maquette, des images

domnant le sens de ce qui allait être imprimé ».

Pour *L'Arrache-cœur*, de Boris Vian, il déchire des lettres dans du papier photographique noir ; pour un livre sur Hitler, il utilise un fond de carton ondulé symbolisant la tenue des déportés, avec pour seule couleur un croix gammée rouge ; pour *Exercices de style*, de Queneau, il réalise une véritable composition typographique, avec des pages entières d'onomatopées, jouant sur les différentes forces de caractère.

Marqué par Le Corbusier, Pierre Faucheux était aussi architecte. Il avait ainsi aménagé l'intérieur du Musée d'art moderne de la Ville de Paris et participé au projet du quartier des Halles. Il a résumé le sens de son travail dans le titre de son livre de souvenirs, paru chez Laffont en 1978 : *Ecrire l'espace*.

Alain Salles

Marcel Remacle

L'auteur du « Vieux Nick »

LE DESSINATEUR belge Marcel Remacle, auteur des aventures du *Vieux Nick*, est mort jeudi 16 décembre. Il était âgé de soixante-treize ans. Comme Franquin (*Gaston Lagaffe*), Will (*Tif et Tondu*) ou encore Maurice Tillieux (*Gil Jourdan*), Marcel Remacle fut l'un des fleurons de « l'Ecole de Marcinelle » – celle du journal *Spirou* et des « gros nez » – concurrente et sœur de celle de Hergé, Jacobs, Bob de Moor, etc., qui naquit dans les pages de *Tintin*.

Né le 16 janvier 1926 à Namur (Belgique), Marcel Remacle a connu des débuts difficiles. Il plaçait des dessins humoristiques dans différents journaux belges comme *La Dernière Heure*, *Le Moustique* (un hebdomadaire des éditions Dupuis, éditeur de *Spirou*), *L'Ane roux* ou le journal satirique *Pourquoi pas ?* En 1956, Marcel Remacle entame vraiment sa carrière en entrant comme lettreur aux éditions Dupuis. Il des-

Y.-M. L.

■ **MANUEL TITO DE MORAIS**, un des trois fondateurs du Parti socialiste portugais (PSP), qui fut aussi président de l'Assemblée de la République (Parlement) en 1983 et 1984, est mort d'une crise cardiaque mardi 14 décembre, à Lisbonne, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Né en 1910, Manuel Tito de Morais se lance dans la lutte antifasciste à seize ans. Il participe en 1945 au Mouvement d'unité démocratique (MUD) qui fédère l'opposition au régime salazariste et est incarcéré à plusieurs reprises avant de s'exiler en Belgique, en France et au Brésil. Il participe en 1963 au 1^{er} congrès du Front patriotique de libération nationale et se fixe à Alger. En 1964, à Genève, Tito de Morais fonde, avec Mario Soares et Francisco Ramos da Costa, l'Action socialiste portugaise (ASP), qui devient le PSP en avril 1973. Après la « révolution des œillets » du 25 avril 1974, Tito de Morais est élu à l'Assemblée constituante, puis fait partie du gouvernement comme secrétaire d'Etat à l'emploi. Vice-président de l'Assemblée de la République de 1977 à 1983, puis président de 1983 à 1985, il renonce à la députation en 1989 pour marquer son opposition à la révision de la Constitution. Manuel Tito de Morais était président d'honneur du PSP depuis 1993.

■ **PETR LÉBL**, l'un des metteurs en scène tchèques les plus brillants de la décennie, est mort dimanche 12 décembre sur la scène du théâtre Na Zabradii (« Sur la balustrade ») dont il était le directeur artistique ; il s'est suicidé à l'âge de trente-quatre ans. Malgré sa carrière écourtée, il aura marqué le théâtre tchèque par son talent et son imagination, son originalité et son perfectionnisme. Hypersensible et poursuivi par le doute, Petr Lébl était un homme discret très apprécié des comédiens. Né à Prague le 16 mai 1965, il n'avait pas été admis à la FAMU, l'école des cinéastes tchèques, « pour manque de talent », avant d'être accepté en 1986 à la DAMU, l'école d'art dramatique, qu'il a très tôt abandonnée. Ses prestations comme auteur, acteur, metteur en scène et décorateur à la tête d'une troupe amateur l'ont révélé à la critique. Après la chute du communisme en 1989, il a rejoint le théâtre professionnel et en 1993 le prestigieux théâtre Na Zabradii – la scène du dramaturge-président Vaclav Havel –, où il a réalisés une dizaine de mises en scène. Spécialiste de Tchekhov, il a reçu à deux reprises le prix Alfred Radok (le Molière tchèque) pour *La Mouette* et *Ivanov*. Petr Lébl avait été invité à monter un spectacle au Festival d'Avignon en juillet 2000.

AU CARNET DU « MONDE »
Naissances
– Anne-Marie CALMEIL, Stéphane JANDER,
ont la joie d'annoncer la naissance, le 15 décembre 1999, de
Éléonore ,
13, rue du Bouloï, 75001 Paris.
– Pour ses grands-parents Chantal et Gérard MICHELON ,
Raphaël , trois ans, chez
Thierry et Florence MICHELON , Rennes,
a le grand bonheur d'annoncer la naissance de ses cousins,
Sarah ,
le 19 novembre 1999, à Paris, chez Carole MICHELON et Nicolas CADOT ,
et Enguérand ,
le 16 décembre 1999, à Abidjan (Côte d'Ivoire), chez Hajni et Patrick MICHELON .
Bisous... bisous... bisous...
Rue Mère-d'eau-des-Gonthards, 26540 Mours-Saint-Eusèbe.
Anniversaires de naissance
– Chartres.
19 décembre 1979-19 décembre 1999.
Vingt ans,
Aurélien .
« Le Monde » est à toi.
Jacques et Maman.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– 19 décembre 1922, à Chazilly.

Bon anniversaire,
Papa , intelligent, travailleur, sensible, modeste.
Puissent tes collègues en imperium plus souvent te ressembler !
Ton fils cadet.

Félicitations

– Bravo,
Vincent !
Tu es notre fierté et notre joie.
Nos vœux les plus affectueux pour ta vie future.
Tes parents qui t'aiment.

Décès

– M^{me} Henry Bolle, son épouse, Annette et Paul Backer, sa fille et son gendre, Le docteur et M^{me} Albert Manouvrier, M. Claude Toupense, Le docteur et M^{me} Franck Manouvrier, M^{me} Pascale Manouvrier, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Henry BOLLE, ministre plénipotentiaire, agrégé de l'Université, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre du Mérite,

survenu le lundi 13 décembre 1999, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

<i>« Ne crains point, crois seulement. »</i>
Cet avis tient lieu de faire-part.
84220 Gordes.

– La Société Paul-Cézanne et Sauvegarde-Bibémus ont la tristesse de faire part du décès de

Louis FREY, 2800, chemin de Bibémus, 13100 Aix-en-Provence.

– M^{me} Jacques Lieury, son épouse, Daniel et Christiane Bucheton, son gendre et sa fille, Antoine et Frédéric, ses petits-enfants, Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques LIEURY, chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 17 décembre 1999, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 21 décembre, à 9 h 30, à Saint-Bernard de Montparnasse, 34, place Raoul-Dautry, Paris-15^e (sous l'horloge à gauche de la façade de la gare Montparnasse).

25, avenue Bosquet, 75007 Paris, 32, rue Washington, 75008 Paris.

– Le président et les membres du comité français de l'Institut Weizmann ont la tristesse de faire part du décès de

Meyer OHANA, membre d'honneur de l'Institut Weizmann,

et expriment leurs plus sincères condoléances à son épouse et à sa famille.

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
<i>Parution lundi daté mardi</i>
► TARIF ABONNÉS : FORFAIT 5 LIGNES (26 caractères ou espaces par ligne)
2 Parutions : 430 F TTC / 65,55 €
4 Parutions : 600 F TTC / 91,46 €
100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.
- Bouclage vendredi 12 h. -
☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

Anniversaires de décès
– Le 19 décembre 1998,
Michèle BAURIN
nous a quittés.
<i>« Celle qui m'appelant, me laissera m'en aller. Restant derrière moi, comme si elle était toutes les femmes. »</i> Rilke
– Il y a un an, à quelques jours de Noël,
Georges MIRAT
nous quittait.
Vous qui l'avez connu, estimé et aimé, ayez une pensée pour lui.
– Il y a seize ans, le 20 décembre 1983, disparaissait
Pierre PIEUCHOT .
Une pensée de Son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants.

<i>spécial</i>
★
AN
★
Fêtez le nouveau Millénaire dans le carnet
tarif: 83 F TTC la ligne
01.42.17.39.80

– En souvenir du
docteur vétérinaire Jean WILLEMIN ,
qui nous a quittés le 20 décembre 1959, à Rémalard (Orne).
Quarante ans déjà...
Avis de messe
Pierre OLRY
nous a quittés il y a un an.

Son souvenir sera évoqué au cours de la messe célébrée le mercredi 22 décembre 1999, à 17 heures, à l'oratoire de l'hôpital du Val-de-Grâce, 74, boulevard de Port-Royal.

Conférences
CONFÉRENCES DE L'ÉTOILE : « Les paraboles de Jésus », avec A. Houziaux et L. Pernot, pasteurs.
Cinq mardis de suite, à 12 h 30.
Etude biblique, prédication, débat.
Le 4 janvier : Le fils prodigue. Le 11 janvier : Les talents. Le 18 janvier : Le Bon Samaritain. Le 25 janvier : Le semeur. Le 1 ^{er} février : Les ouvriers de la onzième heure.
Temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17 ^e . Libre participation aux frais.

Chaque mardi avec
Le Monde DATÉ MERCREDI
retrouvez
LE MONDE INTERACTIF

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 17.10** Le Monde des idées.
Thème : Le nouveau capitalisme.
Invités : Luc Boltanski ; Erik Izraelewicz. **LCI**
- 21.00** L'Enfance en musique. **Forum Planète**

MAGAZINES

- 19.00** T.V.+. **Canal+**
- 19.00** Histoire parallèle. Semaine du 18 décembre 1949. **Arte**
- 19.00** Recto Verso. Robert Hossein. **Paris Première**
- 21.00** Betty Boop Confidential. **Muzzik**
- 21.05** Thalassa. **TV 5**
- 22.15** Envoyé spécial. Kung-Fu Business. Disparus : les enfants du silence. Huit questions sur le siècle. **TV 5**
- 23.10** Les Trophées de la mode et de la beauté 1999. **TF 1**
- 23.15** Tout le monde en parle. Invités : Kad et Olivier ; Anne Parillaud ; Frédéric Mitterrand ; Fabrice Tiozzo ; Michel Delpech ; Malorie Nataf ; Yann Andreat ; Jean-Luc Melançon. **France 2**
- 23.20** Metropolis. **Arte**
- DOCUMENTAIRES**
- 20.30** Un siècle pour le meilleur et pour le pire. [7/13]. **Planète**
- 20.45** Série noire au Crédit Lyonnais. [5/6]. L'heure des comptes. **Histoire**
- 21.00** Le Rêve américain. [2/5]. **Odyssee**

Le Monde TELEVISION

FRANCE 3

20.55 Dessine-moi un jouet
Un joli conte pour enfants, et pour adultes, signé d'Hervé Baslé, qui réalisa notamment *Le Grand Bâtre*. Ici, c'est l'univers de l'industrie du jouet, dans le Jura, sur fond de montée de la conscience ouvrière. Roland Blanche y joue son dernier rôle, celui d'un père qui fabrique des quilles que Louis, son fils, transforme en poupées de bois pour plaire à Marie, la jeune fille qu'il aime.

- 21.55** Les Oubliés de la Libération. [2/3]. Ceux des barricades. **Odyssee**
- 22.20** Un siècle de mémoire ouvrière. [5/5]. **Histoire**
- 22.25** L'Aventure humaine. Tezkar, un pacte de mémoire en Ethiopie. **Arte**
- 23.00** Pierrot et les acrobates. **France 3**
- 23.10** Hospital. **Planète**
- 23.45** Nathalie Sarraute. [5/6]. **Histoire**
- 23.55** Making of Terminator 2 en 3D. **13^{ème} RUE**
- 0.05** Histoires de la mer. [2/13]. **TMC**
- 0.20** Music Planet. Radiohead. **Arte**
- 0.25** Un siècle d'écrivains. Amadou Hampaté Bâ. **France 3**

SPORTS EN DIRECT

- 20.00** Football. D1 : Marseille - Lens. **Superfoot**
- 20.30** Basket-ball. Championnat de Pro A (15^e journée). Strasbourg - Limoges. **Pathé Sport**
- 22.00** Equitation. Coupe du monde. **Eurosport**

DANSE

- 0.00** Les Grands Pas de deux. Ballet. Réalisation de Carl Simons. **Mezzo**

MUSIQUE

- 20.30** Orphée aux enfers. Par l'Orchestre et les Chœurs de la Monnaie, dir. Patrick Davin. **Mezzo**
- 22.35** Simple Minds. **Paris Première**

FRANCE 2

23.15 Tout le monde en parle
Diffusé en seconde partie de soirée, un magazine branché d'actualité, conçu et animé par Thierry Ardisson et son acolyte dont on ne sait encore si elle n'est que tâtée, l'ex-mannequin Linda Hardy. Une star sert de prétexte à des sujets d'actualité, des livres, des films, le « Ardview »... Du sel et du poivre pour une émission qui brille de plus en plus dans la nuit de l'Audimat.

- 23.00** James Carter. **Muzzik**
- 23.20** Offenbach par Phillips et Pidoux. Lors des Flâneries musicales. **Mezzo**
- 23.45** Monsieur Choufleuri. Œuvre d'Offenbach. **Mezzo**

VARIÉTÉS

- 20.05** Les Coups de cœur d'Alain Morisod. Spécial Noël. **TSR**

TÉLÉFILMS

- 20.45** Champagne Charlie. Allan Eastman [1/2]. **Arte**
- 20.50** Dans un grand vent de fleurs. Gérard Vergez [5/7]. **Téva**
- 20.55** Dessine-moi un jouet. Hervé Baslé. **France 3**
- 22.25** Dans un grand vent de fleurs. Gérard Vergez [6/7]. **Téva**

SÉRIES

- 20.00** Ally McBeal. Angels and Blimps (v.o.). **Téva**
- 20.40** H. Une histoire de coupable. **O. Canal+**
- 20.50** Le Caméléon. Compte à rebours. **M 6**
- 22.05** New York Police Blues. Raphaël descend aux enfers. **Canal Jimmy**
- 22.20** New York District. Un enfant béni. Un acte malheureux. **13^{ème} RUE**
- 22.40** Profiler. Secret de famille. **O. M 6**
- 23.45** Oz. Tribus ancestrales (v.o.). **Série Club**

FRANCE 3

0.25 Amadou Hampaté Bâ
Tout porte à croire qu'il est né en 1900, et qu'il fait donc partie des « *filis aïnés du siècle* ». Mort en 1991, Amadou Hampaté Bâ, d'origine peule et bambara, étudia à l'école des Blancs sans pour autant se déculturer. Poète, linguiste, historien, ethnologue, sociologue, ce conteur qui fut le « rapporteur » de la tradition orale africaine est un peu à l'étrroit dans ce trop court « Siècle d'écrivains ».

DIMANCHE 19 DÉCEMBRE

FRANCE 3

- 20.30** Oratorio de Noël, trois cantates, de Bach. Par le Centonus Musicus de Vienne et le Tolzer Knabenchor, dir. Nikolaus Harnoncourt. **Mezzo**
- 22.00** Concert de Noël. Bach par Herreweghe. Par le Collegium Vocale, dir. Philippe Herreweghe. **Mezzo**
- 22.40** Lester Bowie. Lors du festival de jazz à Vienne, en 1995. **Paris Première**
- 23.25** Carlinhos Brown. Lors des Francofolies de La Rochelle, en 1997. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

- 19.25** Joseph Balsamo. André Hunebelle [7/7]. **Festival**
- 20.40** Champagne Charlie. Allan Eastman [2/2]. **Arte**
- 20.50** Dans un grand vent de fleurs. Gérard Vergez [7/7]. **Téva**
- 22.15** Une mère comme on n'en fait plus. Jacques Renard. **TV 5**
- 23.20** L'Auberge des plaisirs. Joe D'Amato. **O. M 6**
- 23.50** L'Enfant des Terres blondes. Edouard Niermans. **Festival**

COURTS MÉTRAGES

- 22.20** Chambre 13. Tuez-moi. Eric Valette. **O. 13^{ème} RUE**

SÉRIES

- 19.05** Happy Days. Bienvenue Roger. **Série Club**
- 19.05** New York Undercover. L'ange exterminateur. **13^{ème} RUE**
- 20.15** Les Ailes du dragon. Les anges gardiens. **Arte**
- 20.15** Friends. Celui qui avait dit Rachel. **RTL 9**
- 20.20** Sex and the City. Un lit pour trois (v.o.). **Téva**
- 20.45** The Practice. Un métier honorable. **Série Club**
- 20.50** Le Caméléon. La beauté cachée. **RTBF 1**
- 20.55** Cold Squad, brigade spéciale. Salty Cheever. Rita Brice. **France 3**
- 22.30** Homicide. Coexistence. **RTBF 1**
- 22.35** Oz. Tribus ancestrales (v.o.). **Série Club**
- 22.55** Star Trek, Voyager. Le droit chemin (v.o.). **Canal Jimmy**
- 23.30** Le Dammé. Repentance (v.o.). **Série Club**
- 23.40** Star Trek, Deep Space Nine. Le plan des prophètes (v.o.). **Canal Jimmy**
- 0.25** Du rouge à lèvres sur ton col. (v.o.). **Canal Jimmy**

FRANCE 3

0.05 Lolita ■■■
Réalisée en 1963 en Grande-Bretagne par Stanley Kubrick, cette adaptation du roman de Nabokov frisa le scandale, mais le personnage de sa Lolita, plus âgé que dans le roman, le désamorça. James Mason est formidable dans le rôle de cet homme de lettres que sa maturité n'empêche pas de tomber amoureux d'une gamine de douze ans et demi, cabotine et séductrice, jouée par Sue Lyon.

FILMS

- 15.00** L'assassin habite au 21 ■■
Henri-Georges Clouzot (France, 1942, N., 80 min). **Cinétoile**
- 16.10** L'Ennemi public ■■■
William A. Wellman (EU, 1931, N., v.o., 80 min). **Ciné Classics**
- 16.20** Quality Street ■■
George Stevens (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 85 min). **Cinétoile**



COLLECTION CHRISTOPHE L.

- 17.45** A cause, à cause d'une femme ■■
Michel Deville. Avec Mylène Demongeot, Jacques Charrier (France, 1962, N., 105 min). **Cinétoile**
- 23.00** Les Nerfs à vif ■■
Jack Lee Thompson (EU, 1962, N., v.o., 110 min). **Ciné Classics**
- 23.00** La Mort aux trousses ■■
Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1959, 135 min). **Ciné Cinémas 1**
- 23.20** Le Falloquet ■■
Michel Deville (France, 1986, 90 min). **Cinétoile**
- 0.35** Michael Collins ■■
Neil Jordan (Etats-Unis, 1996, v.o., 130 min) **O. Ciné Cinémas 3**
- 0.50** Le Désordre et la Nuit ■■
Gilles Grangier (France, 1957, N., 95 min). **Ciné Classics**
- 2.25** Les Comédiens ■■
Juan Antonio Bardem (Espagne, 1955, N., v.o., 95 min). **Ciné Classics**
- 2.25** L'Idéaliste ■■
Francis Ford Coppola (EU, 1997, v.o., 135 min). **Cinéstar 2**
- 2.25** Les Amants du Capricorne ■■
Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1949, 115 min). **Ciné Cinémas 2**
- 3.15** Les Désaxés ■■
John Huston (EU, 1961, N., v.o., 120 min). **Cinétoile**
- 4.05** Le Nom de la rose ■■■
Jean-Jacques Annaud (Fr. - It. - All., 1986, 125 min) **O. Cinéfaz**

FILMS

- 13.05** Le Désordre et la Nuit ■■
Gilles Grangier (France, 1957, N., 95 min). **Ciné Classics**
- 18.40** On ne vit que deux fois ■■
Lewis Gilbert (GB, 1966, 115 min). **Cinéfaz**
- 20.30** Le Médaillon ■■
John Huston (EU, 1946, N., v.o., 90 min). **Ciné Classics**
- 20.30** Lacenaire ■■
Francis Girod (France, 1990, 125 min). **Ciné Cinémas 1**
- 21.05** Tout le monde dit I Love You ■■
Woody Allen (EU, 1996, v.o., 100 min) **O. Ciné Cinémas 3**
- 21.15** Le Magicien d'Oz ■■
Victor Fleming (Etats-Unis, 1939, 100 min). **Cinétoile**
- 22.00** L'Ennemi public ■■
William A. Wellman (EU, 1931, N., v.o., 85 min). **Ciné Classics**
- 22.30** Sous le soleil de Satan ■■■
Maurice Pialat (France, 1987, 95 min). **Cinéstar 2**
- 22.35** Prince Valiant ■■
Anthony Hickox (All. - GB, 1997, 90 min) **O. Ciné Cinémas 2**



COLLECTION CHRISTOPHE L.

- 0.05** Lolita ■■■
Stanley Kubrick. Avec James Mason, Shelley Winters (GB, 1962, N., v.o., 155 min). **France 3**
- 0.05** L'Idéaliste ■■
Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1997, v.o., 135 min). **Cinéstar 2**
- 0.10** Le Voyage du capitaine Fracasse ■■
Ettore Scola (Fr. - It., 1990, 130 min). **Cinéstar 1**
- 0.25** Une nuit à l'opéra ■■
Sam Wood (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 90 min). **Cinétoile**



COLLECTION CHRISTOPHE L.

- 0.30** West Side Story ■■
Robert Wise et Jerome Robbins. Avec Natalie Wood, Richard Beymer (Etats-Unis, 1960, 145 min). **Mezzo**
- 0.35** Le Nom de la rose ■■
Jean-Jacques Annaud (Fr. - It. - All., 1986, 130 min) **O. Cinéfaz**
- 2.00** Nocturne indien ■■■
Alain Corneau (France, 1989, 105 min). **Ciné Cinémas 1**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1**
- 17.15** Hercule.
18.05 Sous le soleil.
19.05 Beverly Hills.
19.58 Bloc mode.
20.00 Journal. Au nom du sport.
20.40 Le Résultat des courses, Météo.
20.50 5 millions pour l'an 2000.
23.10 Les Trophées de la mode et de la beauté 1999.
1.30 Formule foot.

FRANCE 2

- 18.50** 1000 enfants vers l'an 2000.
19.00 Union libre.
19.55 et **20.45** Tirage du Loto.
20.00 Journal, Météo 2.
20.55 Les Forges du désert.
23.15 Tout le monde en parle.
0.55 Journal de la nuit, Météo.
1.20 Rince ta baignoire.
1.50 Bouillon de culture.

FRANCE 3

- 18.20** Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Mister Bean.
20.35 Tout le sport.
20.55 Dessine-moi un jouet. Téléfilm. Hervé Baslé.
23.00 Pierrot et les acrobates.
23.55 Météo, Soir 3.
0.25 Un siècle d'écrivains. Amadou Hampaté Bâ.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.40
17.30 Décode pas Bunny.
18.05 Vision d'Escalflowne.
18.30 Les Renés.
18.55 Flash infos.
19.00 T.V.+.
20.05 Les Simpson.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Samedi comédie. H ; Spin City ; Seinfeld.
21.50 South Park **O.**
22.10 Jour de foot.
23.00 Boogie Nights ■
Film. Paul Thomas Anderson **O.**
1.30 Le Témoin du mal. Film. Gregory Hoblit (v.o.) **O.**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1**
- 13.30** Walker, Texas Ranger.
14.25 Les Dessous de Palm Beach.
15.15 Rick Hunter, inspecteur choc.
16.10 Pensacola 2.
17.05 Felicity.
17.55 30 millions d'amis.
18.30 Vidéo gag.
18.55 L'Euro en poche.
19.00 19:00 dimanche.
20.00 Journal, Au nom du sport.
20.40 Le Résultat des courses, Météo.
20.48 Peur sur la ville. Film. Henri Verneuil **O.**
23.15 Au-delà des lois. Film. John Schlesinger.
1.05 La Vie des médias.

FRANCE 2

- 13.35** Vivement dimanche.
15.35 Les Liens du cœur. Téléfilm. Joséé Dayan.
17.25 Bogue ou pas bogue ?
17.30 Nash Bridges.
18.20 Parcours olympique.
18.25 Stade 2.
19.25 Vivement dimanche prochain.
20.00 Journal, 100 ans de sport, Météo.
20.55 Soleil. Film. Roger Hanin **O.**
22.45 Lignes de vie. Sale temps sur la planète.
0.40 Journal, Météo.

FRANCE 3

- 13.30** Le Magazine du cheval.
14.00 Les Médailles. Téléfilm. Richard C. Sarafian [1 et 2/2].
17.45 Va savoir.
18.20 Le Mag du dimanche.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Bingo.
20.15 Mister Bean.
20.42 Consomag.
20.55 Cold Squad, brigade spéciale. Salty Cheever ; Rita Brice.
22.40 Météo, Soir 3.
23.00 France Europe Express.
0.05 Lolita ■■■
Film. Stanley Kubrick (v.o.).

CANAL +

- En clair jusqu'à 15.00
13.30 La Semaine des Guignols.
14.05 Derniers paradis sur terre.
15.00 Total Recall 2070.
15.45 Le Journal du cinéma.
15.50 Rugby. Coupe d'Europe.
► En clair jusqu'à 18.00
17.55 et **19.30** Flash infos.
18.00 La Souris. Film. Gore Verbinski **O.**
► En clair jusqu'à 20.40
19.45 Ça cartoon.
20.40 L'Equipe du dimanche.
22.40 Boxe. La Réunion de Nice.
23.40 La Reine des vampires. Film. Gilbert Adler **O.**
1.10 Portrait de Shinya Tsukamoto.
1.15 Tetsuo 2, Body Hammer. Film. Shinya Tsukamoto (v.o.) **O.**

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA**
- O** Tous publics
 - Accord parental souhaitable
 - ⊙** Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
 - ⦿** Public adulte
 - ⦿** Interdit aux moins de 16 ans
 - ⦿** Interdit aux moins de 18 ans
- Les cotes des films**
- On peut voir
 - A ne pas manquer
 - Chef-d'œuvre ou classique
- Les symboles spéciaux de Canal +**
- DD Dernière diffusion
 - ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 12.10** et **0.10** Le Monde des idées.
Thème : Le nouveau capitalisme.
Invités : Luc Boltanski ; Erik Izraelewicz. **LCI**
- 18.30** Le Grand jury RTL-*Le Monde*-LCI. Invité : Didier Sicard. **LCI**
- 21.00** Saumons sauvages, les survivants. Invités : Philippe Botsneux, Paul Boyer, Christian Bouchardy, Gilbert Simon. **Forum Planète**
- 22.00** L'Afrique, entre tradition et modernité. **Forum Planète**
- 23.00** Les Dessous Chics. **Forum Planète**

MAGAZINES

- 12.30** Arrêt sur images. Tchéhénine : à quoi sert d'informer ? Invités : Michel Scott ; Jacques Gonnet ; Rony Brauman. **La Cinquième**
- 16.35** Le Sens de l'Histoire. Pour l'amour de l'Inde. Invités : Jean-Alphonse Bernard, Dominique Lapière. **La Cinquième**
- 18.05** Ripostes. **La Cinquième**
- 18.30** Le Gai Savoir. La liberté des mœurs, jusqu'ou ? **Paris Première**
- 18.55** Le Club. Jacques de Fonteray. **Ciné Classics**
- 19.00** 19-00 dimanche. Invitée : Michèle Alliot-Marie. **TF 1**
- 20.00** Recto Verso. Robert Hossein. **Paris Première**
- 20.30** Ushuaïa nature. L'archipel de Noé, Indonésie. **Odyssee**
- 20.50** Zone interdite. La passion des autres. **M 6**
- 21.05** Faut pas rêver. Egypte : Les musiciennes du Caire. France : Vieillard au pays. Macao : Hôtel Bela Vista. Invitée : Violaine Vanoyeke. **TV 5**
- 23.00** France Europe Express. Patrick Devedjian ; Patrick Braouzeq ; Reportage européen : la candidature de la Turquie. **France 3**

DOCUMENTAIRES

- 17.15** Un siècle de mémoire ouvrière. [3 et 4/5]. **Histoire**
- 17.35** Les Authentiques. Jazz in Marciac. **Odyssee**
- 18.05** Mère Thérésa, l'amour en action. **Odyssee**
- 19.15** Nathalie Sarraute. [5/6]. **Histoire**
- 20.00** Boire en Russie, à la vie à la mort ! **Planète**
- 20.05** Le Cinéma des effets spéciaux. La petite boutique de Stan Winston. **Ciné Cinémas**
- 20.30** Les Présidents américains et la Télévision. [1/2]. **Planète**

Le Monde TELEVISION

TF 1

20.48 Peur sur la ville
Histoire d'une vengeance, celle d'un commissaire muté à la Crim' après une bavure. Il ne songe, depuis, qu'à arrêter le meurtrier d'un de ses adjoints, et se lance à sa poursuite dans Paris. Mise en scène d'Henri Verneuil, musique d'Ennio Moricone et pléiade d'acteurs réputés, de Belmondo à Charles Denner, en passant par Rosy Varte, Roland Dubillard, Jean-François Balmer.

ARTE

22.15 Les petites bulles du diable
On devrait boire 300 millions de bouteilles de champagne en 2000, dont 50 millions la seule nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier. Malgré des lourdeurs, ce documentaire de Jacques Mény raconte beaucoup d'historiettes sur ce « *diabole blond* » conçu par des ecclésiastiques et adoré des femmes et de ceux qui aiment « *la fête et le partage* ».

FRANCE 3

0.05 Lolita ■■■
Réalisée en 1963 en Grande-Bretagne par Stanley Kubrick, cette adaptation du roman de Nabokov frisa le scandale, mais le personnage de sa Lolita, plus âgé que dans le roman, le désamorça. James Mason est formidable dans le rôle de cet homme de lettres que sa maturité n'empêche pas de tomber amoureux d'une gamine de douze ans et demi, cabotine et séductrice, jouée par Sue Lyon.

ARTE

- 19.00** Histoire parallèle.
19.45 Météo. Arte info.
20.00 Le Dessous des cartes.
20.15 Black Adder.
20.45 Champagne Charlie. Téléfilm. Allan Eastman [1/2].
22.25 L'Aventure humaine. Tezkar, un pacte de mémoire en Ethiopie.
23.20 Metropolis.
0.20 Music Planet. Radiohead.
1.15 Lea Film. Ivan Fila.

M 6

- 18.10** Amicalement vôtre. Des secrets plein la tête.
19.10 Turbo. Alain Prost.
19.40 Warning.
19.50 Mieux vaut prévenir.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Plus vite que la musique.
20.40 Cinéxik.
20.50 La Trilogie du samedi. Le Caméléon ; Buffy contre les vampires ; Profiler.
23.30 Au-delà du réel.
0.25 Poltergeist.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.00** Jazz à l'Affût. Steve Grossmann, saxophoniste. Gospel en France. Diana Hamilton, gospel des Bahamas. Joe lee Wilson.
20.50 Expresso.
21.00 Mauvais genre. Animé japonais. Invité : Xavier Kawa-Topor.
22.05 Nouveau répertoire dramatique.

FRANCE-MUSIQUES

-

Les départements de la côte atlantique se préparent à lutter contre le fioul échappé de l'« Érika »

FAUTE D'AVOIR PU, jusqu'à maintenant, pomper le fioul échappé des cuves de l'*Erika* (lire ci-dessous), les autorités commencent à préparer la « réception » d'une éventuelle marée noire sur la façade atlantique. Le préfet de Charente-Maritime, Christian Leyrit, ancien directeur des routes au ministère de l'équipement, a été nommé vendredi 17 décembre préfet coordonnateur pour la mise en œuvre des moyens de défense contre une marée noire à terre, dans quatre départements : Loire-Atlantique, Vendée, Charente-Maritime et Gironde. Les centres de stockage de l'équipement spécialisés dans la pollution marine, de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) et du Verdon (Charente-Maritime) sont prêts à mettre leurs matériels à disposition. Une vingtaine de kilomètres de linéaires de barrages de protection sont disponibles dans ces centres, a précisé le ministère de l'équipement et des transports, ainsi que des « dispositifs de récupération » – en fait essentiellement pelles, seaux et botes –, du matériel de pompage et de stockage provisoire et du matériel de nettoyage de rivage. « Les départements de Bretagne restent en alerte et ne seront pas dégarnis puisqu'il reste encore du fuel

dans l'épave », a précisé vendredi le ministère.

Sous l'égide du président du conseil général Philippe de Villiers, 35 communes de Vendée ont commencé vendredi à faire établir des constats d'huissier pour constater la propreté des plages. M. de Villiers a expliqué qu'après le naufrage de l'*Amoco Cadiz* en 1978, il avait été reproché aux maires bretons, lors du procès, « de ne pas pouvoir prouver juridiquement que leurs plages étaient propres avant la catastrophe ». M. de Villiers a prévenu dès jeudi que le département se porterait partie civile. Le député et vice-président du RPF a affirmé qu'il comptait demander au juge de « ne pas négliger la responsabilité de l'Etat », ce qui lui a attiré une réponse sèche du ministre de la défense, Alain Richard, vendredi. « Je demande à M. de Villiers de venir vérifier que tout le travail de régulation et de préservation de l'environnement a été fait par la préfecture maritime (...) et que, par conséquent, il s'abstienne, dans l'ignorance où il est, de porter des accusations qui ne sont pas à son honneur », a déclaré le ministre lors de l'inauguration de l'école de gendarmerie de Chateaulin, en ajoutant : « Je l'invite publiquement à venir (...) à la préfecture maritime où tous les

dossiers et tous les enregistrements lui seront ouverts (...) et je lui demande fermement (...) de refaire sur le perron de l'Amirauté des déclarations confirmant ou infirmant ce qu'il vient de dire. S'il ne vient pas, ça sera une vérification du sérieux que je lui prête. »

CHRONOLOGIE DU NAUFRAGE

L'adjoint de l'amiral Yves Naquet-Radiguet, préfet maritime de l'Atlantique, le commissaire général Yves Merle, chargé de l'action de l'Etat en mer, a affirmé vendredi que le capitaine de l'*Erika* « a attendu le dernier moment pour nous indiquer qu'il avait une grave avarie ». « A aucun moment avant son appel de détresse, nous n'avons pu prendre conscience du danger réel qu'il avait de se briser », a-t-il ajouté. « Je ne vois pas quelle assistance aurait pu lui apporter le préfet maritime, car si nous l'avions remorqué avant, il aurait sans doute cassé encore plus vite. S'il s'est cassé en deux c'est qu'il avait probablement un sérieux problème de structure de coque. »

Le commissaire général a formellement démenti que le port de Saint-Nazaire ait prévenu la préfecture maritime. « Il a peut-être eu des contacts avec d'autres, mais pas avec la Marine, et de toute façon cela a dû se pas-

ser seulement quelques heures avant le naufrage », a-t-il dit. Selon le commissaire général, la marine tente actuellement de reconstituer la chronologie des événements en réécoulant notamment tous les appels radio que le bateau a eu avec le CROSS Corsen, « très peu d'ailleurs », selon lui. D'après des sources proches des milieux maritimes, en fait, le port de Saint-Nazaire n'aurait pas refusé formellement d'accueillir le pétrolier en difficulté, mais aurait demandé des précisions sur l'étendue et la nature des fissures.

Interpellé, vendredi soir lors de l'émission spéciale de FR3 Thalassa, consacrée à l'*Erika*, sur l'action de la marine pour prévenir de tels risques, l'amiral Yves Naquet-Radiguet, a notamment affirmé : « Depuis l'affaire de l'*Amoco Cadiz*, nous avons évité quinze *Amoco Cadiz*. Je peux vous donner les noms, j'ai les dossiers (...) En matière de prévention des accidents, nous avons fait d'énormes progrès. » De son côté, Thierry Desmarest, PDG de Totalfina, a réaffirmé samedi à l'émission Questions orales de Radio-Classique : « Nous sommes organisés pour essayer de réduire au maximum les risques (...). On refuse les bateaux qui n'ont pas la qualité technique ou la qualité d'équipage requis. »

Passé d'armes au sein du RPR sur la nomination de M. Ollier

PORTE-PAROLE du RPR, Patrick Devedjian a déclaré, vendredi 17 décembre, sur RTL, que Christian Jacob, député de Seine-et-Marne, avait « manqué une bonne occasion de se taire » en critiquant la nomination de Patrick Ollier, compagnon de Michèle Alliot-Marie, au poste de conseiller de la présidente du RPR. « Patrick Ollier existe politiquement, indépendamment de sa vie privée, a-t-il souligné. Il est vice-président de l'Assemblée, c'est un député des Hautes-Alpes, il a une longue carrière militante derrière lui et il a été un animateur, dès le début très efficace, de la campagne de Michèle Alliot-Marie. » M. Jacob avait critiqué la nomination de M. Ollier en affirmant que « si Alain Juppé, Philippe Séguin ou Nicolas Sarkozy avaient nommé leur conjoint comme conseiller spécial, ça aurait fait du bruit ».

DÉPÊCHES

■ **AGRICULTURE : le ministère de l'agriculture et de la pêche a annoncé**, vendredi 17 décembre, que le résultat agricole par actif diminuerait de 4 % en 1999, selon les comptes prévisionnels de l'Insee. Ce revenu avait progressé pendant cinq ans au rythme moyen annuel de 5 %. Le résultat agricole global accuse une chute plus importante : 6,4 %. Les prix de tous les produits sont en recul, notamment ceux des oléagineux, des pommes de terre, de la volaille et des porcs. Seules les céréales se sont à peu près bien tenues. Les subventions d'exploitation devraient atteindre 10,4 milliards de francs, en hausse de 8 % par rapport à 1998.

■ **PRESSE : Le Populaire du Centre (Limoges) n'est pas paru vendredi 17 décembre** en raison d'une grève des rotativistes à propos de l'application des 35 heures. Samedi matin, le mouvement a été rejoint par l'ensemble des personnels des trois autres quotidiens du groupe : *La Montagne* (Clermont-Ferrand), *Le Berry* (Bourges), *Le Journal du Centre* (Nevers). Des négociations devaient s'ouvrir samedi sur la parution de l'édition commune de dimanche.

■ **A NOS LECTEURS.** En raison des fêtes de fin d'année, *Le Monde* paraîtra pendant deux semaines sans la page Kiosque et avec, le samedi, une seule page Placements. D'autre part, nous commencerons, lundi 20 décembre (daté 21), la publication d'une série en trois volets de François Maspéro : « Retour en Bosnie ».

Une météo plus stable est espérée

BREST

de notre correspondant

La marine nationale espérait pouvoir entreprendre, samedi 18 décembre, des opérations de pompage de la pollution du pétrolier *Erika*, mais tout dépendait des conditions météorologiques qui, la veille d'ailleurs, avaient empêché toute intervention. Les remorqueurs *Alcyon* et *Rari* devaient être présents sur zone, mais les conditions de mer – une houle de 3 m, et des vents d'ouest faiblissants, de 25 à 30 nœuds, étaient attendus samedi matin – freinaient l'arrivée des navires européens sollicités et venant du Nord. Vendredi en fin d'après-midi, les nappes – qui se présentent de façon de plus en plus morcelée sous forme de « galettes » de 50 m de diamètre ou même de taches de la taille d'une méduse – se trouvaient à 94 km dans le sud de Belle-Ile et à 80 km dans l'ouest de l'île d'Yeu. La veille, elles étaient respectivement à 80 et à 108 km. Du fait des vents d'ouest, elles se sont donc rapprochées de l'île d'Yeu.

Le préfet maritime de l'Atlantique, le vice-amiral d'escadre Yves Naquet-Radiguet, estimait toujours, au vu des prévisions, que la pollution ne présentait pas de danger pour les côtes sous sept jours. Pour autant, il ne faisait pas preuve d'optimisme, car les vents d'ouest sont les plus fréquents, en cette période de l'année. « La météo est difficile à prévoir, il y a lutte entre deux anticyclones, ce qui peut induire du mauvais ou du beau

temps », expliquait-il vendredi en fin d'après-midi.

En outre, l'approche de la pollution se complique car, outre sa fragmentation, celle-ci a aussi tendance, par endroits, à s'enfoncer un peu dans l'eau. Pour augmenter la précision du repérage, un contrôle par satellite a été sollicité. Le fioul lourd échappé de l'*Erika* continuait d'être évalué entre 6 000 et 8 000 tonnes sur un total de 28 000.

« SIGNATURE » PARTICULIÈRE

Le produit s'est gorgé d'eau, doublant la masse à traiter. Le fioul lourd en cause a été analysé par le laboratoire du Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (Cedre) installé à Brest (Finistère). « Il a une signature particulière », expliquait son directeur Michel Girin. Cette identification permettra, si la pollution vient à la côte, de savoir s'il s'agit bien du fioul de l'*Erika*, d'autres navires pouvant être tentés de profiter de la situation pour dégazer en mer.

Les autorités maritimes expliquaient, par ailleurs, que la partie avant de l'*Erika* ne fuyait pas et celle arrière très peu. La marine se concentre sur la pollution effective et ne prévoit pas, pour l'heure, un traitement du fioul encore contenu dans les cuves. Le risque sur ce fioul existe, compte tenu du travail de sape de la mer effectué sur toutes les épaves, mais on ne peut pas prédire à quelle échéance.

Vincent Durupt

Révélations sur le transfert de Nicolas Anelka

DANS LE CADRE du transfert du footballeur international français Nicolas Anelka, 20 ans, d'Arsenal (Angleterre) au Real Madrid (Espagne) conclu durant l'été pour une somme de 220 millions de francs, la direction du club espagnol a accepté le paiement d'une commission de 2 millions de dollars (13 millions de francs) au frère du joueur, Didier Anelka, qui a servi d'intermédiaire lors des négociations. Selon le quotidien espagnol *Diario 16*, qui reproduit le contrat entre le club et Didier Anelka, le Real Madrid s'est engagé à verser la somme à la société Fidustar, créée par l'agent et qui est domiciliée dans le World Trade Center de l'aéroport de Genève (Suisse), avec deux billets à ordre portant sur 1 million de dollars chacun et arrivant à échéance le 1^{er} juillet 2000. Le Real Madrid a signé un accord identique avec un autre intermédiaire, Marc Roger, avec deux billets à ordre d'un montant total de 2 millions de dollars.

Le quotidien espagnol *El Mundo* estime que le transfert de Nicolas

Anelka aura coûté, au total, 260 millions de francs, ce qui suscite une polémique en raison du lourd endettement du Real Madrid (1,8 milliard de francs). « C'est excessif pour un joueur qui va probablement nécessiter un traitement psychiatrique », a jugé le Prix Nobel de littérature Camilo Jose Cela au journal sportif *Marca*. Nicolas Anelka n'a toujours pas marqué le moindre but pour son équipe. Cantonné au banc des remplaçants, il n'apparaît qu'épisodiquement sur le terrain. Lors du match de la Ligue des champions face aux Norvégiens de Rosenborg, le 7 décembre, son entraîneur l'a fait rentrer pour les dix dernières secondes.

E. B.

■ **Auxerre s'est imposé (1-0)**, vendredi 17 décembre, face au Paris-SG grâce à un but de Gérald Baticle (79^e minute) en match avancé de la 20^e journée du championnat de division 1. Bordeaux a battu Rennes sur le même score avec un but de Sylvain Wiltord (53^e).

15 Laurel et Hardy à savourer

arte

Du 20 décembre au 7 janvier

ARTE entartée!

Certains invités ont le chic pour mettre de l'ambiance...
ARTE fait monter la chantilly pour vos programmes de fin d'année.

3615 ARTE (1,29F/mn) - www.arte-tv.com

© Rue des Archives - LAUREL ET HARDY TM & © LARRY HARMON PICTURES CORPORATION